

MAURICE PALÉOLOGUE

AMBASSADEUR DE FRANCE

*Les Entretiens
de*

L'IMPÉRATRICE

EUGÉNIE

PARIS

Librairie Plon

M.CM.XXVIII

3^e mille

NUNC COGNOSCO EX PARTE



TRENT UNIVERSITY
LIBRARY

PRESENTED BY

Mrs. C. Roy Greenaway
in memory of
her husband

Il a été tiré de cet ouvrage :

15 exemplaires sur papier des manufactures impériales du Japon, numérotés de 1 à 15 ;

30 exemplaires sur papier de Hollande Van Gelder, numérotés de 16 à 45 ;

100 exemplaires sur papier pur fil Lafuma, à Voiron, numérotés de 46 à 145.

L'édition originale a été tirée sur papier d'alfa.

LES ENTRETIENS

DE

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

DU MÊME AUTEUR

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Le Cilice. Roman. Un volume in-16 (*Couronné par l'Académie française.*) Épuisé.

La Cravache. Roman. Un volume in-16 (*Couronné par l'Académie française.*) Épuisé.

Le Point d'honneur. Roman. Un volume in-16.

Rome. *Impressions d'histoire et d'art.* 17^e édit. Un volume in-16 (*Couronné par l'Académie française.*)

Dante. *Essai sur son caractère et son génie.* 6^e édit. Un volume in-16.

La Russie des Tsars pendant la grande guerre (20 juillet 1914-9 mai 1917). 23^e édit. Trois volumes in-8° avec des illustrations de G. Loukomsky et des portraits.

Le Roman tragique de l'empereur Alexandre II. 16^e édit. Un volume in-16 avec sept portraits.

Cavour. 14^e édit. Un volume in-16 avec un portrait.

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS

Vauvenargues (Collection des Grands Écrivains français). Un volume in-16 (*Couronné par l'Académie française.*)

Alfred de Vigny (Collection des Grands Écrivains français). Un volume in-16.

L'Art chinois. Un volume in-8°.

Profils de femmes. Un volume in-16.

Sur les ruines. Roman. Un volume in-16.

Romantisme et diplomatie. : *Talleyrand, Metternich, Chateaubriand.* Un volume in-8°.

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1928.

MAURICE PALÉOLOGUE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

AMBASSADEUR DE FRANCE

LES ENTRETIENS
DE
L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE



PARIS

LIBRAIRIE PLON

LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6°

Tous droits réservés

2C 280.2 .12

Copyright 1928 by Librairie Plon.
Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.

LES ENTRETIENS

DE

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

*This above all : to thine ownself be true.
And it must follow, as the night the day,
Thou canst not then be false to any man.*

Avant tout, sois véridique envers toi-même. Et, aussi infailliblement que la nuit succède au jour, il s'ensuivra que tu ne pourras mentir à personne.

SHAKESPEARE : *Hamlet*, I, 3.

PRÉAMBULE

C'est par la princesse Mathilde que j'ai eu l'honneur de connaître l'impératrice Eugénie. Un soir, vers la fin de mai 1901, la princesse me dit, avec cette franchise alerte et savoureuse dont elle était coutumière :

— L'impératrice va bientôt venir à Paris. Elle a lu vos livres ; je lui ai quelquefois parlé de vous ; elle est curieuse de vous connaître.

Répondez-moi sans détour : malgré vos fonctions officielles, êtes-vous disposé à la rencontrer?

— Oui, madame. Par convenance, je demanderai l'autorisation de mon ministre, M. Delcassé. Mais je sais comme il a l'esprit large et libre : je ne doute pas de son acquiescement.

— Alors, c'est convenu? Je peux annoncer votre visite à l'impératrice?

— J'en remercie d'avance Votre Altesse Impériale.

D'un air malicieux, elle reprend :

— Je vous préviens que la visite sera longue..., une heure..., deux heures..., trois heures... Déjà, sous l'Empire, ses audiences n'en finissaient pas. Aussitôt qu'elle prenait la parole, elle perdait la notion du temps. Infatigable, elle entraînait son auditeur sur les terrains les plus variés, soutenant ses opinions avec une chaleur, une ténacité, parfois même une éloquence extraordinaires. J'ai vu souvent des personnages sérieux, graves, pas courtisans du tout, obligés de capituler devant elle. Cela faisait un singulier contraste avec les audiences de l'empereur, qui

laissait à peine tomber quelques mots, quand il ne s'enfermait pas dans un mutisme impénétrable et nuageux. Pour moi, j'ai toujours été rebelle à l'influence de mon auguste cousine. Entre nous deux, il n'y a guère d'affinités électives. Jadis, nous n'étions d'accord sur rien..., et nous avons continué, ce qui d'ailleurs ne nous a jamais empêchées de vivre en bons termes. Vous savez que mon frère, le prince Napoléon, la détestait. Il la chargeait de tous les défauts ; il ne lui reconnaissait aucun mérite ; en quoi il avait tort, car c'est une nature très fière, très courageuse et que le malheur a beaucoup ennoblie.

— Accepte-t-elle qu'on lui parle de son règne ?

— Moi, je me garde bien de lui en parler : nous n'irions pas loin sans nous disputer. Mais je suis sûre qu'elle en causera volontiers avec vous. Du reste, vous pourrez vous fier absolument à tout ce qu'elle vous dira : elle a une mémoire prodigieuse et elle est la sincérité même.

Quelques jours plus tard, la princesse Mathilde m'écrivait : *L'impératrice Eugénie*

vient d'arriver à Paris; elle est descendue, comme toujours, à l'Hôtel Continental. Elle sera heureuse de vous recevoir, samedi prochain, à onze heures.

*
* *

Les notes qui suivent ont été rédigées sous l'impression immédiate des entretiens qu'elles reproduisent. On y trouvera donc mes souvenirs dans leur forme et leur vivacité premières : c'est la meilleure garantie de leur exactitude.

Il apparaîtra d'ailleurs, dans le cours du récit, que cette publication est conforme aux vœux de l'impératrice.

I

Présentation à l'impératrice. Le spectacle des Tuileries. — Napoléon III ; sa noblesse dans l'infortune. Le verdict de l'histoire. — Grandeurs et mirages du Second Empire : le baptême du prince impérial ; le *Te Deum* de Solférino ; l'annexion de la Savoie et les fêtes d'Annecy ; l'inauguration du canal de Suez.

Samedi, 8 juin 1901.

A l'heure dite, le vieux et dévoué secrétaire de l'impératrice, Franceschini Piétri, m'introduit auprès d'elle.

En dépit de ses soixante-quinze ans, elle garde encore les traces de son ancienne beauté. Le visage est demeuré fin, avec des arêtes précises, comme le modelé d'une médaille. Sous les cheveux blancs, le front s'accuse en hauteur, un front visiblement prédestiné au diadème. Les yeux vifs, rapprochés, brillent d'un éclat sombre et dur, où se trahit l'artifice du crayon noir qui souligne le bord des paupières fanées. Le buste, droit,

rigide, n'effleure même pas le dossier du fauteuil. Les mains, restées très nettes, sont d'une pâleur ambrée, comme si elles avaient macéré dans un baume. Ainsi, de toute sa personne, se dégage une étrange impression de majesté, de hiératisme et de ruine.

Tandis que notre conversation s'amorce en paroles banales, je remarque, sur le guéridon placé près d'elle, une pile de livres, marqués de nombreux signets. *L'Europe et la Révolution française*, d'Albert Sorel, *l'Allemagne et la Réforme*, de Janssen, *les Prophètes d'Israël*, de Darmesteter; plus loin, j'aperçois une autre pile de livres anglais dont je ne distingue pas les titres. Enfin, au milieu de la table, deux grandes photographies, entre lesquelles s'épanouit un bouquet de roses, — le portrait de Napoléon III et celui du prince impérial.

Nous abordons bientôt les questions de la politique étrangère. Après m'avoir parlé, en termes émus, de la reine Victoria, « cette noble et solide amie » qu'elle a perdue récemment (1), l'impératrice m'interroge sur les

(1) La reine Victoria est morte, à Osborne, le 22 janvier 1901.

relations franco-britanniques : elle admire sans réserve l'habile redressement que Delcassé a su opérer, au lendemain de Fachoda ; elle est aussi frappée qu'heureuse de la confiance qu'il inspire à Londres par son courage, sa fermeté, son esprit objectif, sa claire intelligence des grands problèmes européens ; elle m'atteste également l'autorité croissante de notre ambassadeur, Paul Cambon. Là-dessus, elle ne s'en tient pas aux appréciations, plus ou moins vagues, plus ou moins compétentes, qui traînent dans les journaux : elle invoque des témoignages précis, par exemple telle conversation qu'elle eut avec la reine Victoria, le roi Édouard, le duc de Connaught, ou tel propos qui émane authentiquement de lord Salisbury, lord Lansdowne, Balfour, lord Curzon, Asquith, Chamberlain, lord Selborne, etc... Je suis d'autant plus à l'aise pour compléter ses informations, que Delcassé, toujours obsédé par son œuvre, me disait hier : « Puisque l'impératrice Eugénie a des contacts si fréquents avec les familles souveraines d'Angleterre, d'Espagne et de Russie, elle pourrait, à l'occasion, nous prêter un

concours très utile en répandant mes idées autour d'elle. Ne craignez donc pas de lui exposer mon programme. Je vous autorise même à lui dire que, dans ma pensée, la liquidation générale des vieux litiges anglo-français n'est qu'un prologue, — le prologue nécessaire d'un accord plus vaste, plus intime, auquel je rêve d'associer un jour l'alliance franco-russe ; car je n' imagine pas d'autre système qui puisse contre-balancer la formidable coalition des puissances germaniques... Parlez-lui aussi de mes dernières négociations avec Madrid au sujet du Maroc, pour le cas où elle se rencontrerait bientôt avec la reine Christine... »

Sur l'état de nos rapports avec la Russie, l'impératrice n'est pas moins exactement informée, en raison de l'amitié qui l'unit à la tsarine douairière, Marie-Féodorowna, sœur cadette de la reine Alexandra. C'est ainsi qu'elle connaît tous les dessous de l'intrigue enchevêtrée que Guillaume II a poursuivie, l'an dernier, sous le noble prétexte de rétablir la paix au Transvaal, mais en réalité dans l'unique dessein de brouiller les cartes, d'exciter les défiances de la Russie contre

l'Angleterre, de la France contre la Russie, de l'Angleterre contre la Russie et la France. De même, elle sait dans quelles conditions le tsar Nicolas s'est laissé rouler, il y a quelques mois, par le kaiser pour la nomination du feld-maréchal Waldersee au commandement suprême des forces internationales en Chine (1), conditions tellement piteuses que Guillaume II a pu s'offrir la joie d'adresser à son maréchal cet adieu solennel : « Je vous salue, à l'instant où vous allez quitter la terre allemande... Il est extrêmement significatif que l'origine de votre nomination ait été un désir et une proposition de l'empereur de toutes les Russies, du monarque puissant qui fait sentir son pouvoir jusqu'au bout de la terre asiatique. Cela prouve une fois de plus combien les deux empires sont étroitement liés par les traditions militaires. »

Ces diverses questions épuisées, l'impératrice se lève, non sans peine, de son fau-

(1) Au printemps de 1900, une révolution xénophobe, la révolution des « Boxeurs », ayant soulevé tout le nord de la Chine, les légations étrangères, accréditées à Pékin, eurent à soutenir un très long siège. Pour les délivrer, il fallut envoyer au Petchili un corps expéditionnaire, composé de troupes françaises, russes, anglaises, allemandes et japonaises.

teuil. Croyant qu'elle met fin à l'audience, j'esquisse déjà mon salut d'adieu ; mais elle proteste vivement :

— Oh ! non... ne partez pas encore ! Mes vieilles jambes sont si endolories et si raides, que j'ai besoin de les détendre en faisant quelques pas. Voulez-vous marcher un peu, à côté de moi, comme si nous nous promenions ensemble ?

Nous traversons ainsi, lentement, les deux salons qui forment son appartement et dont les fenêtres, grandes ouvertes, prennent jour sur les Tuileries. La matinée est radieuse. Dans l'air subtil et vibrant, la verdure fraîche des marronniers enveloppe d'une ombre légère la blancheur des statues. Nous nous arrêtons plusieurs fois pour contempler ce décor illustre, — un des points du monde où l'on sent le mieux l'inconstance de la fortune, la fragilité des empires, l'écoulement perpétuel des choses... Une exclamation m'échappe :

— Comment Votre Majesté peut-elle supporter ce spectacle ?

— Vous aussi, vous me demandez cela !... Oui, je sais : on me croit insensible, parce

que je me loge dans cet hôtel, où j'ai constamment les Tuileries sous les yeux. Mais, voyez-vous, rien ne me fait plus rien... J'ai trop souffert... Qu'est-ce qu'un spectacle ou un autre en comparaison des souvenirs que je porte au fond de moi !... D'ailleurs, par moments, il me semble que je suis morte depuis très longtemps. Comme je ne vis plus qu'avec des ombres, je me fais à moi-même l'image d'une ombre... Parfois, cependant, j'ai des réveils subits, d'une intensité, d'une violence extraordinaires. Alors des scènes entières de mon passé me reviennent à l'esprit ; je revois les personnes, les visages, les attitudes, les gestes, les moindres circonstances, les moindres détails ; je crois y être encore : c'est tragique.

Là-dessus, elle se rassied, la tête haute, le buste raide. Me désignant du doigt le portrait de Napoléon III, qui est placé à côté d'elle :

— J'espère bien, me dit-elle, que nos relations n'en resteront pas à votre visite d'aujourd'hui et que vous m'offrirez souvent le plaisir de causer avec vous ; mais je tiens à vous dire, dès notre première rencontre, quelle

noblesse, quelle abnégation, quelle magnanimité il y avait chez l'empereur. Quand nous étions heureux, je l'ai toujours vu simple et bon, charitable et miséricordieux. Il souffrait, avec une admirable indulgence, la contradiction et la calomnie... Quand les malheurs nous ont accablés, il a porté le stoïcisme et la mansuétude jusqu'au sublime. Si vous l'aviez vu, dans ses dernières années, à Chislehurst ! Jamais un mot de plainte, de blâme ou de récrimination !... Souvent, je le suppliais de se défendre, de repousser les attaques impudentes, les malédictions ignominieuses dont il était l'objet, d'arrêter enfin ce torrent d'injures qui se déversait continuellement sur nous. Il me répondait avec placidité : « Non, je ne me défendrai pas... Certaines catastrophes sont si douloureuses pour une nation, qu'elle a le droit d'en rejeter, même injustement, toute la faute sur son chef... Un monarque, un empereur surtout, se dégraderait en cherchant à se disculper, car il plaiderait sa cause contre son peuple... Il n'y a pas d'excuses, pas de circonstances atténuantes pour un souverain. Sa plus haute prérogative est d'assu-

mer sur lui seul toutes les responsabilités encourues par ceux qui l'ont servi... ou trahi... » Ces nobles paroles, monsieur, je ne les oublierai jamais ; elles me soutiennent et m'illuminent depuis trente ans. Aussi, malgré bien des instances, je n'ai jamais voulu écrire les souvenirs de mon règne... Parfois seulement, comme aujourd'hui, je m'accorde la douceur de m'épancher devant des personnes sympathiques.

Sans me laisser le temps de la remercier pour cette dernière phrase, elle repart brusquement avec un accent passionné :

— Je ne demande plus à Dieu qu'une grâce : vivre encore assez, moi déjà si vieille, pour voir la France revenir à plus de justice envers nous... Croyez-vous, monsieur, croyez-vous que je verrai jamais la réhabilitation de l'Empire?... Franchement, que pense-t-on de nous aujourd'hui?

— Il me semble, madame, que la période des iniquités criantes, la période des anathèmes, est passée pour Napoléon III et qu'on le juge dans un esprit assez large... Voyez l'*Histoire du Second Empire*, que publie M. de La Gorce ; le tome V, qui vient de

paraître, nous mène jusqu'au lendemain de Sadowa et de Quérétaro. Si, dans cet ouvrage, la politique de l'empereur est souvent critiquée, même condamnée, l'idéalisme élevé de ses inspirations et la générosité chevaleresque de son caractère y sont partout reconnus... Le fait de ma présence ici, auprès de Votre Majesté, n'est pas moins significatif. Que je puisse, moi, fonctionnaire de la République, rendre visite à l'impératrice Eugénie, avec l'autorisation de mon ministre, n'est-ce pas la preuve de l'apaisement qui s'est opéré, dans tous les esprits, à l'égard du régime napoléonien?... Voilà pour le présent. Quel sera le verdict de l'avenir?

— Oh ! oui, c'est cela que je brûle de savoir. Comment l'avenir nous jugera-t-il ?

— Cette question, je me la suis posée naguère... Il y a deux mois, j'étais à Rome : je méditais devant la colonne Trajane, en vue d'un livre que je prépare sur la Ville éternelle, et je me demandais quel était, dans les temps modernes, le souverain dont la figure évoquait le mieux celle de Trajan. Le nom de Napoléon III m'est venu soudain à l'esprit. Oserai-je vous avouer, madame,

que je l'ai presque aussitôt rejeté? Car enfin, l'un a terminé son règne dans la gloire et l'autre dans le désastre! Mais, à y réfléchir, ma première idée m'a paru défendable. Chez les deux empereurs, on trouve, au même degré, la modestie et la générosité personnelles, l'amour du bien public, un vif sentiment de la justice et de l'harmonie sociales, un noble désir de concilier les nécessités du pouvoir et les avantages de la liberté. Pareillement, leur imagination césarienne les rendait trop accessibles à la griserie des apothéoses militaires. Malgré ses éclatantes victoires en Germanie, l'expédition aventureuse où Trajan se laissa entraîner vers les confins de la Perse, jusque dans l'Adiabène et la Colchide, alors que ses légions avaient tant à faire sur le Rhin et le Danube, n'était pas plus raisonnable que l'expédition du Mexique...

L'impératrice exhale un soupir :

— Cela me console de vous entendre!

Là-dessus, voici que sa pendule de voyage sonne midi.

— Oh! s'écrie-t-elle, déjà midi!... Pouvez-vous rester quelques minutes encore?

Puis, d'un geste rapide, elle retourne la pendule vers moi :

— Et maintenant, ajoute-t-elle, je ne verrai plus l'heure ; vous partirez quand il vous plaira... Puisque vous essayez si loyalement de comprendre la personne et le rôle de mon mari, posez-moi les questions que vous voudrez, je serai heureuse d'y répondre.

— Eh ! madame, c'est sur l'histoire entière du Second Empire que j'aimerais vous interroger. Mais, comme c'est moi qui vois maintenant la pendule, je suis obligé de mesurer le temps que Votre Majesté veut bien m'accorder.

— Alors, pour aujourd'hui, ne me posez qu'une question. Le reste viendra plus tard.

Je lui demande :

— Parmi tant de belles heures qui ont jalonné votre règne, quelles furent les plus radieuses, les plus exaltantes, je veux dire surtout celles qui découvraient devant vous les plus séduisants mirages ?

Sans la moindre hésitation, elle répond :

— Oh ! d'abord, le baptême du prince impérial, le 14 juin 1856. Pendant le trajet des Tuileries à Notre-Dame, j'étais seule

avec l'empereur dans le carrosse pompeux de notre mariage. Le prince impérial, ses gouvernantes et sa nourrice occupaient la voiture précédente. C'était vers six heures du soir. Des maréchaux cavalcadaient à nos portières. On nous acclamait frénétiquement. Le soleil, qui commençait à décliner, empourprait la rue de Rivoli ; nous défilions dans une lumière éblouissante. Près de moi, l'empereur restait silencieux, ne s'occupant qu'à saluer. Je ne lui disais rien non plus, parce qu'une allégresse ineffable me soulevait l'âme ; je me répétais intérieurement : « C'est par cet enfant, c'est par *mon fils*, que la dynastie napoléonienne s'enracinera définitivement sur la terre de France, comme s'y est implantée, il y a huit siècles, la dynastie capétienne ; c'est lui qui mettra le sceau définitif à l'œuvre de son père !... » Et pourtant une voix secrète me chuchotait que les mêmes pompes officielles, les mêmes ovations populaires, les mêmes salves d'artillerie, les mêmes volées de cloches avaient célébré les baptêmes du dauphin Louis XVII, du roi de Rome, du duc de Bordeaux, du comte de Paris. Et qu'étaient-

ils devenus, ces pauvres enfants? La prison, la mort, l'exil!... Mais une autre voix plus forte me rassurait aussitôt, me dilatait le cœur, me remplissait de confiance et d'orgueil... A la fin de la cérémonie, lorsque l'empereur a élevé notre fils dans ses bras pour le montrer au peuple, mon émotion est devenue soudain si poignante que mes jambes se sont dérobées sous moi, et que j'ai dû m'asseoir précipitamment...

« Après ce magnifique souvenir, le plus brillant que je conserve, c'est encore sous les voûtes de Notre-Dame qu'il s'encadre, le 3 juillet 1859, au *Te Deum* pour notre victoire de Solférino. Vous vous rappelez que, pendant la guerre, l'empereur m'avait confié la régence. Je me suis donc rendue à Notre-Dame, en qualité de régente, avec le prince impérial à ma gauche. Rien ne saurait vous décrire l'enthousiasme de la foule. Par instants, les acclamations faisaient un tel vacarme, que nous passions devant les musiques militaires sans les entendre... Au retour, on se mit à nous cribler de fleurs; elles résonnaient sur la cuirasse des Cent-Gardes comme une mitraille, notre

voiture en était pleine ; mon fils tressautait de joie, battait des mains, envoyait gentiment des baisers à la foule. Ce jour-là aussi, j'ai eu la certitude éclatante que Dieu réservait à mon enfant la mission glorieuse de couronner l'œuvre de son père.

Elle s'arrête un instant, les paupières closes, les joues très pâles, comme si toutes ces visions ranimées la remuaient jusqu'au tréfonds de l'âme. Puis, avec une sorte de gêne souriante, elle reprend :

— La troisième fois où les mirages de l'avenir m'ont ébloui les yeux, j'ose à peine vous la confier, car elle vous paraîtra bien frivole... N'importe ! Je compte sur votre indulgence : à cette époque-là, je n'avais pas encore fait l'apprentissage du malheur. Voici donc ma troisième illusion prestigieuse... Vous savez que, pendant l'été de 1860, l'empereur a visité la Savoie et le comté de Nice, qu'il venait d'annexer ; je l'accompagnais. Ce ne fut pas un voyage, mais une marche triomphale. L'empereur était comme transfiguré de bonheur ; il semblait vivre dans un rêve, dans un enchantement. Du coup, il avait oublié tous les re-

proches que la paix de Villafranca lui avait si injustement attirés. Je n'étais pas moins heureuse et transportée que lui. Or, le 29 août, les habitants d'Annecy avaient organisé, pour le soir de notre arrivée, une promenade sur le lac. Toute une flottille de barques légères, enguirlandées de lanternes multicolores, suivait notre gondole, drapée de pourpre et tirée par vingt rameurs. A l'arrière, on avait dressé une espèce de tillac, où l'empereur et moi, nous trônions majestueusement. Le ciel fourmillait d'étoiles. Des orchestres se mêlaient au cortège. Par moments, des feux de Bengale, des girandoles, des gerbes de fusées illuminaient tout le paysage. C'était magique... Comme nous venions de présider un dîner de gala, j'étais en robe décolletée, avec mon diadème et mes plus belles parures. Bien que la nuit fût chaude, j'avais jeté sur mes épaules un grand burnous écarlate, frangé d'or. Un instant, pour mieux jouir du spectacle, je me levai sur notre tillac. Aussitôt, de toutes les barques, on se mit à crier : « Vive l'impératrice ! » Je rayonnais. L'empereur me dit : « Tu as l'air d'une dogaresse. » En effet, je

me croyais sur le *Bucentaure*. Pour un peu, j'aurais jeté mon anneau dans le lac, ainsi que faisait le doge quand il présidait aux fiançailles de Venise et de l'Adriatique. Moi, je me figurais assister aux noces éternelles de la France et de l'Empire.

Sans arrêt ni transition, elle poursuit :

— Mon quatrième souvenir d'éblouissement, — et c'est le dernier, — vous étonnera un peu ; en tout cas, vous le jugerez bien tardif ; c'est le 18 novembre 1869, à l'inauguration du canal de Suez... 1869 ! Une triste année pour l'Empire ! Au dehors, la Prusse menaçante, l'Italie ingrate, les autres puissances boudeuses, rancunières... Au dedans, l'inquiétude, la désaffection, une presse ignoble d'insolence et de mauvaise foi, des grèves continuelles, des manifestations tumultueuses, le régime sapé de toutes parts. Ceux-là même qui avaient le plus d'intérêt au maintien de la dynastie, se délectaient chaque semaine à lire *la Lanterne* de Rochefort ; un vent de folie soufflait sur la France. Par surcroît, l'empereur, malade, sombre, découragé, ne voyait plus autour de lui que des présages funestes. Un jour il me tendit

une gazette de Rome, une gazette publiée sous la censure du Vatican, et j'y lus quoi? L'annonce de nos funérailles prochaines!...

« L'inauguration solennelle du canal était fixée au 18 novembre, à huit heures du matin, dans les eaux d'Ismaïlia. C'était le ciel d'Égypte, une féerie de lumière, une splendeur idéale. Cinquante navires pavoisés m'attendaient, au seuil du lac Timsah. Mon yacht, *l'Aigle*, prit aussitôt la tête du cortège; les yachts du khédive, de l'empereur François-Joseph, du prince royal de Prusse, du prince Henri des Pays-Bas, me suivaient à moins d'une encablure. Le spectacle était d'une si prodigieuse magnificence et proclamait si hautement la grandeur du régime français, que je ne me contenais plus, j'exultais. L'affreux cauchemar, que j'avais emporté de Paris, s'était dissipé soudain, comme par l'effet d'une baguette magique. Alors, pour la dernière fois, j'ai cru qu'un grand avenir attendait mon fils, et j'ai prié Dieu qu'il m'assistât dans la lourde tâche qui m'incomberait bientôt, si la santé de l'empereur ne s'améliorait pas... Un an plus tard, nous étions détrônés!

Après un silence grave, elle reprend :

— Maintenant, monsieur, je ne vous retiens plus... Merci d'avoir mis tant de complaisance à m'écouter... Je garde l'espoir que nous nous reverrons.

La pendule marque une heure moins dix.

II

Les « fautes » de Napoléon III ; le principe des nationalités.
— « Que pensez-vous du Deux-Décembre ? » Théorie de la dictature : « la tunique de Nessus. » — Prestige du Second Empire en Europe. La guerre de 1870 était-elle fatale ?

Dimanche, 15 février 1903.

Je remercie l'impératrice des condoléances qu'elle m'a fait exprimer, l'automne dernier, pour la mort de ma mère. A ce propos, elle me dit :

— J'ai tant souffert dans ma vie que j'ai perdu la faculté de souffrir pour moi-même ; je ne souffre plus que par et pour les autres... Je croyais avoir aussi perdu la faculté des larmes. Pourtant j'ai pleuré, l'autre jour. Oui, j'ai pleuré en apprenant l'incendie de ma chère villa de Biarritz (1). Avez-vous

(1) La villa Eugénie, transformée en hôtel, — l'hôtel du Palais, — et détruite par le feu, le 2 février 1903. C'est là notamment qu'au mois d'octobre 1865, Bismarck eut avec

remarqué? Toutes les demeures où j'ai vécu mon existence de souveraine, où j'ai connu l'orgueil et les séductions du pouvoir, ont péri dans les flammes : les Tuileries, Saint-Cloud, Biarritz !

Après un soupir, elle continue :

— Avez-vous pensé quelquefois à notre entretien d'il y a deux ans?

— Oui, surtout depuis que mon deuil, en me retranchant du monde, m'a procuré le loisir des longues lectures. Je me suis ainsi confirmé dans l'opinion que j'exprimais, il y a deux ans, à Votre Majesté. La période injurieuse et pamphlétaire est finie pour le règne de Napoléon III ; les malédictions tonitruantes de Victor Hugo font sourire. Avec le recul de l'histoire et sous le poids de son tragique destin, la figure de l'empereur commence à prendre cette sorte de noblesse douloureuse que la fatalité confère à ses victimes augustes et qui désarme, à la longue, les critiques acerbes pour ne plus laisser parler que la pitié. Il y a, dans je ne sais plus quel drame eschylien, un très beau

Napoléon III les mystérieuses conférences qui, l'année suivante, eurent leur conclusion logique à Sadowa.

mythe, où l'on voit les Euménides elles-mêmes cesser d'être inexorables, se calmer, s'adoucir enfin jusqu'à s'apitoyer sur les pauvres humains qu'elles ont poursuivis avec le plus d'acharnement... Quoi qu'il en soit, on est aujourd'hui presque unanime à reconnaître que les fautes de Napoléon III dérivèrent toujours d'un principe généreux.

Elle m'interrompt avec une brusque vivacité :

— Qu'appellez-vous les fautes de l'empereur?

— J'appelle ainsi les initiatives malencontreuses dont il se serait certainement abstenu, s'il en avait mesuré les conséquences.

La tête haute elle me répond, d'une voix stridente qui martelle chaque syllabe :

— Écoutez-moi bien, monsieur. Nous n'avons commis qu'une faute, une seule : nous n'aurions pas dû arborer, comme drapeau, le principe des nationalités. C'est cela et cela seul qui nous a perdus. Tout le mal est venu de là !

— Et le mal n'a pas cessé d'en venir !

Soudain radoucie et se penchant un peu

vers moi, les mains croisées sur les genoux, elle me demande :

— Que pensez-vous du Deux-Décembre? Soyez franc! Parlez-moi sans détour.

— Je suis loyalement attaché à la République, puisque je la sers aujourd'hui et que j'aurai peut-être demain l'honneur de la représenter à l'étranger. Mais je ne condamne pas le Deux-Décembre, du moins au point de vue politique. Voici, madame, ce que je veux dire... L'histoire nous enseigne qu'il y a, parfois, dans la vie d'un peuple, des circonstances très graves, des heures de péril mortel, où les principes doivent fléchir devant les nécessités nationales. Machiavel l'a dit en termes lapidaires : « Un esprit sage ne condamnera jamais un homme pour les actes extraordinaires auxquels il a dû recourir afin de sauver son pays. Quand il s'agit du salut de la patrie, on ne doit avoir égard ni à la justice ni à l'injustice, ni à la miséricorde ni à la cruauté, ni à la gloire ni à la honte : on doit s'inspirer uniquement de ce que les circonstances exigent. » C'est pourquoi tous les partis, monarchistes, républicains, bonapartistes, ont des coups

d'État sur la conscience. Mais ce que je réprouve, ce qui me paraît voué fatalement à l'échec final, c'est de transformer en système de gouvernement une mesure extrême de salut public. La dictature est comme les remèdes héroïques : elle devient funeste si l'application se prolonge.

— Oh ! *funeste* ! Pour avoir fini déplorablement, le Second Empire n'a pas moins procuré à la France de longues années glorieuses et prospères !... Mais continuez, monsieur, et surtout, dites-moi toute votre pensée ; je n'apprécie rien autant que la sincérité.

— Puisque Votre Majesté me le permet, j'irai donc jusqu'au bout de ma pensée. Je condamne la dictature, en tant que régime durable, pour deux motifs principaux. Le premier, c'est qu'elle oblige le dictateur à faire continuellement une politique de magnificence et de prestige, une politique de théâtre. Comme toutes les responsabilités du pouvoir se concentrent sur lui, c'est à lui seul que le pays impute les déboires et les malchances, les embarras et les accidents, qui sont la condition habituelle des peuples.

Ainsi, l'homme illustre, qui s'institue le sauveur permanent de sa patrie, est obligé d'être toujours habile, toujours perspicace, toujours prudent, toujours valide, toujours heureux ; il se condamne lui-même à l'infailibilité, car on ne lui pardonne rien !... Mon second motif, c'est que la dictature est une œuvre absolument individuelle et, par conséquent, viagère. Plus le dictateur s'est élevé haut dans l'admiration de ses compatriotes et plus est inquiétant le vide qu'il laisse après lui ; c'est le désert, quand ce n'est pas le précipice... En résumé, si je ne condamne pas le Deux-Décembre, je désapprouve le régime gouvernemental qui l'a suivi.

Elle incline deux ou trois fois la tête et sourit faiblement :

— Je suis peut-être moins éloignée de votre opinion que vous ne croyez. Mon mari et moi, nous avons souvent discuté ce problème angoissant. Je lui ai dit un jour : « Ce qu'il y a de tragique dans un coup d'État, c'est qu'il équivaut à un pacte avec le bonheur !... » Un autre jour, le voyant absorbé dans une rêverie sombre dont je devinais le

motif, je n'ai pu retenir ce mot : « Tu portes le Deux-Décembre comme une tunique de Nessus!... » Il m'a répondu : « J'y pense constamment. »

— Alors, comme il a dû souffrir, dans les dernières années de son règne !

— Il a souffert d'autant plus qu'il ne s'épanchait avec personne et ne récriminait contre personne.

Après un silence recueilli, d'où elle sort brusquement avec une flamme dans les yeux, elle me lance d'un ton résolu :

— Si le Deux-Décembre vous paraît excusable, puisqu'il était nécessaire, vous devez excuser aussi la guerre de 1870, car elle n'était pas seulement nécessaire, elle était fatale.

— Hélas ! madame, en conscience, je ne peux souscrire à cette opinion. Permettez-moi de ne pas m'expliquer davantage.

— Non, parlez ! Je m'exprime assez librement avec vous pour que vous ne me marchandiez pas votre franchise.

— Eh bien ! madame, je crois que nos désastres de 1870 pèseront toujours très lourdement sur le Second Empire, car c'est

notre politique de 1859 et de 1866 qui les a rendus inévitables. Oui, l'explosion était fatale ; mais c'est nous qui l'avons préparée. Solférino, Sadowa et Sedan sont les anneaux logiques d'une même chaîne ; l'unité allemande n'est que le corollaire de l'unité italienne. Je doute que, sur ce point, le verdict de l'Histoire soit jamais révisé.

— Vous n'accordez même pas les circonstances atténuantes ?

— Comment les refuserais-je ?... Dans une catastrophe nationale, si lourdes qu'apparaissent les responsabilités personnelles, il faut toujours compter avec l'influence énigmatique des forces occultes et le rôle décevant du hasard. J'ai souvent réfléchi à cette pensée de Joseph de Maistre : « Combien ceux qu'on regarde comme les auteurs immédiats des guerres furent entraînés par les circonstances ! Jamais l'homme ne perçoit plus vivement que dans ces crises la débilité de son esprit et l'inéluctable puissance des lois mystérieuses qui mènent le monde. »

Elle fait un geste d'accablement, puis :

— Concédez-moi pourtant que, sous notre règne, la France a connu des heures étince-

lantes, une joie et une fierté de vivre qu'elle ne connaît plus... Je ne crois pas être injuste envers la République. Malgré tout ce qui me déplaît, tout ce qui me choque en elle, je lui reconnais de sérieux mérites. Elle compte, parmi ses hommes d'État, d'excellents patriotes, qui eussent fait honneur à tous les régimes. Tenez : M. Jules Ferry ; je ne l'aimais pas, je ne pouvais pas l'aimer à cause de son anticléricalisme agressif ; mais je le respecte et je l'admire profondément ; car c'est à son indomptable énergie que la France doit Tunis et le Tonkin. Vous voyez que je m'efforce de juger impartialement la République... Il y a néanmoins une chose que je ne lui pardonne pas, c'est son défaut de grandeur, c'est la figure médiocre qu'elle fait vis-à-vis de l'étranger. On ne sait plus parler au nom de la France ; on a toujours l'air de craindre ou de s'excuser. Quelle différence avec les allures brillantes et le fier langage de notre diplomatie ! Vous n' imaginez pas de quel ton superbe s'exprimait l'empereur. Aussi, partout, à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Berlin, à Rome, à Vienne, la moindre de ses paroles avait un

retentissement extraordinaire. Aucun autre souverain ne parlait de ce ton !

J'acquiesce... modérément. L'impératrice, qui s'en aperçoit, me jette aussitôt :

— Qu'y a-t-il au fond de votre pensée ?
Je n'aime pas les restrictions mentales.

Je m'applique alors à lui démontrer, avec les euphémismes nécessaires, qu'une des plus dangereuses erreurs de l'Empire fut toujours de trop élever la voix, en prenant des attitudes théâtrales. Ainsi, par le belliqueux discours d'Auxerre, prononcé quelques semaines avant Sadowa, Napoléon III, en fulminant l'anathème contre les traités de 1815, a propagé dans toute la France l'illusion qu'il allait profiter de la crise austro-allemande pour conquérir les provinces rhénanes ; d'où le sentiment d'amertume et d'humiliation qui s'est emparé des meilleurs esprits, lorsqu'on a vu que nulle annexion territoriale ne contre-balançait pour nous l'accroissement démesuré de la Prusse. Ainsi encore, l'arrogante apostrophe de Rouher, après Mentana : « Jamais nous ne laisserons l'Italie s'emparer de Rome... Non, *jamais!*... » Et c'est ce veto péremptoire qui nous a

privés de l'alliance italienne, trois ans plus tard, au lendemain de Fröschwiller et de Forbach, à la veille de Sedan. Ainsi enfin l'altière déclaration du duc de Gramont au Corps législatif, le 6 juillet 1870 : « Nous ne tolérerons pas qu'une puissance étrangère place un de ses princes sur le trône de Charles-Quint. S'il en était autrement, nous saurions accomplir notre devoir sans hésitation ni faiblesse... » Par cette rodomontade claironnante, le gouvernement impérial s'est coupé, dès la première heure, toute retraite, s'est enlevé à lui-même toute possibilité de négociation ; et la guerre a suivi de près. Je conclus :

— En politique, l'arrogance est toujours un mauvais calcul. Je vais plus loin : la fierté n'est permise que dans la mesure où l'on est capable de la soutenir par les armes. Pour l'homme d'État, il n'y a pas de maxime plus importante que l'aphorisme latin : *Quid valeant humeri, quid ferre recusent?*... « Que peuvent supporter nos épaules ? A partir de quel moment risquent-elles de fléchir ? » Bismarck lui-même, sous l'humiliation d'Olmütz, n'a pas regimbé. Quoiqu'il fût alors un simple

député, il insista de toutes ses forces pour que la Prusse dévorât en silence le camouflet autrichien, parce qu'elle n'était pas en état de faire la guerre. Mais, à cet ajournement de sa vengeance, la Prusse a-t-elle rien perdu?... Un autre exemple, tout récent : Fachoda. Je prétends que M. Delcassé nous a rendu un grand service, en ne poussant pas jusqu'aux dernières extrémités notre controverse avec l'Angleterre, puisque l'effectif de nos escadres ne nous permettait pas de soutenir avantageusement la lutte. Ce qu'il a souffert d'avoir à s'incliner devant les prétentions britanniques, peu de personnes le savent. Mais, quand je constate aujourd'hui ce que sont devenues les relations franco-anglaises, quand je réfléchis à toutes les espérances que nous avons le droit de fonder sur « l'entente cordiale » des deux pays, j'estime que M. Delcassé a eu pleinement raison, il y a quatre ans, de proportionner ses gestes à nos moyens d'action.

L'impératrice m'interrompt avec un sourire malicieux, en me posant la main sur le bras :

— Prenez garde, vous allez me convertir à la République !

Puis, tournant les yeux vers sa pendule qui vient de sonner cinq heures, elle me congédie amicalement :

— Vous reviendrez, n'est-ce pas ?

III

L'impératrice et le Vatican. Pie IX et Léon XIII. Confiance au gouvernement de la République. — La question des alliances en 1870. L'accusation du prince Napoléon : « Le maintien du pouvoir temporel nous a coûté l'Alsace et la Lorraine. »

Samedi, 18 juillet 1903.

La santé de la princesse Mathilde vient de causer à son entourage de telles inquiétudes que le prince Louis, la princesse Clotilde et l'impératrice Eugénie sont aussitôt accourus à Saint-Gratien.

Aujourd'hui, l'état de la princesse étant amélioré, l'impératrice me fait prier de venir la voir, « si possible cet après-midi même, car elle voudrait m'entretenir confidentiellement d'une affaire grave. »

Vers quatre heures, je me présente à l'Hôtel Continental.

L'impératrice, qui arrive de Saint-Gratien,

me rassure d'abord au sujet de sa cousine. Puis elle me presse de questions sur la santé de Léon XIII.

— Depuis une semaine, dis-je, le pape déçoit tous les pronostics de ses médecins. On le croit au plus mal; subitement, il recouvre des forces. Il y a trois jours, il semblait convalescent; aujourd'hui, on n'a plus aucun espoir de le sauver. Où en sera-t-il demain?

Elle prend alors son grand air de souveraine :

— Maintenant, voici pourquoi je vous ai prié de venir : j'ai un secret à vous confier, un secret que je vous permets de rapporter à M. le président de la République et à votre ministre, mais à eux seuls. Pouvez-vous me garantir qu'ils ne le communiqueront, eux, à personne?

— Il m'est impossible de formuler à cet égard aucune assurance, puisque j'ignore totalement de quoi Votre Majesté veut me parler ; je n'hésite pas cependant à lui garantir la discrétion de M. le président Loubet et de M. Delcassé, à moins qu'un devoir supérieur ne leur interdise le silence.

— Bien. Cela me suffit. C'est du pape Léon XIII que j'ai à vous entretenir... Depuis longtemps, j'avais un immense désir de connaître cette noble, cette idéale figure de pontife romain, une des plus belles qu'il y ait dans les annales de l'Église. Quelle générosité d'âme, quelle profondeur et quelle finesse d'intelligence ! Léon XIII a toutes les vertus de Pie IX... et tout ce qui manquait à Pie IX. Que de fois je me suis dit : « Ah ! si l'empereur avait eu affaire à Léon XIII et non à Pie IX !... » Je ne voulais pas le laisser mourir, sans m'être agenouillée devant lui. Donc, vers la fin du mois dernier, j'ai fait venir mon yacht au Cap Martin et, sous le prétexte d'une croisière, je suis partie pour Civita-Vecchia. De là, j'ai été à Rome, incognito ; j'ai choisi un des plus modestes hôtels, et même, pour que mon voyage fût tout à fait ignoré, j'ai expédié mon yacht à Naples, après avoir fait publier dans les journaux que je n'étais pas descendue à terre. Le lendemain, j'ai demandé une audience au pape et je me suis cloîtrée dans mon hôtel jusqu'à ce que j'eusse reçu la réponse du Vatican. Elle m'est venue, cette

réponse, sous la forme d'un cardinal français (1) qui m'a dit : « Le Saint-Père est désolé, mais il ne peut recevoir Votre Majesté. — Et pourquoi?... Serait-il plus souffrant? — Non, il va plutôt mieux. Ce qui l'empêche de recevoir Votre Majesté, c'est que, en 1876, Elle a franchi les portes du Quirinal pour faire visite au prince Humbert et à la princesse Marguerite. Or, toute majesté catholique qui a franchi les portes du Quirinal, est exclue à jamais du Vatican. » Je lui ai fait répéter ces derniers mots, puis ma colère a débordé : « On m'interdit l'entrée du Vatican, à moi!... à moi!... Après tout ce que l'empereur et moi, nous avons fait pour le Saint-Siège!... Léon XIII ne sait-il donc pas que Pie IX était le parrain de mon fils?... Allez lui dire de ma part que je proteste contre sa décision, que je le supplie de la rétracter, car ce serait pour moi le plus douloureux affront. » Mais le cardinal s'est montré inflexible : « Non, madame, la décision du Saint-Père est irrévocable ; il m'a bien recommandé de vous la notifier comme telle... » Je n'étais plus en

(1) J'ai lieu de croire que c'est le cardinal Mathieu.

colère ; j'étais stupéfaite, abasourdie... Re-devenue maîtresse de moi, j'ai tenté d'agir sur le cardinal par le raisonnement : « Cette visite que j'ai faite au Quirinal, avec mon fils, *il y a vingt-sept ans... vingt-sept ans!*... ne peut vraiment pas m'être objectée. Nous avons d'abord été nous prosterner devant Pie IX, qui nous avait reçus avec les honneurs souverains. Le roi Victor-Emmanuel n'était pas à Rome ; c'est à Florence, au palais Pitti, que nous l'avons vu. Il n'y avait, au Quirinal, que le prince Humbert et la princesse Marguerite ; nous ne pouvions pas décemment les ignorer ! ... » Le cardinal a repris : « Non, madame ; Votre Majesté n'aurait pas dû franchir les portes du Quirinal. — Avouez, monseigneur, que, si j'ai commis une faute, elle était bien vénielle... Après tous mes malheurs, n'ai-je pas quelques titres à l'indulgence du pape?... — Le Saint-Père a des motifs graves et actuels pour se montrer inflexible envers Votre Majesté ; il m'a autorisé à vous les révéler. Nous savons que Victor-Emmanuel III ira bientôt à Paris et que le président de la République lui rendra sa visite à Rome. Le Saint-Père con-

sidérera, comme une offense intolérable, la présence de M. Loubet au Quirinal, et il refusera de le recevoir. C'est pourquoi il ne veut pas se laisser créer l'apparence même d'un précédent qui, dans cette circonstance ou dans toute autre analogue, pourrait lui être opposé. — Ce sera donc la rupture certaine entre la France et le Saint-Siège?... — Oui, madame, ce sera la rupture. » Il s'est alors passé en moi quelque chose d'extraordinaire ; me figurant que j'étais encore sur le trône, j'ai continué la discussion, comme si j'avais charge de plaider la cause française : « Pourquoi cette attitude intransigeante du Saint-Siège ? Car enfin M. Loubet n'est pas un monarque de droit divin : il n'est pas l'héritier d'une longue tradition religieuse : il est le chef élu et temporaire d'un État démocratique ; il ne se trouve donc pas, vis-à-vis de la cour romaine, dans la même situation morale que l'empereur d'Autriche, qui est *Majesté apostolique*, ou le roi d'Espagne, qui est *Majesté catholique*, ou le roi de Portugal, qui est *Majesté très fidèle*... Or, puisque le roi d'Italie va bientôt venir à Paris, M. Loubet sera nécessairement obligé

de lui rendre sa visite à Rome. Et comment, sous quel prétexte, pourrait-il s'en dispenser?... Mais je suppose qu'avant de quitter Rome, il témoignera sa déférence au chef suprême de l'Église, en demandant à lui présenter ses hommages. Si les portes du Vatican restent fermées devant lui, c'est le pape seul qui en portera la responsabilité... Enfin, comment ferez-vous comprendre au monde que le Souverain Pontife interdise l'entrée de son palais au chef de la nation française, alors qu'il n'éprouve aucune répugnance à y recevoir des monarques hérétiques, tels que le roi d'Angleterre et l'empereur d'Allemagne? Non, même dans les milieux catholiques, on ne s'expliquerait pas une attitude aussi paradoxale... » Une fois déchaînée, j'allais, j'allais !... Et le pauvre cardinal m'écoutait, avec une mine déconfite, me répétant à voix basse : « Le Saint-Père a pesé tous ces arguments ; il n'en est que plus ferme dans sa décision, qui est irrévocable... irrévocable. » Et ce fut son dernier mot.

Après un soupir, elle reprend :

— Il m'a semblé que M. le président de

la République et votre ministre avaient intérêt à connaître cet incident, qui m'a été si pénible. Mais vous comprenez pourquoi je leur demande un secret absolu. Songez à la honte que j'éprouverais si les journaux publiaient que le pape m'a refusé l'entrée du Vatican... à moi !

Après avoir chaleureusement remercié l'impératrice de sa confiance, je lui dis :

— La décision qui vous a été notifiée m'attriste plus qu'elle ne me surprend. Toutes nos informations nous démontrent que le Saint-Siège n'admettra pas la visite du président de la République au roi d'Italie. Léon XIII n'est pas moins irréductible, à ce sujet, que n'eût été Pie IX. L'autre jour, notre ambassadeur, le très fin Nisard, a reçu du cardinal Rampolla une note péremptoire, où il lui déclarait « qu'une visite du président de la République au Quirinal serait considérée par le Saint-Père comme une offense, non seulement aux droits du Saint-Siège, mais encore à Son Auguste personne elle-même. » A tous nos arguments, à toutes nos recherches de combinaisons transactionnelles, on oppose la même thèse : « Le fait pour le chef d'une

nation catholique, tel qu'est le président de la République française, le fait de rendre visite au spoliateur du pape, dans le palais qui était jadis la demeure des souverains pontifes, implique une offense grave au chef suprême de la religion, une criminelle atteinte au droit qu'a celui-ci de revendiquer, aujourd'hui et toujours, sa pleine indépendance pour le bien des peuples catholiques et la dignité de l'Église romaine. »

— A cela que répond M. Delcassé?

— Il n'est pas trop ému par ces protestations théoriques de la cour vaticane ; il y voit surtout des affirmations doctrinales, les vieux axiomes du pouvoir temporel. Il me disait récemment : « L'histoire nous apprend que, si la cour de Rome n'a jamais cédé sur les principes, elle ne s'est non plus jamais refusée aux transactions pratiques. Enfin, le pape Léon XIII, le plus sage et le plus francophile des papes, ne voudra pas terminer son règne par une rupture avec la France... Voilà trente-trois ans que la maison de Savoie est installée à Rome et que l'Europe entière a reconnu le fait accompli. Le Saint-Siège lui-même a reconnu implici-

tement ce fait, puisqu'il admet que les puissances catholiques entretiennent simultanément un ambassadeur auprès du Quirinal et un ambassadeur auprès du Vatican. Vous verrez que tout finira par s'arranger... » Comme M. Delcassé a l'esprit très souple et une remarquable ingéniosité de manœuvre, il entrevoit toute une série d'expédients qui réussiront peut-être... si le pape Léon XIII est encore là, au moment décisif (1).

— Vous admirez beaucoup M. Delcassé?

— Oui... A certains égards, il me rappelle Mazarin.

— Allez vite lui rapporter ma confiance. J'espère vous revoir avant mon départ pour Farnborough ; je pense rester à Paris trois ou quatre jours.

(1) On sait que la prévision de M. Delcassé fut démentie par les événements. La visite du président de la République au roi Victor-Emmanuel, en 1904, ouvrit entre le Vatican et le gouvernement français une ère de polémiques et de récriminations qui aboutirent à la rupture du Concordat. M. Delcassé ne se trompait néanmoins que dans l'ordre du temps. Dix-sept ans plus tard, le Saint-Siège, désireux de renouer ses rapports diplomatiques avec la France, se départait spontanément de son intransigeance doctrinale. Le 23 mai 1920, l'encyclique *Pacem Dei* abrogeait l'ancien veto. C'est ainsi que le roi des Belges, Albert I^{er}, put être reçu au Vatican par le pape Pie XI, le 28 mars 1922, et le roi d'Espagne, Alphonse XIII, le 19 novembre 1923.

Rentré au Quai d'Orsay, je raconte à Delcassé mon entretien avec l'impératrice. Pendant que je parle, son visage se rembrunit ; ses traits se crispent dans une grimace revêche qui est, chez lui, le signe d'une contrariété vive :

— C'est mauvais, cela ! très mauvais !... Qu'est-ce qu'ils ont, au Vatican ? Ils sont fous ?... La querelle entre le Saint-Siège et la maison de Savoie ne nous regarde pas. L'Italie est désormais une grande puissance, qui tient brillamment sa place dans le monde et dont il dépend de nous qu'elle soit une alliée précieuse ou une ennemie redoutable, dans le cas d'un vaste conflit européen. Vous vous rappelez ce que le roi Victor-Emmanuel disait dernièrement à Barrère : « La visite de M. Loubet à Rome sera un événement considérable ; elle exercera une influence énorme sur les relations futures de nos deux pays... » Pour complaire aux prétentions surannées du Saint-Siège, allons-nous perdre à jamais la possibilité d'une alliance italienne ?

— Cette possibilité, nous l'avons déjà perdue, en 1870 : ce sont les prétentions de

la théocratie romaine qui nous ont privés de l'alliance italienne, à la veille de Sedan.

— La leçon de 1870, on devrait la graver sur les murs de ce cabinet, afin que les ministres des Affaires étrangères la récitent chaque jour comme un bréviaire !

Puis il me charge d'aller immédiatement communiquer au président de la République la confiance de l'impératrice. Comme je me lève pour sortir, il me dit encore :

— C'est très bien, ce qu'elle a fait là, votre auguste amie... très bien ! Ne croyez-vous pas que je devrais aller la remercier moi-même ?

— Elle en serait assurément très touchée. Mais cela me paraît impossible. L'impératrice est installée à l'Hôtel Continental ; ses moindres démarches sont guettées par les journalistes. Or, vous ne pourriez aller la voir clandestinement ; vous seriez donc aussitôt reconnu. Le lendemain, ce serait la fable des journaux.

— Et que voulez-vous qu'ils disent, les journaux ?

— Je vois d'ici l'article de *la Libre Parole* :

« Le complot judéo-bonapartiste, que nous avons depuis si longtemps dénoncé à nos lecteurs, est à la veille d'aboutir. Un des plus hauts personnages de la République a eu, ces derniers temps, de longs concubules avec l'impératrice Eugénie, etc... » Comme vous ne pourrez pas divulguer le motif véritable de votre visite, elle paraîtra suspecte ; vos collègues eux-mêmes vous la reprocheront. J'ajoute que l'impératrice perdrait, à ce scandale, la dernière douceur qui lui reste, la douceur de vivre, chaque année, quelques semaines à Paris... Voici donc ce que je vous propose. J'irais voir l'impératrice, de votre part, et je lui dirais : « M. Delcassé a été si touché de votre confiance, qu'il voulait venir vous remercier lui-même ; il ne s'en abstient que par le souci de ne pas troubler la solitude et la réserve dont il sait que vous vous êtes fait une loi. »

Il réfléchit un instant, se mord deux ou trois fois les lèvres, comme il fait quand il va prendre une décision grave, puis :

— Vous ne m'avez pas du tout persuadé. J'ai à cœur de remercier l'impératrice moi-même... D'ailleurs, nous en reparlerons de-

main matin : la nuit porte conseil... Allez vite à l'Élysée.

Une demi-heure plus tard, je suis reçu par le président de la République.

M. Loubet ne se montre pas moins affecté que Delcassé par le récit de l'impératrice.

— Savez-vous, me dit-il en terminant, savez-vous ce qui me paraît le plus grave dans cet épisode? C'est que le pape Léon XIII est mourant et que, si la cour vaticane prend dès aujourd'hui une position aussi intransigeante, c'est évidemment afin de s'en prévaloir auprès du futur pape... J'ai toujours pensé que mon voyage à Rome nous réservait de terribles difficultés... La rupture de la France et du Saint-Siège me fait horreur... Et pourtant je dois aller à Rome ; c'est la condition *sine qua non* de l'alliance italienne.

Je lui cite l'admirable mot du cardinal de Retz : « Le propre de l'homme d'État est de savoir choisir entre de grands inconvénients. »

Avant de me congédier, il me dit :

— Je vous prie de vous rendre demain chez l'impératrice pour lui offrir mes hommages et mes remerciements.

Dimanche, 19 juillet 1903.

A neuf heures et demie, reçu par Delcassé. Quand je lui ai rendu compte de ma démarche à l'Élysée, il me demande :

— Avez-vous réfléchi à ma question d'hier?

— Oui, monsieur le ministre, et la nuit m'a confirmé dans l'opinion que je vous ai soumise. Une visite de vous à l'impératrice Eugénie vous exposerait à des polémiques fâcheuses, qui pourraient bien aboutir à une interpellation parlementaire. Je ne saurais donc vous dissuader assez fortement de cette visite.

— Eh bien ! moi aussi, la nuit m'a confirmé dans mon opinion. Je veux remercier moi-même l'impératrice. Allez la prier de m'accorder une audience.

A dix heures et quart, le fidèle Piétri m'introduit auprès de l'impératrice : elle est debout, son chapeau sur la tête, son livre de prières à la main ; elle se dispose à partir pour la messe. Je lui dis :

— M. le président de la République, à qui j'ai rapporté notre conversation, m'a chargé d'offrir à Votre Majesté ses hommages et ses remerciements.

— J'accepte les uns et les autres avec reconnaissance.

— Quant à M. le ministre des Affaires étrangères, il désire vous témoigner lui-même comme il est touché de votre confiance ; il prie donc Votre Majesté de lui fixer une audience.

Elle me regarde un instant avec stupeur, la tête vacillante. Puis, très digne, très haute, elle me répond :

— La demande de M. le ministre des Affaires étrangères m'émeut profondément ; elle ne m'étonne pas de lui : elle est digne de son patriotisme et de son courage ; elle l'honore et le grandit à mes yeux... Mais son intention me suffit. Veuillez lui dire que je considère sa visite comme reçue... Il y a des énigmes qu'il vaut mieux ne pas proposer à l'opinion publique.

Puis, me prenant par la main, elle me conduit vers la fenêtre ouverte du salon, devant les Tuileries. Ses yeux errent quelques se-

condes sur le merveilleux jardin, que le soleil éclatant baigne dans une pourpre d'or. Après un long silence, que je devine plein de grands souvenirs, elle reprend, d'une voix brisée :

— Si j'ai pu rendre hier un service au gouvernement français, j'en suis très heureuse... Depuis le temps où j'habitais là, je n'ai plus jamais eu l'occasion de rien faire pour la France... Je ne peux vous garder plus longtemps aujourd'hui ; je vais entendre la messe à Saint-Roch ; mais j'espère que vous reviendrez ces jours-ci.

Nous prenons date pour mercredi prochain, 22 juillet, cinq heures du soir.

Mercredi, 22 juillet 1903.

Le pape Léon XIII est mort avant-hier. C'est de lui que l'impératrice me parle tout d'abord. Malgré le pénible souvenir qui lui reste de son dernier voyage à Rome, elle m'exprime, une fois de plus, son admiration pour la grande âme, « la sublime et sainte lumière », qui vient de s'éteindre ; puis elle me demande :

— Quelle figure pensez-vous qu'il laissera dans l'histoire?

— Une des figures les plus hautes et les plus originales de la papauté. D'une part, il a été un grand théologien; il a remis en honneur la scolastique de saint Thomas. D'autre part, il a compris, avec une étonnante hardiesse de pensée, le mouvement général des choses humaines, l'irrésistible transformation qui s'opère dans les sociétés modernes. Même au temps de Grégoire VII, d'Innocent III, de Sixte-Quint, le trône pontifical, « le trône des trônes », comme on disait jadis, n'a pas rayonné d'un plus bel éclat.

De Léon XIII, notre conversation remonte naturellement à Pie IX, et à cette déplorable question romaine qui a pesé d'un poids si lourd sur le règne de Napoléon III.

L'impératrice me fait d'abord, et d'un ton assez vif, cette déclaration de principes :

— Quoi qu'on ait pu dire, je n'ai jamais été une cléricale... Dieu m'a fait la grâce de me donner la foi, une foi pleine, abondante, invariable, et que le doute n'a jamais effleurée. Je suis croyante jusque dans les

racines de mon être. Toute ma personne morale est tellement imprégnée de catholicisme, que je ne me conçois pas non-catholique..., pas plus que je ne pourrais me concevoir habitante d'une autre planète. Je me suis donc toujours acquittée ponctuellement de mes devoirs religieux. Mais, si je suis très sensible aux rites et aux pompes de l'Église, je ne me considère pas comme une dévote : je suis pieuse, et c'est différent. A plus forte raison, je ne suis pas une cléricale, si toutefois vous acceptez ma définition du cléricalisme : l'ingérence abusive du clergé dans la politique... D'ailleurs, y avait-il des prêtres dans mon entourage? Aucun! Je ne les fréquentais que pour mon édification spirituelle ou ma consolation intime et dans le secret de mon oratoire. C'était bien mon droit, je pense?... Jamais on n'a vu, de mon temps, aux Tuileries, ce perpétuel va-et-vient de soutanes qu'on y voyait, par exemple, sous le règne de Charles X. Je vous le répète : de mon temps, il n'y avait pas de cléricalisme aux Tuileries.

— Votre Majesté repousse-t-elle aussi le grief d'ultramontanisme?

Elle se cabre :

— Je n'étais pas ultramontaine !... Mais, là encore, il faut définir.

Elle m'expose alors ses idées sur la doctrine du pontificat romain ; je les résume ainsi : 1^o l'évêque de Rome, étant l'organe de Dieu sur la terre, a besoin d'une autorité visible et d'une puissance territoriale pour le plein accomplissement de sa mission divine ; 2^o sans le pouvoir temporel, le concept catholique de l'Église ne peut arriver à son expression intégrale ; 3^o sous le règne de Pie IX et de Napoléon III, l'honneur de la France était engagé au maintien des États pontificaux.

Après cet exposé, d'une forte et sobre dialectique, elle conclut :

— Quant aux rapports du clergé français avec la juridiction romaine, j'étais plutôt gallicane ou, du moins, le gallicanisme ne me choquait pas ; les opinions de Mgr Darboy, l'archevêque de Paris, dont Pie IX n'a jamais voulu faire un cardinal, me souriaient assez.

— Si je vous comprends bien, vous incliniez au gallicanisme dans la mesure où Mme de Sévigné s'avouait janséniste ?

Elle éclate de rire :

— J'ai donc, au moins, cela de commun avec Mme de Sévigné!... Quelle chance! J'ai toujours eu, pour la délicieuse marquise, un goût si vif!

— Puis-je maintenant vous demander, madame, ce qu'il y a de vrai dans l'accusation formulée par le prince Napoléon : « C'est l'occupation de Rome qui a causé les désastres de 1870 ; le maintien du pouvoir temporel nous a coûté l'Alsace et la Lorraine? »

— Le prince Napoléon!... Il haïssait l'empereur ; il ne lui a jamais pardonné d'avoir personnifié l'idée napoléonienne et restauré l'Empire. Quant à moi, il m'exécrait, parce que j'ai mis au monde le prince impérial et que je lui ai barré ainsi l'accès du trône. C'était au point que, un soir, à Compiègne, dans un grand dîner en l'honneur de ma fête, il a refusé de boire à ma santé!... Avec une intelligence remarquable, il était dévoré d'orgueil et d'envie. Par instants, la fureur l'emportait ; il délirait, il écumait, il devenait infernal. C'est donc à la lumière de ses rancunes et de ses haines qu'il faut toujours apprécier les jugements qu'il a portés sur

le Second Empire... Mais arrivons aux faits. Voici exactement ce qui s'est passé, en 1870, au sujet de l'alliance italienne ; je me le suis rappelé naguère, avec un serrement de cœur, en arrivant sur mon yacht à Civita-Vecchia. Vous savez que, depuis deux années environ, depuis que le conflit de la France et de la Prusse paraissait inévitable, l'empereur avait tenté de conclure une alliance avec l'Autriche et l'Italie ; mais les bases de cette « Triple alliance » étaient restées à l'état de simple ébauche, parce qu'on n'avait pu s'entendre sur la question du pouvoir temporel : l'Italie voulait que nous lui reconnussions le droit d'occuper les États pontificaux ; mon mari aurait cru se déshonorer en ratifiant ainsi la spoliation du pape. Mais les pourparlers avaient été menés dans un esprit si confiant, Metternich et Nigra nous avaient prodigué de si belles paroles que ni l'empereur ni moi nous ne doutions que l'accord des trois puissances se réaliserait, de lui-même, instantanément, si la guerre éclatait à l'improviste... En juillet 1870, aussitôt la crise ouverte, le duc de Gramont reno-ua les négociations avec les cabinets de Florence et

de Vienne. Mais, cette fois encore, on ne put s'entendre parce que Victor-Emmanuel ou plutôt Visconti-Venosta s'obstinait à réclamer, comme une condition *sine qua non*, le droit d'occuper Rome. Je vous le répète : c'était nous demander de souscrire à une spoliation sacrilège, dont les plus belles victoires n'auraient pas suffi à nous absoudre. Il n'y a pas d'alliance qui vaille une infamie ! C'est pourquoi j'ai tant approuvé Gramont d'avoir répondu au gouvernement italien : « La France va défendre son honneur sur le Rhin, ce n'est pas pour le profaner sur le Tibre ! »

Je risque une objection :

— Cependant, Sa Majesté apostolique, l'empereur François-Joseph, roi de Jérusalem, etc... nous conseillait, nous pressait de souscrire à la spoliation sacrilège.

— Ce n'est pas l'honneur de l'Autriche qui nous était confié : c'est l'honneur de la France !... Mais je poursuis. Dans les derniers jours de juillet, le Conseil des ministres, que je présidais comme régente, eut à se prononcer définitivement sur la question romaine. L'empereur était à Metz, consterné

par les révélations navrantes qui lui venaient d'heure en heure : insuffisance des effectifs, retards dans la mobilisation, désordres dans les transports, encombrements sur les voies ferrées, déficits dans les magasins et les arsenaux, conflits entre les services administratifs et les états-majors, querelles entre les généraux, etc., etc... Tous ses plans stratégiques en étaient bouleversés ; il devait renoncer à l'offensive foudroyante sur laquelle il comptait pour rallier à notre cause les États du Sud ; il allait donc voir l'Allemagne entière, un million d'hommes, se dresser devant lui. Par surcroît, les fatigues du voyage et du commandement avaient exacerbé ses douleurs physiques ; plusieurs fois on l'avait vu regagner précipitamment sa chambre et se jeter pantelant sur son lit !... Dans ces conditions, j'estimais que nous devions aller jusqu'à l'extrême limite des concessions possibles pour obtenir l'alliance de l'Autriche et de l'Italie. Quand j'ouvris la séance du Conseil en abordant la question romaine, tous les ministres me fixèrent avec anxiété. Je leur dis : « La guerre s'annonce très rude, très périlleuse. Demain,

notre indépendance nationale peut être menacée. La coopération militaire de l'Autriche et de l'Italie nous garantirait absolument la victoire. Mais l'Autriche ne marchera pas, si l'Italie refuse de marcher. Quel est donc le maximum des concessions honorables que nous puissions faire à l'Italie? Selon moi, ce maximum, c'est que nous retirions nos troupes de Civita-Vecchia, si, par contre, le cabinet de Florence nous promet solennellement qu'il respectera le territoire de l'Église, comme il s'y est d'ailleurs engagé par la Convention du 15 septembre 1864... Je ne vous parle même pas d'abandonner Rome aux Italiens ; ce serait une félonie, une apostasie... » D'emblée, tous les ministres se rallièrent à ma proposition. Je croyais sincèrement que, sur cette base nouvelle, les pourparlers ne manqueraient pas d'aboutir. Metternich et Nigra n'en doutaient pas non plus... Mais, le 6 août, c'est le double désastre de Frœschwiller et de Forbach. Aussitôt, l'Italie et l'Autriche se dérobent, se rétractent. Vers le 20 août, le prince Napoléon part pour Florence. Victor-Emmanuel ose lui répondre : « Pour entrer ^{en} ^{en} guerre, il me

faudrait plus d'un mois. Or, avant un mois, le sort de la France sera réglé... » Voilà comme on nous payait de Magenta et de Solférino !

L'impératrice, haletante, suffoquée, s'arrête une minute. Je reprends :

— Hélas ! madame, on est en mauvaise posture pour négocier une alliance lorsqu'on vient d'essuyer une défaite... que dis-je ? *deux* défaites !

A son tour, elle reprend avec autorité :

— Ainsi donc, vous le voyez : si nous n'avons pas obtenu l'alliance de l'Italie, au mois d'août 1870, c'est uniquement parce que la fortune venait de se déclarer deux fois contre nous.

En exhumant de sa mémoire implacable ces souvenirs corrosifs, la pauvre femme devient si émue, son visage ridé se crispe si douloureusement que, par pitié, je feins d'acquiescer à ses dires. Mais, *in petto*, je les rectifie quelque peu ; car les choses ne se passèrent pas tout à fait de la sorte, au moins dans la période finale des négociations. Voici la version authentique. Le 1^{er} août, c'est-à-dire cinq jours avant Frœschwiller et For-

bach, le comte Vimercati, l'ancien agent de Cavour, l'intime confident de Victor-Emmanuel, se présenta au grand quartier général de Metz pour soumettre à l'empereur le texte définitif d'un traité d'alliance avec l'Autriche et l'Italie. A ce texte, il ne manquait plus que la signature de Napoléon III : il la refusa parce qu'une clause du traité stipulait, en faveur du gouvernement italien, le droit de résoudre la question romaine au mieux de ses intérêts.

Faut-il donc admettre, contre le Second Empire, l'accusation brutale du prince Napoléon : « Le maintien du pouvoir temporel nous a coûté l'Alsace et la Lorraine? »

Une question de chronologie me semble dominer le problème. Quand, le 1^{er} août 1870, Napoléon III refusa de signer le pacte d'alliance, apporté par Vimercati, l'heure était passée où l'Autriche et l'Italie pouvaient nous secourir efficacement. Pour mobiliser leurs troupes et les amener à pied d'œuvre, cinquante jours au minimum leur étaient nécessaires. Or, selon le mot de Victor-Emmanuel, avant l'expiration de ces cinquante jours « le sort de la France allait être réglé ».

Le 18 août, c'est la défaite de Saint-Privat et l'armée du Rhin bloquée dans Metz ; le 2 septembre, c'est le désastre de Sedan et Napoléon III prisonnier ; le 4 septembre, c'est la révolution à Paris et l'Empire effondré. Devant une catastrophe aussi complète, l'Autriche et l'Italie auraient-elles fait honneur à leur signature ? Indubitablement, sous un prétexte quelconque, elles se fussent dégagées de leurs promesses : il est rare qu'en politique le respect de la parole jurée soit poussé jusqu'à l'abnégation. Si donc Napoléon III, par une concession *in extremis*, eût abandonné Rome aux Italiens, la France n'en eût retiré aucun profit.

Mais, reportée à une date antérieure, l'accusation du prince Napoléon est indéniablement juste. C'est pendant les pourparlers secrets de 1869 que Napoléon III commit la faute de subordonner au maintien du pouvoir temporel la conclusion d'une alliance qu'il jugeait lui-même nécessaire à la sûreté de la France. Malade, somnolent, plus nébuleux que jamais, il s'enferme alors dans un mutisme impénétrable ; il élude toute explication ; il oscille et tergiverse ; il se décidera

plus tard... au dernier instant. Il ne sait pas que, si l'on peut à la rigueur improviser une alliance *diplomatique*, parce qu'elle se réduit souvent à formuler quelques principes, on n'improvise pas une alliance *militaire*, parce qu'elle comporte de longs préparatifs matériels, un minutieux programme technique, une intime collaboration des états-majors... Cependant, les jours passent ; la crise approche. Soudain, l'affaire Hohenzollern éclate. Napoléon III confie à l'un de ses ministres : « Je ne ferai la guerre que les mains pleines d'alliances. » Or, le 16 juillet, quand il déclare la guerre à la Prusse, il n'a dans les mains aucune alliance. Et c'est à cause de la question romaine qu'il a les mains vides.

IV

Le rôle politique de l'impératrice ; l'exemple de la reine Victoria. — Présence de la souveraine au Conseil des ministres. Attaques de Rochefort. Hostilité violente de Persigny. — Portrait de Morny. — L'Empire libéral. Le régime napoléonien était-il compatible avec la liberté?

Dimanche, 27 décembre 1903.

L'impératrice Eugénie traverse Paris pour se rendre à sa villa du Cap Martin. Elle m'a fait dire par Piétri qu'elle souhaite me voir cet après-midi. A cinq heures, je me présente chez elle.

Tout d'abord elle me parle, avec émotion, des inquiétudes nouvelles que lui cause la santé de la princesse Mathilde :

— Cette fois, je n'ai plus l'espoir qu'elle guérisse. Elle est si faible ! Pensez donc : elle a quatre-vingt-trois ans ! Puisse-t-elle au moins s'endormir paisiblement ! Puisse Dieu lui épargner les affres de l'agonie !... C'est une âme généreuse qui va nous quitter...

Après cet exorde mélancolique, elle se ranime soudain, la tête haute, les yeux vifs, la parole nette et sonore ; car enfin elle n'a que soixante-dix-sept ans !

— Mais dites-moi : l'œuvre de votre ministre se développe admirablement ! Depuis la visite d'Édouard VII à Paris et celle de M. Loubet à Londres (1), quel chemin parcouru ! Et cela, c'est bien à M. Delcassé qu'en revient tout le mérite.

Les renseignements, que lui ont procurés ses relations avec la cour et la société anglaises, dépeignent exactement la situation telle que nous la voyons au Quai d'Orsay. Il est manifeste que l'Angleterre est heureuse d'échapper à son isolement et de trouver, en France, l'appui continental dont elle a besoin pour résister aux prétentions dominatrices de l'Allemagne. Il est certain que les intrigues, les fanfaronnades et les fourberies, dont Guillaume II a vraiment abusé ces derniers temps, ont été l'un des principaux motifs qui ont déterminé le cabinet de

(1) Au mois de mai 1903, Édouard VII vint faire au président de la République une visite officielle, qui lui fut rendue au mois de juillet.

Londres à se rapprocher de nous. Il n'est pas douteux enfin que l'ampleur et la rapidité de cette évolution politique sont dues pour beaucoup aux initiatives personnelles du roi, ce qui ne s'était encore jamais vu dans les annales de la couronne britannique. Sur tous ces points, les renseignements de l'impératrice éclairent et confirment les nôtres. Elle achève par ces mots :

— Ne croyez-vous pas que ce rapprochement aura, pour conclusion logique, une alliance?

— Une alliance, je ne crois pas. Les Anglais ne concluent d'alliance que sous la menace directe d'une guerre. Mais je présume que les deux gouvernements traduiront bientôt leur entente par des formules précises et contractuelles.

— Y sera-t-il question du Maroc?

— Oui.

— De l'Espagne?

— Oui.

— De l'Égypte?

— Oui.

— Du Siam?

— Oui.

— De Terre-Neuve?

— Oui.

— De quoi encore?

— De tout.

— C'est merveilleux !... Une dernière question, si toutefois vous ne la jugez pas trop indiscreète. Et la Russie, que pense-t-elle de nous voir entamer une liaison aussi intime avec sa grande ennemie héréditaire?

— La Russie?... M. Delcassé ne lui cache rien de ce qu'il fait à Londres. Il l'a mise au courant dès le premier jour. Aussi, loin d'être inquiète et de songer à prendre une contre-assurance du côté de Berlin, comme l'ont écrit certains journaux, elle compte sur notre aide pour régler, à son tour, ses vieux litiges avec l'Angleterre... Jamais les relations des deux alliés n'ont été plus cordiales.

— C'est ce que me disait récemment l'impératrice Marie-Féodorowna. Mais j'avais peine à le croire.

Elle demeure un instant silencieuse, la respiration profonde, le visage lumineux.

— Je vois que Votre Majesté aime toujours passionnément la politique.

— Oh oui ! passionnément.

— Vers quelle époque a-t-elle commencé d'y prendre intérêt ?

— Même jeune fille, j'avais le goût de la politique ; c'est un goût que je tiens de ma mère, chez qui, du matin au soir, j'entendais pérorer des hommes d'État, des diplomates, des généraux, des publicistes. Vous savez comme les passions politiques étaient chaudes, en Espagne, au temps de la reine Christine, de Narvaez, d'Espartero, d'Isturitz, et surtout pendant la redoutable crise des « mariages espagnols ». Mais la cuisine intérieure des partis, leurs rivalités, leurs expédients, leurs trafics, me laissaient complètement indifférente. Ce qui me passionnait, c'était les grandes questions où l'intérêt national, le prestige national étaient en jeu. C'est même par là que je me suis attachée d'abord à mon futur mari, bien avant de le connaître personnellement. Ses folies chevaleresques de Strasbourg et de Boulogne, son attitude héroïque devant la Cour des pairs, l'auréole de souffrance que sa captivité de Ham lui mettait au front, ses fières proclamations de 1848, les nobles accents de son patriotisme,

— tout cela m'exaltait. J'y étais d'ailleurs préparée, dès l'enfance, par Stendhal qui fréquentait beaucoup chez ma mère : il nous avait grisées, ma sœur et moi, de ses enthousiasmes napoléoniens... Aussi, quand je suis devenue impératrice, je me suis évertuée de mon mieux à comprendre les grandes affaires qui occupaient l'empereur. Je me les faisais expliquer par lui ; je prenais des notes ; je lisais tout ce qui pouvait m'instruire, m'éclairer. La diplomatie m'intéressait au plus haut point ; je n'avais pas de plus vif plaisir que d'en causer avec Cowley, Granville, Clarendon, Malmesbury, Buol, Hubner, Cavour, Hatzfeldt, Orlow et tous les hommes d'État étrangers qui affluaient aux Tuileries ; car je vous assure qu'à l'époque dont je vous parle, vers 1857, toutes les chancelleries avaient constamment les yeux tournés vers l'empereur, cherchaient à lui plaire, à le mettre dans leur jeu : la France marchait vraiment à la tête de l'Europe... Le public, me jugeant sur les dehors, ne me croyait occupée que d'élégances et de mondanités, de robes et de fanfreluches ; on m'accusait d'être frivole, dépensière, coquette, évaporée :

que sais-je encore? Ceux qui menaient contre moi cette campagne méchante, eussent été bien surpris s'ils avaient pu voir les cahiers où je résumais quotidiennement toutes mes lectures!...

Quand elle articule ces mots, on dirait qu'un dégoût amer lui crispe les lèvres. Cependant, elle poursuit :

— C'est en 1859 que je suis intervenue, pour la première fois, dans le mécanisme gouvernemental. Vous vous rappelez que, durant la guerre d'Italie, j'exerçais la régence, et je vous affirme que je l'exerçais très sérieusement, avec la pleine conscience des responsabilités, comme aussi des initiatives qui m'appartenaient.

— A quelles initiatives Votre Majesté fait-elle allusion?

— Après Solférino, ou plus exactement tout de suite après l'entrée de nos troupes à Milan, j'ai signalé à l'empereur le péril de l'effervescence qui se manifestait en Allemagne et la nécessité d'amorcer au plus tôt une réconciliation avec l'Autriche. Pensez donc! Sous la pression de la Prusse, la Diète de Francfort avait ordonné la mobilisation

immédiate de trois cent cinquante mille hommes. Aussitôt que cette armée aurait été concentrée dans les provinces rhénanes, on aurait sommé l'empereur d'évacuer la Lombardie, et, sur son refus, on aurait envahi le territoire français. Or, pour repousser l'invasion, il ne nous restait pas cinquante mille hommes, presque tous des conscrits ; ce qui revient à dire que la route de Paris était ouverte. J'ai eu, ces jours-là, comme l'avant-goût des terribles angoisses que j'ai connues en 1870. Mais l'empereur, qui se croyait engagé d'honneur par la phrase imprudente de sa proclamation : *L'Italie libre jusqu'à l'Adriatique*, l'empereur voulait continuer la guerre, dans l'espoir d'une prompte bataille, décisive. Le 24 juin, il était vainqueur à Solférino. Alors, soudain, le langage de la Prusse et les armements de la Confédération germanique sont devenus si menaçants, que j'ai supplié mon mari de ne plus penser qu'à la France et de conclure immédiatement la paix. Il a bien voulu se rendre à mes raisons et, douze jours plus tard, il négociait avec François-Joseph la convention de Villafranca... cette convention que les Italiens ne lui ont

jamais pardonnée, que même tant de Français lui ont reprochée. De part et d'autre, quelle injustice ! Car enfin c'était cela qu'il fallait faire ! Nous ne pouvions cependant pas laisser envahir la France pour satisfaire les ambitions démesurées du peuple italien !... Quelle est votre opinion ?

J'approuve sans réserve ; car il n'est pas douteux que l'armistice de Villafranca fut un des actes les plus sages de Napoléon III, la seule façon d'échapper aux conséquences funestes d'une entreprise chimérique et mal conçue : je m'abstiens pourtant de citer à l'impératrice la judicieuse réflexion d'un des plus chauds partisans de l'Empire, un des plus fidèles amis de l'empereur, et qui fut mêlé de près aux négociations de Villafranca, — le général Fleury : « Pourquoi avoir fait la guerre, si l'on risquait de soulever contre soi l'Europe, si l'on s'exposait à l'obligation de s'arrêter dans la victoire devant le danger imminent d'une invasion ? Ce que Napoléon a compris au lendemain de Solférino, il aurait dû le comprendre avant de s'engager dans cette croisade. »

L'impératrice me raconte ensuite que,

après sa régence de 1859, elle n'a plus cessé de participer à la direction générale des affaires publiques.

— Cela me valait beaucoup d'attaques, dont malheureusement je m'énervais trop. Et les plus respectueuses n'étaient pas celles dont je souffrais le moins ! Rien, par exemple, ne m'irritait plus que de m'entendre dénier, comme femme, le sens de la politique. J'avais envie de répondre : « Vraiment ! Les femmes n'ont pas le sens de la politique ? Et que faites-vous d'Élisabeth, de Marie-Thérèse, de Catherine II?... » Enfin, n'avais-je pas sous les yeux ma grande amie de Windsor, la reine Victoria, qui, depuis plus de vingt ans, personnifiait avec tant de vigueur et de noblesse tous les principes, toutes les traditions, toutes les tendances du peuple britannique ?

Pour plus de précision, je lui demande :

— A quelle époque Votre Majesté a-t-elle commencé de siéger régulièrement au Conseil des ministres ?

— Je n'y ai jamais siégé régulièrement ; je n'y assistais que pour les délibérations importantes. C'est surtout à partir de 1866

que l'on m'y a vue souvent. Nous traversons alors, tant au point de vue intérieur qu'extérieur, une période très difficile, très obscure : il était donc naturel que l'empereur voulût m'initier pratiquement aux grandes affaires de l'État, pour le cas où j'aurais à porter, de nouveau, le poids d'une régence. Mais, si des esprits sages, comme Rouher, Troplong, Billault, Baroche, La Valette, approuvaient ma présence à la table du Conseil, il y en avait d'autres qui me faisaient une guerre insidieuse, qui dénaturaient mon rôle, qui m'attribuaient des prétentions ridicules, ne se doutant pas qu'ils préludaient ainsi aux turlupinades infâmes dont Rochefort allait me poursuivre bientôt dans *la Lanterne*.

En articulant ces derniers mots, l'impératrice est toute vibrante. Et, dans l'éclat subit de ses yeux, je vois se ranimer la flamme des colères éteintes. Après trente-cinq ans, elle ne peut se rappeler, sans frémir, les sarcasmes du terrible pamphlétaire ! Peut-être, en cet instant même, se souvient-elle de l'entrefilet caustique : *Sa Majesté l'impératrice a présidé hier le Conseil des ministres*.

— *Mme Péreire a présidé, ce matin, le conseil d'administration du Crédit mobilier.*

Pour lui laisser le temps de se ressaisir, j'invoque un précédent qui ne peut lui déplaire.

— Il en a été ainsi, madame, à toutes les époques et sous tous les régimes. Ce sont presque toujours les courtisans qui donnent l'essor aux légendes scandaleuses. Ce n'est pas dans le peuple, c'est à la cour des Césars que Suétone avait recueilli ses anecdotes lubriques. De même, les plus abominables calomnies que le tribunal révolutionnaire ait osé formuler contre Marie-Antoinette avaient déjà circulé dans les salons du comte de Provence et du comte d'Artois. J'ai vu naguère, chez un prince de la bibliophilie, un recueil de pamphlets, illustrés à l'aquarelle, un album ravissant, exécuté en 1786, pour la délectation du futur Charles X, et qui fait paraître la pauvre Marie-Antoinette dans des scènes immondes.

Redevenue souriante, l'impératrice reprend :

— Oh ! je crois que ce genre d'ignominies m'a été épargné. Je n'en jurerais pas cepen-

dant !... Mais, pour finir ce que nous disions tout à l'heure, je veux vous conter ce qui m'est advenu avec M. de Persigny, en 1867. Depuis le jour de mon mariage, il m'honorait de sa haine, une haine dénigrante et venimeuse ; il s'oubliait parfois jusqu'à me surnommer « l'Espagnole », « l'Étrangère » ! Se targuant des éminents services qu'il avait rendus à la cause napoléonienne, il ne pouvait souffrir personne entre l'empereur et lui : l'empereur et l'Empire lui appartenaient en propre ; c'est lui qui les avait inventés, créés ; il se considérait donc comme seul qualifié pour conseiller l'un et gouverner l'autre. Ce qu'il a fallu de mansuétude à mon mari pour tolérer les récriminations, les jalousies, les emportements, les bourrasques de Persigny, on ne saurait le croire. Figurez-vous une chaudière qui ne cesserait pas d'éclater ! Un jour, néanmoins, l'empereur a dû sévir. Et voici dans quelle circonstance. Autant qu'il m'en souviennne, c'était au mois de novembre 1867. L'empereur, qui avait pris froid à la chasse et qui souffrait de ses rhumatismes, s'était mis au lit. Je me trouvais seule avec lui, dans sa chambre. Nous par-

lions de Mentana et de la phrase malencontreuse que le général de Failly avait insérée dans son rapport : « Les chassepots ont fait merveille... » Mon mari, en ordonnant de publier le rapport, avait prescrit que l'on supprimât cette phrase claironnante, — car enfin c'était des poitrines italiennes qui avaient servi de cible, — et il avait demandé qu'on mît à la place : « Les chassepots ont produit un effet terrible... » Mais le maréchal Niel, très fêru de son nouveau fusil, avait maintenu le texte original. D'où, tollé de l'opposition : un débordement d'invectives et d'anathèmes.

« Donc, ce jour de novembre 1867, je lisais à l'empereur les principales critiques des journaux, quand l'huissier du cabinet lui apporte une grosse lettre cachetée, avec cette suscription : *Pour l'empereur seul, de la part du duc de Persigny*. L'empereur regarde l'enveloppe, sans l'ouvrir : — « Allons ! me dit-il. Je suis sûr que voilà encore une récrimination de Persigny !... Ah qu'il est fatigant !... Tiens, lis-moi cette lettre. Je n'en ai pas la force aujourd'hui. » J'ouvre l'enveloppe : elle contenait, pour le moins,

une douzaine de pages. A vrai dire, ce n'était pas une lettre, mais une note ou plutôt une longue diatribe contre moi, contre ma présence au Conseil des ministres, contre les détestables idées que je personnifiais dans le gouvernement et qui menaient l'Empire à sa ruine !... Toutefois, par décence, Persigny recouvrait çà et là ses griefs sous de pompeux hommages à la beauté de ma personne et à la noblesse de mon âme. Le réquisitoire n'était pas moins odieux. A chaque mot, je tremblais de colère. Mon mari m'écoutait, impassible. Quand j'eus terminé ma lecture, j'éclatai d'indignation : « Jamais plus, je ne mettrai les pieds au Conseil des ministres ; non, jamais !... Je ne veux plus m'exposer à de pareilles avanies. C'est trop injuste, c'est trop humiliant !... » J'allais, j'allais ! Je ne me possédais plus. L'empereur me répétait avec une tranquille douceur : « Calme-toi ! Cette nouvelle sottise de Persigny n'a aucune importance. J'estime que ta place est au Conseil des ministres et tu ne cesseras pas d'y siéger. C'est moi le maître... » Je savais bien que lorsqu'il prenait ce ton d'affectueuse autorité, je n'avais qu'à m'incliner. Je m'in-

clinaï donc. Mais, pour me soulager le cœur, j'écrivis, sur-le-champ, à Persigny, une lettre assez vive, qui rompit nos relations. Dès lors, il s'abstint de paraître à la cour.

De Persigny, nous passons à Morny. Je demande à l'impératrice :

— Puis-je savoir comment Votre Majesté jugeait le duc de Morny?

— Dites-moi d'abord comment vous le jugez vous-même.

— Je l'admire beaucoup. Il possédait, à un haut degré, la plupart des qualités qui font les grands hommes d'État : il avait le sens du réel et du possible ; la clarté, la promptitude et la souplesse de l'esprit ; le langage net et sobre ; une volonté inflexible, mais sans hauteur comme sans faiblesse ; un sang-froid et un doigté merveilleux dans l'action, le masque impénétrable ; enfin l'art subtil de séduire les hommes et de les mener... Si l'on s'abstient de toute considération morale, le Deux-Décembre, dont il fut le principal exécutant, est un chef-d'œuvre. La préparation, l'opportunité, l'audace, la ruse, le mystère, la vigueur, la méthode, la mesure, le parfait agencement de tous les ressorts

en font le modèle des coups d'État. Combien supérieur au Dix-huit Brumaire, où l'imprévoyance n'eut d'égale que la maladresse, où Bonaparte lui-même perdit la tête ! Machiavel, qui appréciait tant la virtuosité dans les conjurations, n'aurait eu que des éloges pour le Deux-Décembre ; il l'eût prôné comme le type du *bellissimo inganno*... Je n'admire pas moins, chez M. de Morny, le diplomate. La guerre de Crimée lui paraissait une erreur immense, et il fut le premier à conseiller la paix. L'alliance russe, telle qu'il la prônait, quand il était ambassadeur à Saint-Pétersbourg, aurait mis un frein aux rêves dangereux de Napoléon III ; elle les aurait maintenus dans la grande tradition de la politique française, la tradition de Richelieu, Mazarin, Lionne, Vergennes, Talleyrand ; elle nous aurait épargné la trilogie : *Solférino*, *Sadowa*, *Sedan*.

— Je souscris à tout ce que vous venez de dire. J'avais beaucoup d'amitié pour M. de Morny ; l'empereur l'appréciait et l'aimait beaucoup aussi... Vous pensez bien qu'il choquait souvent mon puritanisme ; je ne parle ici que de sa vie intime et de ses aven-

tures sentimentales, car je ne crois pas qu'il ait mérité la réputation fâcheuse qu'on lui a faite sous le rapport financier. Il se complaisait trop aux spéculations de l'agiotage et de la Bourse ; il n'était pas assez scrupuleux dans ses rapports avec les gens d'affaires : je ne vais pas au delà. Quant à prétendre que l'expédition du Mexique ait été engagée à son instigation et pour des motifs inavouables, c'est une calomnie dont il faut le laver entièrement : la créance malpropre des « bons Jecker » n'a été pour rien dans notre intervention au Mexique ; elle s'y est greffée, comme on voit toujours quelques vilenies s'insinuer dans les plus nobles entreprises. Croyez-vous qu'il n'y avait que de la piété dans les Croisades?... Mais revenons à M. de Morny. L'homme était charmant, d'une aisance et d'une distinction parfaites. Il tenait cela de son père, le comte de Flahaut, qui lui a survécu cinq ans, et qui incarnait à mes yeux le type des gentilshommes d'autrefois ; par lui, j'ai compris tout ce qu'il y avait de raffiné dans la société de l'ancien régime, dans l'inimitable société de Versailles et de Trianon. Comme son père éga-

lement, M. de Morny avait un courage superbe, qu'il s'amusait à cacher sous une armure de nonchalance et de froideur. Vous savez qu'il s'était conduit admirablement au siège de Constantine.

« Je vais vous confier maintenant un épisode assez curieux de mes relations personnelles avec lui et qui faisait la joie de mon cher Mérimée. C'était peu de temps après mon mariage. L'empereur avait été choqué d'apprendre que M. de Morny avait mis en vedette, dans son salon, un portrait de la reine Hortense, un grand portrait d'apparat. Mais, ne voulant pas intervenir lui-même pour faire enlever ce tableau, il m'avait chargée de la commission. J'invitai donc M. de Morny à venir causer avec moi. Je craignais, de sa part, quelque résistance, plus ou moins voilée de politesse et d'ironie. Tout le contraire : une docilité souriante et du meilleur ton. Il me remercia même en termes chaleureux, quand je lui dis : « Moins vous vous parerez de votre filiation et plus *on* vous traitera en frère. » Pour terminer, il ajouta ce mot, que Mérimée trouvait si caractéristique : « Vous m'avez dit tout à l'heure qu'en pla-

çant le portrait de la reine Hortense dans mon salon, j'avais attristé l'empereur. Mais en quoi cela pouvait-il l'attrister?... » Vous voyez que, au moral, il n'avait pas l'épiderme très délicat.

— En effet, madame, le mot est bien caractéristique et je comprends que Mérimée s'en soit régalé. M. de Morny vous a parlé, ce jour-là, comme son aïeul, M. de Talleyrand, très vieux, sentant la mort venir, s'exprimait un soir devant la duchesse de Dino, qui le suppliait de se réconcilier avec Dieu : « Rappelez-vous donc, lui disait-elle, comme vous avez affligé l'Église ! » — « Moi ! reprit-il d'un air stupéfait. Moi, j'ai affligé l'Église ! Et quand cela?... »

Je ramène notre conversation sur le terrain politique :

— Votre Majesté croit-elle que, si le duc de Morny n'était pas mort en 1865, la politique intérieure de l'Empire aurait évolué plus rapidement vers le régime constitutionnel et que l'expérience de « l'Empire libéral » n'eût pas été retardée jusqu'au 2 janvier 1870?

— Je ne sais trop ; je n'aime pas beaucoup

le jeu des hypothèses rétrospectives. C'est si facile de refaire le passé, que chacun le refait à son gré. Cependant, je vais essayer d'entrer dans votre pensée... Que serait-il advenu de l'Empire, si M. de Morny n'était pas mort en 1865? Eh bien ! franchement, je ne crois pas que le cours des choses eût été modifié. Ce n'est pas le ministère du 2 janvier 1870 qui a inauguré l'expérience de « l'Empire libéral » ; c'est la fameuse réforme du 19 janvier 1867, par laquelle l'empereur a rendu au Corps législatif le droit d'interpellation. C'est de ce jour que le régime napoléonien est entré dans une voie nouvelle ; car, de ce jour, c'en était irrémédiablement fini de « l'Empire autoritaire », qui venait de donner à la France quinze années de grandeur et de prospérité. Je ne vous cache pas que j'en étais navrée. Avec l'appui de Rouher, qui avait le jugement si droit, j'ai lutté de toutes mes forces contre cette résurrection du parlementarisme. Je vous avouerai même que je ne comprenais pas ce qui avait pu décider l'empereur à une innovation aussi grave. Certes, je pensais bien que la Constitution de 1852 ne pourrait pas être maintenue perpétuellement et qu'il

faudrait, tôt ou tard, l'assouplir un peu dans le sens démocratique. L'Empereur m'en avait parlé souvent. Mais son intention était de laisser à notre fils le soin de rétablir en France le fonctionnement des libertés publiques. Cette grande réforme, l'empereur ne croyait pouvoir s'en acquitter lui-même, puisqu'il incarnait dans sa personne le principe autoritaire et que ce principe, c'était sa raison d'être. Néanmoins, pour ne pas trop retarder l'événement, il avait pris et n'avait confié qu'à moi seule la résolution d'abdiquer, vers l'année 1874, quand le prince impérial serait en âge de monter sur le trône. Il avait même choisi le cadre de notre retraite : nous vivrions à Pau l'hiver, à Biarritz l'été. Sur tout cela nous étions pleinement d'accord... Vous comprenez maintenant ma surprise, quand fut promulguée la retentissante lettre du 19 janvier 1867. Ce que j'ignorais alors, ce que j'ai appris seulement quelques mois plus tard, c'est que la santé de mon mari lui inspirait déjà des inquiétudes graves et qu'il ne se croyait plus capable de supporter longtemps le fardeau, si lourd, du pouvoir suprême.

— Ainsi, madame, ce qui vous rendait

hostile à l'expérience de « l'Empire libéral », c'est moins une question de principe qu'une question d'opportunité? Cette expérience, vous ne l'admettiez pas sous le règne de Napoléon III ; mais vous l'admettiez, comme don de joyeux avènement, sous le règne de votre fils?

Elle hésite à me répondre et ferme les yeux un instant, comme si le flot des souvenirs emportait sa pensée. Puis, très habilement, elle se dérobe à mon interrogation, en m'interrogeant elle-même :

— Comment jugez-vous la conception de « l'Empire libéral »?

— Je ne crois pas que l'Empire napoléonien fût conciliable avec la liberté.

— L'Empire napoléonien n'était pas conciliable avec la liberté?... Pourquoi?... Développez cette idée. Cela m'intéresse extrêmement.

Elle se penche un peu, le coude sur la table et le menton sur la main, les prunelles fixes, comme pour ne rien perdre de ce que je vais dire.

Aussi brièvement que possible, je lui expose ma thèse : « Le principe fondamental de l'Em-

pire, c'est que l'empereur gouverne seul, en vertu des droits absolus qu'il tient du plébiscite ; il est donc seul responsable et les ministres ne dépendent que de lui. Au contraire, le principe fondamental du système représentatif, c'est que le monarque règne, mais ne gouverne pas ; l'exercice et la responsabilité du pouvoir n'appartiennent donc qu'aux ministres. Ainsi, dans un cas, il y a prédominance de la couronne ; dans l'autre, il y a prédominance du parlement. Vouloir concilier les deux systèmes, c'est une antinomie. Entre les deux prédominances, il faut choisir. D'ailleurs, à quoi se réduisent le contrôle parlementaire et le pouvoir ministériel, quand le souverain se réserve la prérogative exorbitante de l'appel au peuple, sans avoir même à consulter les Chambres ? Praticqué dans de pareilles conditions, le plébiscite n'est qu'un Deux-Décembre légal... » L'impératrice m'écoute, muette, immobile, ne m'interrompant çà et là que par un signe des yeux, comme pour m'encourager à poursuivre ma thèse. Je la poursuis donc :

— Si j'osais, madame, je dirais encore à Votre Majesté...

— Dites, dites !

— ...Je dirais encore à Votre Majesté que Napoléon III était moins qualifié que personne pour entreprendre la réconciliation de l'Empire avec la liberté, puisqu'il se croyait appelé par une vocation suréminente, par un décret providentiel, à détruire, en France, l'hérésie du parlementarisme. Tous ses instincts, toutes ses idées, toutes ses habitudes s'opposaient à ce qu'il se laissât désormais dicter la loi par des ministres qui n'auraient dépendu que des Chambres. Il aurait abdiqué plutôt. Je ne réussis pas à me représenter sa collaboration active et durable avec Thiers ou Buffet, moins encore avec Grévy ou Gambetta. Et la preuve c'est qu'en 1870, sous le ministère Émile Ollivier, il n'a pas cessé d'avoir sa politique personnelle et secrète...

Quand j'ai fini ma tirade, l'impératrice me glisse tout bas, en courbant la tête :

— Je ne vous réponds rien... Tirez de mon silence les conclusions qu'il vous plaira.

Puis, d'un air dégagé, d'une voix raffermie, elle me demande :

— Connaissez-vous Émile Ollivier ?

— Oui, un peu. Je le rencontre parfois dans une maison amie.

— Et que pensez-vous de lui?

— Je le crois un très honnête homme dans le privé ; mais il représente pour moi ce qu'il y a de plus néfaste dans la politique : l'éloquence, une grande éloquence, au service de l'idéologie et de l'infatuation.

En ce moment, un domestique apporte à l'impératrice une carte de visite sur un plateau. Elle y jette un regard et fait un signe d'acquiescement ; puis, me tendant la main :

— Il faut que nous en restions là pour aujourd'hui ; je crains même de vous avoir gardé trop longtemps... Au revoir, et ne m'oubliez pas !

V

La princesse Mathilde. Son portrait, son influence. Marguerite de Navarre. — L'expédition du Mexique. La responsabilité de l'impératrice. — Psychologie de Napoléon III.

Dimanche, 10 janvier 1904.

Avant-hier, aux obsèques de la princesse Mathilde (1), l'impératrice Eugénie m'a fait, dire par son neveu, le comte Joseph Primoli, qu'elle désirait me voir.

Je la trouve plus affligée que je n'aurais cru par la mort de sa cousine. Elle me dit :

— Je viens de passer des jours lugubres. Pour moi, un deuil nouveau n'est pas seu-

(1) La princesse Mathilde s'est éteinte, le 2 janvier 1904, dans son hôtel de la rue de Berri. Les obsèques, auxquelles j'assistais, furent célébrées avec une grande pompe, le 8 janvier, à l'église Saint-Philippe du Roule. La veille, un service intime avait réuni dans la petite église de Saint-Gratien tous les survivants de la famille impériale, dont l'impératrice Eugénie, la princesse Clotilde, la princesse Lœtitia duchesse d'Aoste, les comtes Louis et Joseph Primoli, le prince et la princesse Murat.

lement une blessure nouvelle, c'est aussi le rappel et comme le rassemblement de tous mes deuils antérieurs, cette émotion poignante et concentrée qui rend si pathétiques les Vêpres des Morts...

Puis elle me parle, en termes excellents, de la princesse Mathilde :

— Vous savez comme nous différions l'une de l'autre par le caractère, les goûts, les opinions... et le reste ! Bien des fois même, sur le terrain politique ou religieux, nous avons eu des escarmouches assez vives. Je ne la considérais pas moins comme une amie très sûre, un cœur très noble et très généreux... Vous ne l'avez connue qu'à son déclin ; vous ne pouvez donc savoir comme elle était belle dans les belles années de l'Empire : un profil de médaille, un regard étincelant, une chevelure vénitienne, des épaules sculpturales. Ses manières, son allure, ses paroles, tout en elle respirait la grâce et l'esprit, l'indépendance et la franchise, l'ardeur et la santé... Mon mari l'aimait beaucoup. S'il l'avait épousée, comme il y avait songé en 1835, je ne crois pas qu'ils se fussent accordés très longtemps. Ne me demandez pas pourquoi ;

vous le devinez sans doute. Mais il acceptait d'elle n'importe quelle observation, quelle boutade ou quelle gronderie. Et, quand elle l'attaquait, c'était avec une liberté de langage, une rudesse cordiale et savoureuse qui faisait penser aux servantes de Molière... Son salon, où elle exerçait une hospitalité si large, où défilèrent tant d'hommes illustres : Sainte-Beuve, Renan, Taine, Flaubert, Théophile Gautier, les Goncourt, Alexandre Dumas, Claude Bernard, Daubrée, Pasteur, Berthelot, Gavarni, Fromentin, Hébert, Meissonier, Baudry, Carpeaux — ce salon marquera, me semble-t-il, une date brillante dans l'histoire de la société française. Mérimée, qui fréquentait aussi chez elle, me disait un jour : « La princesse Mathilde, c'est Marguerite de Navarre. La cour de Saint-Gratien, c'est la cour de Nérac... »

— Je veux croire que Mérimée ajoutait à sa comparaison quelques réserves, car j'en vois plusieurs qui s'imposent. Il y a pourtant, sur la cour de Nérac, un mot de Brantôme qui s'applique exactement au salon de la princesse Mathilde, à ce qui en fit surtout le charme et l'originalité, — je

veux dire la trêve des querelles politiques dans un cercle choisi, un cercle de haute élégance et de haute culture, qui a pour centre lumineux la beauté d'une femme : « Parmi toutes sortes d'honnêtes plaisirs, disait Brantôme, la reine de Navarre excellait à rouiller les armes en dérouillant les esprits. »

L'impératrice poursuit quelques minutes encore son panégyrique funèbre. Mais, bientôt ressaisie par son goût tenace de la vie présente, elle me questionne fiévreusement sur le grave litigé qui vient de s'élever entre la Russie et le Japon, au sujet de la Corée :

— Pourquoi, me dit-elle, pourquoi les Russes refusent-ils d'évacuer la Mandchourie, comme ils l'ont solennellement promis en 1902? Pourquoi menacent-ils l'intégrité politique et territoriale de la Corée? Pourquoi ne cessent-ils d'envoyer des troupes à Kharbin, Port-Arthur et Vladivostock? Est-ce que la Sibérie et le Kouang-Toung ne leur suffisent plus? Prétendent-ils dominer l'Océan Pacifique?... A Londres, on est fort excité contre eux ; on trouve leurs ambitions aussi déraisonnables qu'insolentes ; on soutient énergiquement les pauvres petits Japonais, *the*

poor little Jap... Et M. Delcassé, que pense-t-il? Que fait-il?

— Jusqu'à ce jour, M. Delcassé est parvenu à maintenir la querelle sur le terrain diplomatique. C'est par son entremise que Tokio et Pétersbourg acceptent de négocier encore. Naturellement, il tient le Foreign Office au courant de toutes ses démarches. Aussi, pas plus tard qu'hier, lord Lansdowne lui a fait dire : « Je mets en vous mon dernier espoir de conserver la paix. »

— Y réussira-t-il?

— J'en doute... A Saint-Pétersbourg, une camarilla puissante, qui a d'énormes intérêts financiers dans la région du Yalou, ne recule devant aucun moyen pour obtenir l'envoi d'un ultimatum au Japon. Le général Kouropatkine, ministre de la Guerre, et son collègue des Affaires étrangères, le comte Lamsdorff, sont visiblement débordés. Quant au faible Nicolas II, il subit de plus en plus la perfide influence de l'empereur Guillaume, qui le pousse aux résolutions violentes... Si le courant belliqueux l'emporte, la crise ne sera pas seulement asiatique; elle aura des répercussions graves en Europe, où

l'équilibre actuel sera difficile à maintenir.

— La victoire des Russes ne vous paraît pas douteuse?

— C'est l'opinion qui prévaut. Cependant, l'autre jour, notre chef d'état-major, le général Pendézec, me faisait une observation très juste : « Numériquement et matériellement, l'armée russe a, sur l'armée japonaise, une supériorité indéniable, écrasante même. Le résultat de la guerre ne serait donc pas douteux... si la Russie et le Japon étaient limitrophes. Mais ce n'est pas sur l'Oural, c'est en Corée et en Mandchourie que les opérations se dérouleraient nécessairement. Ainsi, avant même de joindre l'ennemi, l'armée russe devrait se transporter à huit mille kilomètres de sa base naturelle, avec une seule voie de communication, le Transsibérien. Et c'est par cette unique voie que, pendant toute la guerre, il faudrait expédier continuellement les renforts, les rechanges, les vivres, les munitions. Ce serait un problème terrible et que l'administration russe est peut-être moins capable de résoudre que toute autre. D'ailleurs, vous savez ce que le général Kouropatkine disait récemment à

notre attaché militaire : *Je prie Dieu qu'il nous épargne cette guerre, car elle serait très longue, très périlleuse et sans gloire...* » Le général Pendézec concluait par ces mots, que je m'excuse de vous répéter : « Avant de se laisser entraîner dans une guerre au fond de la Mandchourie, le gouvernement russe fera bien de se rappeler comme l'expédition du Mexique a pesé lourdement sur la destinée du Second Empire ! »

A cette évocation du Mexique, l'impératrice rejette le buste en arrière, comme si une décharge électrique lui sillonnait l'épine dorsale. Et, d'une voix forte, les prunelles étincelantes :

— Vous excuser... Pourquoi? Je n'ai pas honte du Mexique ; je le déplore : je n'en rougis pas... Je suis même toujours prête à en parler, car c'est un des thèmes que l'injustice et la calomnie ont le plus exploités contre nous.

Elle s'applique alors à me démontrer que l'aventure mexicaine, dont les origines ont un si mauvais renom, fut au contraire la résultante d'une méditation très élevée, l'ac-

complissement d'une très haute pensée politique et civilisatrice :

— Je vous affirme que, dans la genèse de l'entreprise, les spéculations financières, les recouvrements de créances, les bons Jecker, les mines de la Sonora et du Sinaloa ne tinrent aucune place ; nous n'y songions même pas. C'est beaucoup plus tard que les agioteurs et les fripons cherchèrent à profiter des circonstances. Mais on a vu cela dans toutes les grandes affaires humaines, sous tous les régimes, à toutes les époques. Tenez : je lisais récemment l'*Histoire de la Réforme en Allemagne*, de Janssen. Eh bien ! J'y voyais le rôle énorme que les argentiers de Francfort, d'Augsbourg, de Nuremberg, ont joué dans la rivalité des princes catholiques et des princes luthériens. La Réforme n'en est pas moins un des drames les plus émouvants qui aient soulevé la conscience chrétienne...

Puis elle me rappelle que, dès 1846, le captif de Ham rêvait de constituer, dans l'Amérique centrale, un solide empire latin, qui eût barré la route aux ambitions des États-Unis. C'est le Nicaragua qu'il visait,

de préférence, à cause des facilités qu'on y aurait trouvées pour le creusement d'un canal interocéanique. Aussi, eut-il vite fait d'apercevoir l'opportunité d'une intervention française au Mexique, le jour où la dictature de Juarez y déchaîna de nouveau les passions révolutionnaires, tandis que la guerre de Sécession dressait l'une contre l'autre, et pour longtemps, les deux moitiés de la grande république voisine.

Quand l'impératrice a terminé son préambule, je lui demande :

— A quelle date l'idée s'est-elle cristallisée dans l'esprit de Napoléon III? D'où lui est venue l'incitation finale et décisive?

Brusquement :

— Cela s'est fait en 1861, à Biarritz, par moi.

Dans cette déclaration tranchante, je reconnais ce que j'ai mainte fois observé chez l'impératrice, le courageux parti pris de revendiquer hautement toutes ses responsabilités propres, si accablantes qu'elles puissent être pour sa mémoire.

Elle me raconte ensuite les entretiens qu'elle eut à Biarritz pendant l'automne

de 1861, avec un émigré mexicain, Don José Hidalgo, qu'elle accueillait depuis quelques années dans son cercle intime. Leur conclusion fut que les puissances, dont les nationaux étaient le plus nombreux au Mexique, c'est-à-dire la France, l'Angleterre et l'Espagne, devaient y intervenir sans retard et très énergiquement pour y rétablir l'ordre, avec l'appui du parti conservateur. Napoléon III ayant prêté une oreille complaisante à ce projet, d'autres émigrés entrèrent en scène : Almonte, Gutierrez, Iglesias, Mgr Labastida et le Père Miranda.

C'est ainsi que fut élaborée, dans l'ombre, une vaste combinaison cléricale et monarchique, dont la France devait être l'âme et le seul instrument ; car on pensait bien que le concours de l'Angleterre et de l'Espagne se bornerait à l'occupation temporaire de quelques ports mexicains... On allait donc restaurer, en faveur d'un prince catholique, le vaste empire de Montezuma et de Guatimozin ! Mais à quel prince offrirait-on la couronne ? On hésitait entre le duc de Modène, le duc de Parme, don Juan de Bourbon, le duc de Montpensier, le duc d'Aumale. Après

un long mutisme, Napoléon III se prononça pour l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur François-Joseph. La désignation de ce Habsbourg semblait justifiée par l'intelligence, la souplesse et les aimables qualités dont il avait fait preuve, quelques années plus tôt, dans le gouvernement difficile du royaume lombard-vénitien. D'autre part, il était marié à la princesse Charlotte de Belgique : l'influence active que son beau-père, le roi Léopold, exerçait à la cour de Londres, lui serait précieuse. L'impératrice achève par ces mots :

— Enfin je ne vous cacherai pas que, dans la pensée de mon mari, l'élévation d'un archiduc autrichien sur le trône du Mexique devait, un jour, lui servir d'argument pour obtenir de François-Joseph la cession de Venise à l'Italie. Par ce détour, le programme de 1859 serait pleinement réalisé ; l'Italie serait dorénavant *libre jusqu'à l'Adriatique*... Vous connaissez maintenant toutes les origines de l'entreprise mexicaine. Je défie qu'on y trouve rien qui ne soit parfaitement avouable et digne de la France.

Depuis le début de son apologie, la même

question me taquine les lèvres : « En quoi cette conspiration d'émigrés intéressait-elle la France?... » Mais l'impératrice me presse de parler, à mon tour :

— Quelle est votre opinion sur l'affaire du Mexique?... Ce que je viens de vous dire ne vous impressionne-t-il pas?

Et son regard tendu se braque sur moi.

— J'admets, dis-je, que l'entreprise mexicaine, considérée du point de vue théorique, ait pu séduire l'idéalisme généreux de Napoléon III. Ce que je ne comprends pas, c'est que, du point de vue pratique, l'impossibilité d'un succès ne l'ait pas frappé immédiatement.

— Hélas ! Nous nous sommes trompés sur les résistances et les complications qui nous attendaient. Ou, plutôt, on nous a trompés... de bonne foi sans doute. Je n'accuse personne. Mais vous n' imaginez pas les radieuses perspectives qu'on faisait miroiter devant nous. Ainsi, on nous assurait que le peuple mexicain détestait la république et saluerait avec enthousiasme la proclamation d'une monarchie ; qu'un prince catholique, de grande race et de grande allure comme l'archiduc Maximilien, serait accueilli partout à bras

ouverts, sous les arcs de triomphe et les fleurs ; que les États-Unis eux-mêmes, déchirés par leur guerre civile, se résigneraient facilement à notre intervention, etc...

Cette fois encore, je me retiens de lui répondre : « Mais, pour estimer à leur juste valeur toutes ces calembredaines, il suffisait de lire les journaux anglais et les journaux américains, — les avertissements identiques et répétés qui nous venaient de Londres et de Washington, de lord Russell et du président Lincoln, — l'affirmation péremptoire que, chez le peuple mexicain, l'idée monarchique se confondait avec l'odieux souvenir de l'absolutisme espagnol et de la tyrannie cléricale ; que ce trône, dont l'élévation coûterait déjà tant de peines, s'effondrerait aussitôt qu'il n'aurait plus l'appui des baïonnettes étrangères ; enfin que les États-Unis, quelles que fussent leurs discordes actuelles, ne ratifieraient et ne toléreraient jamais la souveraineté d'un Habsbourg sur le continent de la libre Amérique... »

En abordant ce douloureux sujet, la pauvre impératrice a-t-elle trop présumé de ses forces ? Craint-elle que la franchise impulsive

de son premier aveu ne l'entraîne à d'autres aveux plus graves encore? Devine-t-elle peut-être les objections muettes qui s'accumulent en moi?... Toujours est-il qu'elle s'interrompt subitement. Puis, très digne, avec une mâle et concise vigueur, elle prononce :

— Dans l'affaire du Mexique, l'empereur et moi nous serons toujours condamnés, puisqu'elle s'est achevée à Quérétaro ! Mais, pour être juste à notre égard, il faudra considérer que, plusieurs fois, — par exemple après l'entrée de nos troupes à Mexico, après la campagne victorieuse de Bazaine dans les provinces du Nord, après la chaude réception de Maximilien dans sa capitale, — nous avons pu croire que l'entreprise allait réussir... Au surplus, nous n'avions pas le droit d'agir autrement que nous avons fait. L'honneur du drapeau, la signature de la France étaient engagés : nous devons poursuivre notre effort jusqu'à l'extrême limite du possible.

Ayant marqué d'un bref silence la fin de la parenthèse mexicaine, elle revient froidement au conflit russo-japonais :

— Vous me disiez que le général Kouropatkine...

Quelques minutes plus tard, rentrant à pied chez moi, j'essaie de m'expliquer l'étrange psychologie de Napoléon III, cette inaptitude à discerner le réel et le possible, cette imagination brumeuse et toujours en travail, cet insatiable besoin de construire des projets grandioses et romanesques, en dehors de tout contrôle objectif. Je me rappelle l'épigramme de lord Palmerston : « La tête de l'empereur Napoléon ressemble à une garenne ; les idées s'y reproduisent continuellement, comme des lapins... » Et je me rappelle aussi la formule où le sage Drouyn de Lhuys résumait l'expérience de ses quatre ministères : « L'empereur a des désirs immenses et des facultés bornées ; il veut faire des choses extraordinaires et il n'en fait que d'extravagantes. » Un jour même, pendant l'insurrection polonaise de 1863, ne conçut-il pas le dessein fantastique de transférer les rois de Saxe et de Hanovre dans l'Amérique du Sud, afin de se procurer, au centre de l'Europe, une monnaie territoriale dont il eût payé le consentement de l'Autriche et de la Prusse à la reconstitution de la Pologne !...

VI.

La crise de Sadowa. L'exacte version du Conseil qui s'est tenu, à Saint-Cloud, le 5 juillet 1866, sous la présidence de l'empereur. Initiative de l'impératrice. Dépression morale de Napoléon III dans les semaines qui ont suivi. — La politique des compensations : les provinces rhénanes, le Luxembourg et la Belgique. Vers l'abîme.

Dimanche, 15 janvier 1905.

Visite à l'impératrice Eugénie qui se rend au Caire.

Je la trouve plus vibrante que jamais sur les grands problèmes de la politique étrangère. Il est certain que les occasions de vibrer ne lui ont pas manqué ces derniers mois. Et naturellement tous les faits, qui l'ont émue, sont enregistrés dans sa mémoire avec leurs dates et leurs circonstances précises.

Elle me questionne d'abord sur les désastres ininterrompus des Russes en Mandchourie : Kin-tchéou, Va-fang-ou, Mo-tien-ling, Liao-yang, Port-Arthur, etc. Elle en parle avec

une telle aisance, une telle clarté, qu'elle semble avoir une carte géographique sous les yeux. Puis nous passons à l'incident de Hull, à cette incompréhensible méprise de l'escadre russe qui, le 22 octobre, au sortir du Skager-Rack, a canonné une paisible flottille de chalutiers anglais, qu'elle prenait pour des torpilleurs japonais.

— Pendant trois jours, me dit l'impératrice, j'ai cru que la guerre était inévitable entre la Russie et l'Angleterre. Même au temps de Fachoda, je n'ai vu un pareil soulèvement des fureurs nationales. Sans l'habile et prompt médiation de M. Delcassé, l'escadre de Plymouth allait bombarder Cronstادت...

Ensuite, elle me presse de questions sur la fermentation révolutionnaire que les désastres de Mandchourie entretiennent dans le peuple russe ; elle en a soigneusement observé, retenu, catalogué tous les symptômes : assassinats du ministre de l'Intérieur, Plehve, du gouverneur de la Finlande, le général Bobrikow, du gouverneur d'Élisabethpol, le général Andréïew, sans compter les maîtres de police, les officiers de gendarmerie, les di-

recteurs de prison ; elle n'a pas manqué non plus de noter les mutineries de caserne, les grèves ouvrières, les émeutes rurales, etc... Enfin, par une confiance de la tsarine douaïrière, Marie-Féodorowna, elle connaît l'insidieux travail que Guillaume II poursuit auprès de « son cher Nicky » pour lui persuader qu'il devrait substituer, à la sotte alliance franco-russe, une belle coalition germano-russo-française « qui aurait vite fait de casser les reins à l'Angleterre, et, par contre-coup, d'écraser le sale petit Japon » ; du reste, on ne s'inquiéterait pas de savoir si ce pacte agréerait à la France : on la sommerait simplement d'y accéder.

— Vous pensez bien, poursuit-elle, que j'ai rapporté cette confiance au roi Édouard. Il m'a répondu en propres termes : « Les informations que vous tenez de Marie-Féodorowna, je les ai déjà reçues, moi, de M. Delcassé ; elles concordent absolument. Puisque vous allez à Paris et que vous avez le moyen d'aboutir à M. Delcassé, veuillez lui faire savoir, de ma part, que je lui garde une vive reconnaissance d'avoir sauvé la paix, lors de l'incident de Hull ; car c'est lui et lui seul qui l'a sauvée.

Je vous prie de lui dire encore que je suis son meilleur ami, comme l'Angleterre est la meilleure amie de la France... » Dans la bouche du roi Édouard, ces paroles ont une valeur inappréciable : il est le maître, unanimement reconnu, de la politique anglaise. Jamais, depuis les Stuarts, l'autorité personnelle du souverain ou, comme disent les légistes, « la prérogative du Roi en Conseil, » *the King's prerogative in Council*, n'a été si forte...

Lorsque nous en avons fini de ces graves sujets, l'impératrice me demande :

— Qu'êtes-vous devenu ces derniers mois?... Qu'avez-vous fait de votre été?

— Une rapide excursion en automobile, à travers la Bretagne, l'Anjou, la Touraine ; car le ministre m'accorde peu de vacances. Et, pendant le mois de septembre, j'ai dû faire une cure à Vichy.

Au nom seul de Vichy, elle sursaute. Croyant deviner sa pensée, je poursuis :

— Maintes fois, pendant ma cure, j'ai tenté d'imaginer les tristes réflexions auxquelles l'empereur a dû s'abandonner là, sous les ombrages du parc, pendant la crise

de Sadowa. J'ai même retrouvé la maison où il résidait, un chalet très simple, avec une véranda. Sur la grille de l'entrée, il y a encore deux N, surmontés de la couronne impériale. C'est un médecin qui habite maintenant ce cottage.

Elle m'interrompt d'une voix lente, grave, qui tremble par instant :

— Vous touchez là un des souvenirs les plus douloureux de ma vie et qui est resté en moi comme un point névralgique... Ce séjour de l'empereur à Vichy, dans l'été de 1866, après Sadowa, c'est la date critique, la date funeste de l'Empire ; c'est dans ces mois de juillet et d'août que s'est fixé notre destin ! De toute cette période, il n'y a pas un fait, pas un détail qui ne me soit présent à l'esprit. Interrogez-moi plutôt !

— Excusez-moi, madame. Je n'ai pas le cœur de réveiller des émotions si cruelles pour Votre Majesté.

— N'ayez crainte. Cela me soulagera, au contraire, de remuer tout ce triste passé devant vous. J'ai si rarement l'occasion et la douceur d'ouvrir mes écluses !... Interrogez-moi.

Je lui demande alors ce qui s'est passé au juste dans le fameux Conseil qui s'est tenu, devant elle, sous la présidence de l'empereur, le 5 juillet 1866, deux jours après Sadowa. L'événement daterait du mois dernier qu'elle ne me répondrait pas avec plus de précision et de flamme.

— Avant tout, me dit-elle, je dois vous avouer que l'empereur avait appris sans déplaisir la défaite des Autrichiens ; car il la souhaitait, il y avait même indirectement contribué en procurant à la Prusse l'alliance de l'Italie.

— Permettez-moi, madame, de vous arrêter, dès maintenant, par une question qui me semble dominer tout ce qui va suivre. Pourquoi, du jour où le conflit austro-prussien est devenu inévitable, pourquoi l'empereur a-t-il mis en jeu tous les ressorts de sa diplomatie, afin d'assurer à la Prusse la coopération militaire de l'Italie ?

— Pourquoi?... Mais d'abord parce qu'il voulait achever son œuvre interrompue de 1859, en délivrant la Vénétie... Et puis... et puis, hélas !... parce qu'il comptait sur la reconnaissance de la Prusse pour nous faire

obtenir les provinces rhénanes. Vous savez bien que son rêve passionné fut toujours d'abolir les traités de 1815. Avouez que c'était un beau rêve !

J'acquiesce d'un signe de tête ; mais intérieurement je pense que les traités de 1815, malgré tout ce qu'ils avaient de pénible pour la France, lui offraient du moins un immense avantage, puisqu'ils avaient créé autour d'elle une ceinture de petits États, morcelés, disparates, hétérogènes, qui protégeaient sa frontière. Et je me rappelle également que cette alliance italo-prussienne de 1866 — alliance monstrueuse au point de vue français — fut négociée clandestinement par Napoléon seul, à l'insu de son ministre des Affaires étrangères, Drouyn de Lhuys, qui a pu écrire plus tard : « L'empereur ne s'est jamais ouvert à moi de l'alliance italo-prussienne. »

Cependant, l'impératrice poursuit d'un ton ferme, avec un accent de volonté courageuse :

— Donc, le 5 juillet au matin, le Conseil des ministres s'est réuni, sous la présidence de l'empereur, à Saint-Cloud ; j'y assistais.

Vous vous rappelez que, la veille, François-Joseph avait cédé la Vénétie à la France et accepté notre médiation. C'est là-dessus que le débat s'est ouvert. Drouyn de Lhuys a tout de suite proposé de prendre, vis-à-vis de l'Allemagne, une attitude énergique. L'empereur écoutait, sans formuler aucune objection, mais sans approuver non plus... Moi, intérieurement, j'approuvais. Cependant, avant de me prononcer, j'ai demandé au ministre de la Guerre, le maréchal Randon : « Sommes-nous en état de faire immédiatement une démonstration militaire sur le Rhin? » Il m'a répondu, et j'entends encore le son de sa voix : « Oui, nous pouvons concentrer immédiatement 80 000 hommes sur le Rhin et 250 000 dans une vingtaine de jours... » Comme l'empereur ne sortait pas de son mutisme, j'ai repris, avec tout ce que j'avais d'ardeur, la thèse de Drouyn de Lhuys. Je vous affirme qu'à ce moment, je sentais que le sort de la France et l'avenir de notre dynastie se jouaient. C'est une des grandes minutes de ma vie... Mais La Valette est intervenu tout à coup, du ton le plus vif, le plus péremptoire, pour combattre la propo-

sition de Drouyn de Lhuys. Parmi ses arguments, il y en eut un qui me sembla surtout frapper l'empereur ; c'est qu'en voulant arrêter les progrès de la Prusse, nous serions forcément amenés à une alliance avec l'Autriche et, par là même, à une brouille avec l'Italie, — autant dire le renversement de toute la manœuvre politique à laquelle l'empereur s'était appliqué depuis un an, depuis la néfaste visite de Bismarck à Biarritz. Quant aux compensations territoriales que l'agrandissement de la Prusse nous autoriserait à réclamer, La Valette ne doutait pas que nous les obtiendrions, sans difficulté, par une négociation amicale avec Berlin... Cette fois, j'ai bondi : « Quand les armées prussiennes ne seront plus engagées au fond de la Bohême et qu'elles pourront se retourner contre nous, Bismarck se moquera de nos réclamations. » J'ai même dit à l'empereur : « La Prusse ne s'est pas fait scrupule de vous arrêter après Solférino. Pourquoi vous gêneriez-vous de l'arrêter après Sadowa?... En 1859, nous avons dû céder parce que nous n'aurions pas eu cinquante mille hommes pour barrer la route de Paris. Aujourd'hui, c'est la route de

Berlin qui est ouverte... » Drouyn de Lhuys et Randon, se sentant appuyés, sont revenus à la charge. Finalement, le Conseil a pris trois décisions. La première, c'était la convocation immédiate des Chambres afin d'obtenir les crédits nécessaires à la mobilisation générale de l'armée ; la seconde, c'était la réunion, immédiate aussi, de 50 000 hommes sur le Rhin ; la troisième, c'était l'envoi à Berlin d'une note comminatoire, par laquelle nous avertissions la Prusse que nous ne tolérerions, en Europe, aucune modification territoriale qui n'aurait pas eu d'abord notre assentiment. Le Conseil décida, en outre, que ces trois mesures seraient publiées, le lendemain, dans le *Moniteur officiel*... Mais ce lendemain, 6 juillet, le *Moniteur officiel* n'a rien publié du tout. Dans le cours de la nuit, d'autres influences ont agi sur l'empereur. Et les événements ont suivi leur cours.

Elle articule ces derniers mots froidement, le buste raidi, en me fixant d'un regard dur, comme pour me faire entendre qu'il ne lui convient pas de s'expliquer davantage sur les influences occultes qui, dans cette nuit fatale, ont maîtrisé la volonté brumeuse et fuyante

de Napoléon III. D'ailleurs, comment aurais-je le courage de la questionner, quand je la vois porter son mouchoir à ses yeux?

Rassurée par mon silence, elle reprend du ton le plus amical :

— Donnez-moi franchement votre opinion sur un point qui me tourmente parfois. Estimez-vous que je voyais juste quand je soutenais, avec tant d'ardeur, la proposition de Drouyn de Lhuys?

— Sans nul doute. Ce jour-là, c'est Votre Majesté qui a tenu le vrai langage de la raison politique et de l'intérêt national.

— Votre opinion m'importe beaucoup, parce que, dans la suite, je veux dire après nos malheurs de 1870, La Valette et Rouher m'ont dit souvent : « Si l'empereur avait adopté, en 1866, la proposition de Drouyn de Lhuys, Bismarck aurait bâclé prestement la paix avec l'Autriche, et toutes les armées prussiennes, encore grisées de leur victoire, se seraient jetées sur nous. Or, quoi qu'ait dit le maréchal Randon, nous n'étions pas prêts ; le Mexique avait disloqué notre organisation militaire et vidé nos arsenaux. Donc, si nous avions fait la folie de nous dresser contre la

Prusse, au mois de juillet 1866, nous aurions eu Sedan, et peut-être même pis que Sedan, quatre années plus tôt. »

— Votre Majesté ne doit conserver à cet égard aucun remords. La question est tranchée historiquement. Vers 1874, Bismarck, qui s'est plu tant de fois à pousser la franchise jusqu'à l'impudence et à l'effronterie, a reconnu, devant le Reichstag, que la moindre démonstration militaire de la France, au lendemain de Sadowa, aurait obligé les armées prussiennes à se désister de leur lutte contre l'Autriche et à se replier en toute hâte vers le Nord pour couvrir Berlin... Mais je peux vous citer, madame, un argument plus précis encore. L'été dernier, je dînais, à Athis, chez notre ancien ambassadeur à Berlin et à Londres, le baron de Courcel, qui fut mon premier chef, comme directeur des Affaires politiques, lors de mes débuts au Quai d'Orsay. Il m'a toujours montré de la bienveillance : aussi je ne me lasse pas de l'interroger sur Bismarck, qui lui témoignait une haute estime et jusqu'à des attentions personnelles, dont vous savez qu'il n'était pas coutumier. Donc, ce soir-là, M. de Courcel m'a raconté que,

pendant une villégiature à Varzin, le terrible chancelier de fer lui avait déclaré posément : « Je ne comprends pas encore pourquoi l'armée française n'a pas franchi le Rhin, en juillet 1866, pendant que nous étions accrochés dans les défilés de la Bohême. Et quand je dis « l'armée française », je me trompe : une simple division, quinze mille hommes, auraient suffi ! La seule apparition de vos pantalons rouges dans le duché de Bade et le Palatinat aurait soulevé contre la Prusse toute l'Allemagne du Sud. Pendant ce temps-là, les belles troupes de l'archiduc Albert, n'ayant plus rien à craindre des Italiens après Custozza, seraient venues renforcer l'armée de Bénédek. Alors, nous étions perdus. Je ne sais même pas si nous aurions pu couvrir Berlin. »

— Cela devrait me consoler : cela me déchire de vous entendre.

Et, de nouveau, je la vois porter son mouchoir à ses yeux. Elle reprend :

— Je me rappelais vaguement le discours de Bismarck en 1874 ; je n'y avais pas attaché beaucoup d'importance ; j'y voyais, de sa part, un expédient de polémique parlemen-

taire ; mais la confiance à M. de Courcel a un cachet indubitable de véracité.

Après un long balancement de la tête, comme si elle cherchait à se débrouiller dans ses souvenirs, elle continue :

— Je pourrais invoquer, en faveur de ma thèse, un autre témoignage... et qui va certes vous étonner — le témoignage de l'empereur... Oui, cinq ou six jours après le fameux Conseil dont nous venons de parler, il a reconnu devant moi son erreur. Mais il n'était déjà plus temps de la réparer ; l'heure fatidique était passée... Je l'ai vu alors si abattu, que j'ai tremblé pour notre avenir. Tout ce que les journaux de l'opposition, tout ce que les Thiers, les Jules Favre, les Prévost-Paradol ont dit, à cette époque, l'empereur se l'est dit à lui-même. Un soir, surtout, je me promenais seule avec lui, dans une allée de Saint-Cloud : il était complètement désespéré ; je ne pouvais lui arracher un seul mot. Ne trouvant plus rien à lui dire, je sanglotais ; j'avais l'âme torturée. Mon Dieu, que nous les avons payées cher, nos grandeurs !...

« C'est dans cette disposition qu'il est allé, vers la fin de juillet, faire sa cure à Vichy.

Là, dès son arrivée, le choc moral qu'il venait de subir a réagi violemment sur son état physique. Pendant plusieurs jours, ses médecins l'ont cru en péril. Ce sont les premiers symptômes alarmants du mal dont il a tant souffert, en 1870, et qui a fini par le tuer. Cependant, malgré d'horribles douleurs, il était obligé de recevoir ses ministres et de prendre des résolutions aussi graves qu'urgentes, car maintenant l'opinion publique était déchaînée contre nous. Il lui fallait, à tout prix et tout de suite, une éclatante compensation aux accroissements démesurés de la Prusse. Il semblait vraiment que les vaincus de Sadowa ce n'était pas les Autrichiens : c'était nous ! On allait jusqu'à dire que la France n'avait pas couru de plus grand péril dans toute son histoire... C'est alors que nous avons réclamé, à Berlin, la cession de Mayence et des provinces rhénanes — ce qui devait nous amener ensuite à vouloir conquérir la Belgique puis le Luxembourg. Nous étions désormais sur la pente qui mène aux abîmes, la pente qu'on ne remonte pas... Mais, si l'empereur s'est trompé dans ce qu'on est convenu d'appeler « sa politique des compensations », je

ne suis pas moins fautive que lui : peut-être même le suis-je plus, car ses souffrances et sa prostration lui enlevaient, par moment, toute sa liberté d'esprit. C'était donc à moi de l'éclairer, de lui démontrer qu'il se fourvoyait encore. Mais non ! Je n'écoutais que mes sentiments personnels, ma conception chevaleresque de l'honneur, mon impatience de restaurer par un coup d'éclat notre prestige aux yeux du monde, enfin la certitude absolue que l'armée française n'avait pas son égale en Europe. Dans ces conditions, pouvais-je me résigner au prodigieux agrandissement de la Prusse, à la perspective de cet empire nouveau qui, par notre faute, allait grouper, à nos portes de l'Est, quarante millions d'hommes sous l'hégémonie des Hohenzollern, pendant que l'unité italienne — notre œuvre aussi, — en grouperait vingt-cinq autres millions devant notre frontière des Alpes?... Non, non ! Nous ne pouvions pas tolérer cela. Puisque nous avons manqué l'heure de l'action militaire, nous devons poursuivre notre revanche par l'action diplomatique. Nous avons échoué. Soit ! Mais ce que nous avons fait, nous devons le faire ;

nous n'avions pas le droit d'assister, inertes, à la transformation de l'Europe.

Après une pause haletante, où elle fait un visible effort pour se contenir, elle achève son récit, d'un air épuisé qui lui creuse les orbites :

— Nous n'étions pas au bout de nos peines. Le 7 août, l'empereur quitta Vichy ; vous allez comprendre pourquoi j'ai retenu cette date. En arrivant à Saint-Cloud, il était encore si malade et si déprimé, qu'il dut prendre le lit. Or, le lendemain, nous recevions un télégramme, expédié de Saint-Nazaire. C'était l'impératrice Charlotte qui débarquait inopinément du Mexique ! Nous entrions dans une nouvelle tragédie... Et ce n'était pas la dernière !

Sur ces mots, elle regarde longuement le portrait de l'empereur, qui est placé près d'elle et dont la physionomie nébuleuse, indéchiffrable, est comme l'illustration éloquente de notre conversation. Puis, en signe de congé, elle me tend sa main, qui tremble.

Je la remercie affectueusement d'avoir évoqué devant moi ces grands souvenirs pathétiques et je lui demande si elle m'autorise à les fixer par écrit :

— Ce serait, dis-je, un précieux document pour l'histoire.

— Oui, je vous y autorise. Mais, en rédigeant vos notes, ne soyez pas trop sévère. N'oubliez pas que l'empereur était le plus généreux des hommes et qu'il avait la religion de la grandeur française... N'oubliez pas non plus que la couronne des monarques est presque toujours une couronne d'épines.

Seul chez moi, ce soir, au coin du feu, j'essaie vainement de lire ; car, de minute en minute, je sens se graver dans mon esprit, avec le relief incisif d'une médaille, l'image pitoyable de la pauvre impératrice déchuë, qui vient d'épancher son âme sous mes yeux, — cette âme autrefois si radieuse et triomphante, aujourd'hui morne et ravagée, toute remplie de visions funèbres et de commémorations tragiques.

VII

La candidature Hohenzollern et la guerre de 1870. — « *C'est ma guerre!*... Jamais cette parole sacrilège n'est sortie de ma bouche. » — Les responsabilités du gouvernement impérial dans la catastrophe. — Défauts de notre organisation militaire; l'empereur mieux renseigné que personne. — Méprise totale sur la situation diplomatique de l'Europe. — Le duc de Gramont devant le Corps législatif. Déclaration comminatoire. Le spectre de Sadowa. — Retrait de la candidature Hohenzollern. Le conciliabule du 12 juillet à Saint-Cloud; la décision fatale. — Malgré ses maux physiques, Napoléon III prend le commandement de l'armée. Courageuse intervention de la princesse Mathilde. Terrible accusation du prince Napoléon contre l'impératrice. — Le prince impérial à Sarrebrück. — Souvenir eschylien.

Dimanche, 22 avril 1906.

Ayant appris que je me trouvais de passage sur la Côte d'Azur, l'impératrice m'a invité à venir déjeuner avec elle dans sa délicieuse villa du Cap Martin, la villa Cyrnos (1).

J'arrive à l'heure fixée, midi et demi. L'impératrice me reçoit dans le salon :

— Nous ne déjeunerons qu'à une heure,

(1) Cyrnos est le nom grec de la Corse.

me dit-elle ; mais j'ai voulu qu'auparavant, nous puissions causer librement de la politique présente qui, vous le pensez bien, me passionne. Pendant le déjeuner, nous serons moins à l'aise, car j'ai quelques hôtes chez moi en ce moment. Quant à l'après-midi, nous la consacrerons tout entière au passé. J'ai ruminé ces temps-ci beaucoup de vieux et tristes souvenirs dont je tiens à vous parler. Donc, jusqu'à six heures au moins, je ne vous lâcherai pas, et je ne m'en fais aucun scrupule. Si vous avez de belles amies qui vous attendent ailleurs, tant pis pour elles : je vous tiens, je vous garde.

Après un éloquent hommage à Delcassé, « qui, dans le recul de l'histoire, apparaîtra comme un grand serviteur de la France (1) », l'impératrice me questionne ardemment sur la Conférence d'Algésiras qui vient de terminer ses travaux :

— Que s'est-il passé dans les coulisses de la Conférence?... Notre beau rêve du Maroc

(1) Au mois de juin 1905, une intrigue parlementaire, exploitant l'émotion causée dans le public français par les menaces de la presse allemande, obligea M. Delcassé à quitter le ministère des Affaires étrangères.

est-il réalisable encore?... Croyez-vous à la possibilité d'une réconciliation franco-allemande?... Quels sont au juste nos rapports avec Pétersbourg, Londres, Madrid, Rome, Vienne?... Bref, depuis que M. Rouvier a si honteusement sacrifié M. Delcassé, qu'y a-t-il de changé en Europe?

— Il n'y a rien de changé en Europe. M. Rouvier n'a pas été longtemps à perdre les illusions naïves qu'il s'était faites sur l'Allemagne. Ce vieux financier retors s'imaginait qu'en deux ou trois conversations courtoises il dissiperait toutes les méfiances de Berlin à notre égard ; il était loin de compte ! Après un mois de discussions hargneuses, il lançait un formidable coup de poing sur la table, en s'écriant : « Ah ça ! Mais ils se f... de moi, ces gens-là !... » Et depuis lors, malgré la trêve d'Algésiras, les relations franco-allemandes ne se sont aucunement détendues... Par contre, notre intimité avec l'Angleterre s'est beaucoup resserrée ; le voyage récent du roi Édouard à Paris en est le signe.

— Dans cet ordre d'idées, j'ai une confidence à vous faire. Je sais, de la meilleure source, que le roi d'Espagne s'attend à une

crise prochaine entre l'Allemagne et la France. D'après les renseignements qu'il a reçus de Vienne, il affirme que l'empereur Guillaume, poussé par le kronprinz et le grand état-major, pense à nous attaquer, sous un prétexte ou un autre, avant que la Russie n'ait eu le temps de restaurer sa puissance militaire.

— L'information de Votre Majesté est exacte. Le roi Alphonse, qui s'épanche volontiers avec M. Jules Cambon, lui a tenu récemment le même langage. Nous en avons fait part aussitôt à l'empereur Nicolas et au roi Édouard. Ainsi, plus que jamais, nous devons être vigilants, affermir nos alliances et tâcher d'avoir toujours, aux yeux du monde, le bon droit de notre côté...

Sur le coup d'une heure précise, le maître d'hôtel annonce le déjeuner. L'impératrice passe dans le salon voisin où se trouvent déjà réunis son neveu le duc d'Albe, le comte et la comtesse Walewski, Mlle d'Allonville, Mlle de Lesseps et Franceschini Piétri.

Pendant le repas, dont le service est parfait, on cause de toutes les actualités, avec beaucoup d'entrain, mais superficiellement.

L'impératrice, que j'ai loisir d'observer, me paraît assez vieillie, depuis notre dernière rencontre. Dans quinze jours, elle comptera quatre-vingts ans ! La raideur de ses mouvements s'est accentuée ; son visage s'est amaigri. Elle n'a cependant rien perdu de sa prestance ; sa taille n'a pas fléchi d'une ligne ; ses yeux, soulignés de noir, conservent leur éclat dur ; sa parole est restée claire, sonore, prompte et martelée.

Après le déjeuner, elle se retire quelques instants, sous le prétexte de nous laisser fumer un cigare, Walewski et moi.

— Dans un quart d'heure, me dit-elle gaiement, je reviens vous prendre et je ne vous laisserai plus aucun répit.

A peine mon cigare consumé, je la vois reparaître dans le salon, coiffée d'un grand chapeau noir, les mains gantées, une ombrelle entre les doigts, un plaid sur les épaules. S'appuyant à mon bras, elle me conduit au jardin qui descend vers la mer.

L'après-midi est radieuse et tiède comme une matinée de juin. Sous le ciel, d'un azur laiteux, l'atmosphère a des vibrations

exquises. Dans les entours immédiats de la maison, des milliers de fleurs jaunes, bleues, roses, blanches, mauves, écarlates frémissent au soleil. Dans le reste du parc, c'est la végétation plus sévère des cyprès, des pins, des chênes, des lauriers, des acanthes, des cistes, des mahonias et des myrtes.

Nous atteignons ainsi, lentement, une terrasse étroite qui borde le rivage. Des fauteuils y sont installés, dans un hémicycle, à l'abri d'un bosquet.

— Asseyons-nous là, me dit-elle. C'est mon coin préféré ; je ne me lasse pas de contempler ce décor.

Devant nous, la côte et ses promontoires se développent jusqu'au delà de Monaco et du cap Ferrat, jusqu'à l'extrême pointe d'Antibes. La pureté de l'air, la profondeur lumineuse des horizons, la respiration tranquille des flots communiquent au paysage une incomparable noblesse.

Immédiatement et sans aucun préliminaire, l'impératrice commence, d'un ton résolu :

— Voici déjà longtemps que je voulais m'expliquer avec vous sur la guerre de 1870,

particulièrement sur le rôle qu'on m'y attribue. Mais j'attendais l'occasion de vous recevoir ici, dans cette demeure où je me sens tout à fait moi-même, où j'ai tant de fois interrogé ma conscience. Vous vous rappelez la belle pensée de Shakespeare, dans *Hamlet* :

*This above all : to thine ownself be true.
And it must follow, as the night the day,
Thou canst not then be false to any man.*

« Avant tout, sois véridique envers toi-même. Et, aussi infailliblement que la nuit succède au jour, il s'ensuivra que tu ne pourras mentir à personne... » Ces beaux vers, je les ai pris depuis longtemps pour devise. C'est donc l'absolue vérité que je vais vous dire, la vérité que j'attesterais devant Dieu.

Puis, rejetant le plaid qui lui couvre les épaules comme pour avoir le geste de ses mains plus libre, elle continue :

— Vous m'aviez recommandé, l'an dernier, de lire l'ouvrage de M. de La Gorce sur *le Second Empire*. Les deux volumes, qui ont été récemment publiés, racontent l'incident

Hohenzollern, les débuts de la guerre et la révolution du Quatre-Septembre. Mais, avant d'aborder cette lecture, j'ai tenu à savoir ce que l'auteur pensait de ma responsabilité dans nos désastres, s'il m'accusait, lui aussi, d'avoir provoqué cette funeste guerre, d'en avoir fait *ma guerre*. Eh bien ! l'on m'a dit que M. de La Gorce avait maintenu l'accusation. Alors, je n'ai pas eu le cœur de lire son ouvrage, malgré le ton respectueux dont je sais qu'il ne s'est jamais départi... C'est à M. Thiers que revient la paternité de l'odieuse légende ; il s'est permis d'affirmer que, le 23 juillet 1870, recevant à Saint-Cloud le premier secrétaire de notre ambassade à Berlin, Lesourd, qui venait de notifier à Bismarck la déclaration de guerre, je lui avais dit : « Cette guerre, c'est moi qui l'ai voulue ; *c'est ma guerre!*... » Or, jamais, vous m'entendez, *jamais* cette parole sacrilège ni aucune autre analogue n'est sortie de ma bouche ! D'ailleurs, plus tard, j'ai fait interroger Lesourd : il a loyalement reconnu, dans une lettre dont je possède l'original, que je ne me suis jamais vantée à ses yeux d'avoir déchaîné la guerre. Je vous supplie de ne pas oublier

ma protestation et de la répandre lorsque j'aurai quitté ce triste monde.

— Je n'y manquerai certes pas... Oserai-je pourtant vous demander une précision?

— Demandez-moi toutes les précisions que vous voudrez ; je n'ai rien à vous cacher... Mais faisons mieux. Vous allez me dire, avec franchise, quels sont les faits qui vous paraissent engager le plus gravement la responsabilité du régime impérial dans la guerre de 1870. Et je m'expliquerai sur chaque point. Ce ne sera pas un plaidoyer ; car je n'essaierai pas de vous dissimuler nos erreurs et nos fautes, les miennes surtout : ce sera la vérité entière. Allez ! Je vous écoute.

Après une minute de réflexion où je rassemble mes souvenirs, j'énumère les griefs capitaux que l'on est en droit de formuler contre le régime impérial pour sa politique de juillet 1870 : — 1^o Les défauts de notre organisation militaire nous interdisaient de régler par les armes notre querelle avec la Prusse. — 2^o La situation diplomatique de l'Europe ne nous permettait d'escompter aucune alliance. — 3^o La guerre aurait pu être honorablement évitée, si les négociations

qui l'ont précédée avaient été conduites avec moins de jactance et plus de sang-froid. — 4^o L'empereur n'aurait pas dû assumer les fonctions de généralissime, parce qu'il était, moralement et physiquement, incapable de les exercer.

Le torse rigide, les mains crispées, les prunelles ardentes, l'impératrice écoute mon réquisitoire sans m'interrompre une seule fois. Quand j'ai terminé :

— Merci, me dit-elle, de m'avoir parlé aussi franchement. Je vais répondre à tous vos griefs...

Sur le premier point, elle allègue, pour excuse, que les défauts de notre organisation militaire ne se sont révélés, dans leur effrayante gravité, qu'après l'entrée en scène de l'armée allemande :

— Je vous assure que, jusqu'alors, l'armée française était considérée par tous les Français et même par les adversaires de l'Empire, comme la première armée du monde. Que nous dussions être vainqueurs, cela ne faisait aucun doute et pour personne. On admettait cependant que la lutte serait assez rude. Le Bœuf, Canrobert, Ducrot, Vaillant, Frossart,

Bourbaki, Lebrun, Galliffet nous garantis-
saient la victoire... et quelle victoire ! Je crois
encore les entendre me dire, à Saint-Cloud :
« Jamais notre armée n'a été dans un plus bel
état, mieux pourvue, mieux aguerrie !... Sur
vingt chances, nous en avons au moins dix-
neuf pour nous !... Notre offensive au delà du
Rhin sera tellement foudroyante qu'elle cou-
pera l'Allemagne en deux et nous ne ferons
qu'une bouchée de la Prusse ; nous saurons
bien retrouver le chemin d'Iéna !... » Voilà
ce qu'on ne cessait de répéter autour de moi,
pendant la semaine tragique. Et vous n'ad-
mettriez pas que j'en eusse été impressionnée ?

Elle s'arrête, une seconde, pour reprendre
 haleine. J'objecte avec timidité :

— Il y avait pourtant quelqu'un, madame,
quelqu'un très haut placé, qui ne partageait
pas cet optimisme.

— Et qui donc ?

— L'empereur... Il connaissait mieux que
personne l'insuffisance de nos préparatifs mi-
litaires. L'appui chaleureux qu'il avait accordé
au programme réformateur du maréchal Niel,
les conférences d'état-major qu'il tint secrète-
ment à Compiègne dans l'automne de 1869,

enfin l'attention minutieuse qu'il prêta aux fameux rapports du colonel Stoffel sur l'entraînement de l'armée prussienne, tout ce travail persistant de son esprit démontre qu'il mesurait, avec une clairvoyance parfaite, l'écrasante supériorité des forces allemandes... Je ne m'explique pas, d'ailleurs, qu'avec une aussi claire vision du péril prochain, il ait laissé le ministère Émile Ollivier offrir au Corps législatif, comme don de joyeux avènement, une réduction de 10 000 hommes sur le contingent annuel.

D'une voix cinglante, elle riposte :

— Cela, c'est la beauté du régime parlementaire ! Avant tout, les intérêts électoraux ; même avant l'intérêt national !... Et puis, n'oubliez pas que l'empereur venait de renoncer au gouvernement personnel et de rétablir l'autorité politique des Chambres : il n'avait donc plus le droit de contrecarrer ses ministres. Du reste, s'il en avait eu le droit, il n'en aurait pas eu la force. Au moment où le Corps législatif commettait l'impardonnable faute de réduire notre contingent (trois mois juste avant la guerre !), mon pauvre mari se débattait dans une crise néphrétique,

la crise la plus longue et la plus atroce dont il eût encore souffert ; il était comme anéanti.

Quand elle articule ces derniers mots, le timbre de sa voix se fêle un peu ; je devine que les larmes ne sont pas loin. Mais, promptement, elle se ressaisit :

— Maintenant, poursuit-elle, passons à votre deuxième reproche. Selon vous, la situation diplomatique de l'Europe aurait dû nous interdire de compter sur aucune alliance... Vous avez raison : nous nous sommes trompés lourdement. Je ne veux pas mettre en cause nos diplomates ; l'empereur ne l'eût pas toléré. Mais j'ai le droit de dire que les séduisantes paroles de Metternich et de Nigra furent pour beaucoup dans notre aveuglement. J'admets, du reste, qu'ils étaient sincères. Quant au point de savoir s'il nous aurait suffi d'abandonner Rome aux Italiens pour obtenir la coopération militaire de l'Autriche et de l'Italie, vous vous rappelez que nous en avons déjà discuté (1). Je n'y reviendrai donc pas... Pour en finir avec cette question des alliances, je voudrais ouvrir une parenthèse. J'ai lu

(1) Voir l'entretien du 22 juillet 1903, p. 55.

naguère, dans un journal français, que la République a su se créer contre l'Allemagne tout un système d'alliances, tandis qu'au mois de juillet 1870 l'Empire s'est trouvé complètement isolé en Europe. Ne m'en veuillez pas de ce que je vais vous dire. Et puis, n'est-ce pas ? il est convenu que nous nous parlons à cœur ouvert. Si, en 1870, les puissances européennes ont refusé de nous secourir, c'est qu'alors notre prestige leur inspirait de la crainte ; elles s'imaginaient, toutes, qu'elles gagneraient quelque chose à notre abaissement. Elles n'ont pas tardé à s'apercevoir de leur méprise. Aujourd'hui, la France ne leur paraît plus dangereuse : elle leur paraît inoffensive et nécessaire... Je vais plus loin encore : je prétends que, si l'on ne nous avait pas détrônés le 4 septembre, nous serions certainement parvenus à reconstituer la personnalité collective de l'Europe et à la dresser contre l'Allemagne. Cette honteuse révolution — je la déclare « honteuse » non parce qu'elle s'est faite contre nous mais parce qu'elle s'est faite *devant l'ennemi*, — eh bien ! cette révolution criminelle a ruiné, en un jour, l'autorité morale de notre diplo-

matie. Malgré nos désastres, on aurait dû nous maintenir au pouvoir, nous laisser terminer la guerre. Après, on nous aurait demandé tous les comptes que l'on aurait voulus. Je vous le répète : sans l'aberration du Quatre-Septembre, l'Allemagne aurait bientôt vu l'Europe se dresser devant elle.

Je n'ai pas le cœur d'enlever à l'impératrice une aussi consolante illusion ; mais son hypothèse n'est pas soutenable. Par le seul fait que Napoléon III était captif et notre dernière armée bloquée dans Metz, la diplomatie impériale avait perdu tout son crédit. L'Autriche et l'Italie se congratulaient d'avoir éludé notre alliance ; Victor-Emmanuel s'écriait, avec son gros rire : « Ah ! nous l'avons échappé belle !... » L'Angleterre, gouvernée par le puritain Gladstone, n'était pas remise encore de l'indignation qu'elle venait d'éprouver en apprenant que Napoléon III avait sollicité de Bismarck la permission de conquérir la Belgique. Enfin la Russie, clandestinement alliée à la Prusse, et nous conservant d'ailleurs une tenace rancune pour notre attitude équivoque dans la question polonaise, voyait approcher avec joie l'heure de

reviser le traité de Paris. Après Sedan, les ressources militaires de la France n'étaient pas complètement épuisées ; mais elle ne gardait plus un seul atout diplomatique.

Cependant, l'impératrice aborde le troisième de mes reproches : « La guerre aurait pu être honorablement évitée, si les négociations qui l'ont précédée avaient été conduites avec moins de jactance et plus de sang-froid. »

— Exposez-moi vos idées là-dessus, me dit-elle. C'est une question qui est de votre compétence, de votre métier. A ce point de vue, quelles sont vos critiques ?

— Tout d'abord, madame, la procédure diplomatique me paraît avoir été mal engagée. Dès la première heure, on prend le ton comminatoire, on enflamme l'opinion publique. La déclaration ministérielle, que le duc de Gramont vient lire, le 6 juillet, devant le Corps législatif, semble sonner la charge : « Nous ne tolérerons pas qu'une puissance étrangère place un de ses princes sur le trône de Charles-Quint. S'il en était ainsi, nous saurions accomplir notre devoir sans hésitation comme sans faiblesse. » Et, dans un sursaut d'enthousiasme, tous les députés se

lèvent en criant : « C'est la guerre ! C'est la guerre !... » Émile Ollivier lui-même a constaté, pendant la séance, que la déclaration ministérielle retentissait comme une déclaration de guerre. Par cet ultimatum initial, les ministres de l'empereur ont coupé les ponts derrière eux : ils se sont mis dans l'impossibilité de reculer ou même de transiger sans se couvrir de honte. Diplomatiquement, c'est une grande faute de manœuvre : on ne commence pas une négociation par un défi.

Elle m'interrompt d'une voix frémissante :

— Reculer, transiger, nous ne le pouvions pas ; nous aurions soulevé contre nous le pays tout entier !... On accusait déjà notre faiblesse ; un mot terrible arrivait jusqu'à nous : « La candidature Hohenzollern, c'est un second Sadowa qui se prépare !... » Oh ! ce nom de Sadowa ! Depuis quatre ans, nos adversaires acharnés, orléanistes, légitimistes, républicains, ne se lassaient pas de nous le lancer à la tête. Chaque jour, ils reprenaient leur odieux refrain ; chaque jour, ils ravivaient notre blessure, comme on retourne le couteau dans une plaie. A force d'agiter le fantôme de Sadowa, ils avaient fini par faire croire à

toute la France qu'en 1866, nous lui avons infligé une honte impardonnable, une honte comme elle n'en avait pas connu depuis Rosbach... Voilà ce qu'il faut vous rappeler, quand vous jugez notre politique de juillet 1870. Nous ne pouvions pas exposer l'Empire à un deuxième Sadowa ; il n'y eût pas résisté.

— C'est pourquoi la déclaration ministérielle du 6 juillet me semble si maladroite : elle surexcitait le sentiment national, tandis qu'elle aurait dû ne viser qu'à le contenir.

Mais je n'insiste pas et je poursuis :

— Par une chance inespérée, voici que, le 12 juillet, le prince Antoine de Hohenzollern notifie au maréchal Prim qu'il retire la candidature de son fils au trône d'Espagne. Le prince Antoine a-t-il obéi aux conseils du roi Guillaume ? C'est vraisemblable. Mais peu importe. La candidature provocatrice est retirée ; l'essentiel est obtenu ; l'honneur de la France est sauf. C'est donc un succès à notre actif, un bruyant échec pour Bismarck. On assure que l'empereur en a ressenti une vive joie.

L'impératrice me le confirme par un signe

de tête ; j'observe pourtant qu'elle ne me dit pas ce qu'elle a ressenti elle-même... Je continue :

— J'ai eu la curiosité de consulter, aux archives du quai d'Orsay, le dossier de l'incident Hohenzollern ; j'ai voulu tenir en main toutes les pièces de la négociation. Eh bien ! madame, quand je suis arrivé à la date du 12 juillet ; quand j'y ai vu Gramont rouvrir brusquement notre querelle avec la Prusse en déclarant que le retrait de la candidature Hohenzollern ne nous suffisait pas et que nous devions exiger du roi Guillaume l'engagement qu'elle ne serait plus jamais posée ; quand j'ai lu, à cette date du 12 juillet, 7 heures du soir, le télégramme qui prescrivait à notre ambassadeur, Benedetti, de faire connaître au roi notre exigence nouvelle, alors je n'ai pas compris.

Elle m'arrête, d'un ton sec :

— Qu'est-ce que vous n'avez pas compris ?

— Je n'ai pas compris et je ne comprends pas que, lorsqu'on vient d'échapper à un effroyable péril, on s'y rejette, de son plein gré, comme on se jetterait dans un précipice !... D'ailleurs, je sais que je touche là un point

d'histoire, où l'on prétend que le rôle personnel de Votre Majesté fut considérable et même décisif. J'écouterai donc avec reconnaissance tout ce qu'Elle voudra bien me dire ; je ne me permets plus de La questionner.

Dardant sur moi la flamme subite de ses yeux, elle prononce, avec une courageuse hauteur :

— Oui, j'ai pleinement approuvé Gramont, je l'ai même appuyé de toutes mes forces, quand il est venu nous dire : « Notre différend avec la Prusse ne peut pas se terminer par un simple retrait de la candidature Hohenzollern. C'est une satisfaction dérisoire. L'opinion française ne s'en contenterait pas ; elle nous reprocherait, avec raison, de nous être laissés jouer par Bismarck. Du reste, je viens d'apprendre que la droite du Corps législatif va nous interpellier sur les garanties que nous avons exigées du roi Guillaume pour que nous ne soyons plus exposés à voir un prince allemand régner à Madrid. Si nous ne les obtenons pas, ces garanties indispensables, c'est la France abaissée, bafouée devant l'Europe ; c'est dans tous les cœurs français une explosion de colère contre l'empereur ; c'est

la fin de l'Empire... » Cela se passait à Saint-Cloud, le 12 juillet, vers cinq heures du soir, dans un conseil tenu par l'empereur, moi et Gramont. L'empereur n'a fait aucune objection.

Quand elle prononce le mot de *conseil*, c'est le mot de *conciliabule* que je crois entendre. Et je songe avec stupeur qu'une affaire aussi grave — puisqu'il n'y allait de rien moins que de l'avenir national — fut délibérée subrepticement, comme une intrigue de cour, en présence d'un seul ministre, en cachette de tous les autres. Évidemment, la conversion de Napoléon III au parlementarisme laissait encore à désirer ; il restait conspirateur jusqu'au fond de l'âme.

Ayant soufflé une minute, l'impératrice reprend :

— J'étais convaincue depuis longtemps que nous étions engagés dans une voie funeste, que l'Empire libéral nous menait aux abîmes, à la révolution, à la pire des révolutions, celle qui emporta Louis-Philippe, la révolution du mépris... Non, après Sadowa et le Mexique, nous ne pouvions plus soumettre la fierté nationale à une nouvelle épreuve. Il nous

fallait une revanche. Vous m'objecterez peut-être — car je connais l'objection — que l'Empire seul était en cause et non la France ; mais Dieu m'est témoin que, dans mon esprit, je ne séparais pas la France de l'Empire ; je ne concevais pas la grandeur et la prospérité françaises en dehors du régime impérial. Et puisque la santé de mon mari devenait si inquiétante, je devais surtout me préoccuper de transmettre à notre fils une puissance intacte : c'est par lui que se ferait le rajeunissement des institutions napoléoniennes. Voilà pourquoi j'ai appuyé de toutes mes forces la proposition de Gramont.

Je me risque à demander :

— Au cours de cette discussion, a-t-on envisagé que la réouverture de notre polémique avec la Prusse entraînerait presque inévitablement la guerre ?

— Non... Nous n'avons délibéré que sur la nécessité de mettre fin aux machinations offensantes de Bismarck. Nous ne souhaitions pas la guerre ; nous n'en recherchions ni l'occasion ni le prétexte ; mais nous ne la craignons pas non plus ; car, je vous le répète, notre armée nous semblait invincible et nous

comptions sur de fortes alliances... Oh ! trois jours plus tard, quand Bismarck nous a souffletés au visage avec la dépêche d'Ems ; quand il a voulu faire croire à l'Europe que le roi Guillaume avait dédaigneusement éconduit notre ambassadeur, il ne pouvait plus être question de sauver la paix. Nous étions sous le coup d'une insulte directe, brutale, mortifiante. Nous devons relever le gant ! Nous n'avions plus le choix qu'entre la guerre et le déshonneur !... Je pense que, sur ce point, vous ne me contredirez pas.

— Hélas ! madame, cette fois encore, je ne peux souscrire à l'opinion de Votre Majesté.

Elle tressaille :

— Comment !... Vous estimez que, sous le coup d'un pareil outrage, nous n'étions pas dans l'obligation absolue d'appeler la France aux armes ?

— Je crois que, même à cette date, la catastrophe aurait pu être conjurée, si la manœuvre diplomatique avait été conduite moins fébrilement... Que Bismarck, en publiant et falsifiant la dépêche d'Ems, nous ait lancé au visage une insulte grossière ; qu'il ait voulu,

par cette insulte, nous obliger à tirer l'épée, afin de pouvoir ensuite rejeter sur nous l'initiative et la responsabilité de la rupture, cela ne fait aucun doute. Mais pourquoi s'est-on prêté à son jeu?... Le piège était visible. Pourquoi s'y est-on précipité?... Pourquoi cette hâte à déclarer solennellement la guerre, devant les Chambres, le 15 juillet?

— Et que pouvait-on faire encore?

— Il fallait demander à notre ambassadeur si, réellement, le roi Guillaume lui avait fermé l'accès de sa porte. La réponse de Benedetti aurait aussitôt démontré l'imposture de Bismarck et les véritables desseins de la Prusse. Quel argument pour nous, devant les chancelleries européennes, devant le monde entier!... On aurait ainsi évité la guerre; on l'aurait ajournée, du moins, ce qui nous eût laissé le temps d'accroître nos forces militaires et de nous procurer des alliances.

Elle m'arrête, nerveusement :

— Non, non!... La guerre ne pouvait plus être évitée... Vous ne vous figurez pas l'élan de patriotisme qui soulevait alors toute la France. Paris même, jusque-là si hostile à l'Empire, se montrait admirable d'enthous-

siasme, de confiance et de résolution : sur les boulevards, des foules délirantes ne se lasaient pas de crier : « A Berlin !... A Berlin !... » Non ! je vous l'assure : aucune force humaine ne pouvait plus empêcher la guerre.

Elle se tait un instant, absorbée dans une méditation obscure, les yeux mi-clos. Puis, s'étant passé la main sur le front, d'un geste rapide, elle reprend :

— Il nous reste un dernier point à traiter. Vous m'avez dit, n'est-ce pas ? que l'empereur n'aurait pas dû s'attribuer les fonctions de généralissime, parce que, moralement et physiquement, il était incapable de les remplir. Je vous sais gré d'avoir posé la question ; je vais pouvoir ainsi vous mettre en mesure de réfuter, le cas échéant, une des calomnies les plus injurieuses qu'on ait lancées contre moi : je ne vous étonnerai pas, en vous disant qu'elle est née dans l'entourage du prince Napoléon, où quelques historiens ont eu le cynisme de la recueillir... Donc, voici de quoi je suis incriminée. Le 2 juillet 1870, le professeur Germain fut appelé en consultation à Saint-Clou. Son rapport, dont moi seule j'aurais eu connaissance, m'aurait révélé que l'empe-

reur souffrait de la pierre, ce que tout le monde ignorait encore ; j'y aurais appris également que désormais il était incapable de monter à cheval et même de supporter la moindre fatigue physique. J'aurais aussitôt caché ce rapport, sans l'avoir montré à personne. Quelques jours plus tard, la guerre éclatait. Malgré le terrible secret dont j'étais seule dépositaire, j'aurais insisté opiniâtrément auprès de mon mari pour le déterminer à prendre le commandement supérieur des armées. Quel était mon but?... Là, vous allez bien reconnaître mon perfide cousin !...

« Mon but, c'était d'abord de me faire nommer régente, dès l'ouverture des hostilités. Mais cela ne pouvait suffire à mon ambition. La régence immédiate n'était pour moi que le préambule d'un dessein plus vaste, un dessein machiavélique et sinistre. Je me serais dit : « L'empereur ne résistera pas longtemps au surmenage qu'il va s'imposer. Avant peu, ses forces le trahiront. S'il est obligé d'avouer son impotence physique, c'est, d'une manière ou d'une autre, l'abdication. S'il se cramponne à son commandement, c'est la mort. Dans les deux cas, c'est

mon règne à moi, jusqu'à la pleine majorité de mon fils. » Tel est le monstrueux dessein que j'aurais conçu, dans les bas-fonds de mon âme. Vraiment, Agrippine et lady Macbeth n'auraient pas fait mieux !...

« Et maintenant, voici la vérité. Oui, je savais l'empereur malade. Mais j'ignorais totalement la nature exacte de son mal. Les médecins eux-mêmes ne la connaissaient pas ; ou, du moins, ils ne réussissaient pas à s'entendre sur le diagnostic. Quant à la consultation du professeur Germain Sée, il l'avait remise, dans une enveloppe cachetée, au premier médecin de l'empereur, notre vieil ami, le docteur Conneau, qui n'a pas cru devoir me la montrer. A-t-il eu raison, a-t-il eu tort ? C'est une autre affaire. Toujours est-il que l'enveloppe n'a été ouverte qu'après la mort de mon mari, en 1873... Dans cette consultation, tous les symptômes, que je connaissais depuis longtemps, spasmes vésicaux, tenaillements des reins, hématuries fréquentes, etc., sont énumérés avec soin et leur origine est attribuée à un calcul de la vessie. Mais les autres médecins consultants, Nélaton, Ricord, Fauvel, Corvisart et Con-

neau, n'ont pas ratifié complètement cette opinion : ils ne se sont accordés que sur un point, c'est qu'il fallait s'abstenir de toute intervention locale. Conneau, qui adorait mon mari et qui m'était profondément dévoué, ne m'a parlé que de rhumatisme et de cystite. Bien plus, il ne m'a témoigné aucune inquiétude particulière, quand l'empereur a pris les fonctions de généralissime. Néanmoins, comme j'étais désolée de le voir, par instants, souffrir aussi cruellement, j'avais eu soin de faire mettre dans ses bagages tous les remèdes, tous les calmants, tous les appareils, toutes les ressources, dont la médecine disposait, à cette époque, pour les affections vésicales. Il n'en eut malheureusement que trop besoin ; car, dès son arrivée à Metz, il fut pris de lancements atroces, qui ne lui laissèrent plus de répit. Bientôt les tortures morales s'y ajoutèrent. Son existence fut dès lors un martyre... Quelle pitié, mon Dieu !... N'est-ce pas, vous me promettez qu'un jour, quand je ne serai plus, vous raconterez tout cela ?

Pendant que je répons à cette douloureuse effusion par quelques phrases compatissantes,

une anecdote que je tiens de la princesse Mathilde se rappelle à moi soudain. Quelques jours après la déclaration de guerre, donc vers le 20 juillet, la princesse était allée voir l'empereur à Saint-Cloud. Il la reçoit dans son cabinet de travail, la mine terreuse, les paupières boursoufflées, le regard éteint, les jambes vacillantes, le buste affaissé. Avec la rude franchise dont elle ne se départait envers n'importe qui, elle lui demande : « Est-ce vrai que tu prends le commandement de l'armée? — Oui. — Mais tu n'es pas en état de le prendre ! Tu ne peux plus monter à cheval ! Tu ne peux même pas supporter les trépidations d'une voiture ! Comment feras-tu, un jour de bataille?... » Il lui répond d'une voix molle : « Tu exagères, ma chère amie... Tu exagères. — Mais non, je n'exagère pas... Regarde-toi dans une glace ! — Oh ! C'est vrai. Je ne suis pas beau, je ne suis pas fringant ! » Et, comme elle insiste courageusement, il fait, de la main, un geste de fatalisme résigné.

Tandis que j'évoque en moi ce dialogue significatif, l'impératrice s'absorbe de nouveau dans une méditation obscure. Penchée en avant, les coudes appuyés aux genoux,

elle trace machinalement, avec le bout de son ombrelle, des lignes sur le sable. De temps à autre, elle hoche la tête. Me rappelant son âge et craignant que ce pénible entretien ne l'ait épuisée, je lui propose de rentrer à la maison. Elle n'accepte pas.

— Tenez, me dit-elle après un long mutisme et comme si elle poursuivait tout haut son discours intérieur... Tenez, voici encore un souvenir affreux qui me revient. C'est au sujet du prince impérial. Dès que la guerre a éclaté, je l'ai envoyé se battre. Je vous jure que j'avais fait le sacrifice de sa vie ; je l'ai offerte en holocauste à Dieu, pendant la dernière messe que j'ai entendue à Saint-Cloud, avec mon mari et mon fils, le matin de leur départ pour le quartier général, et que notre grand aumônier, l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, était venu célébrer... Je ne doutais pas qu'il ne fût brave, le cher petit ! Mais enfin, il avait quatorze ans ! Je pouvais craindre, je devais craindre qu'il ne s'émût un peu, la première fois qu'il entendrait siffler des balles. J'avais donc recommandé à ses deux officiers d'ordonnance de toujours se tenir près de lui... C'est à Sarrebrück, le

2 août, qu'il a reçu le baptême du feu. Dans la soirée, l'empereur me télégraphie : *Je suis heureux de t'apprendre que Louis a été d'un sang-froid admirable. Il avait l'air de se promener au bois de Boulogne. Une fois même, il a tranquillement ramassé une balle qui venait de tomber à ses pieds. Des soldats de la Garde ont pleuré, en le voyant si calme.* Je finissais à peine de lire cette dépêche, quand Émile Ollivier entre : « Il faut publier cela, s'écrie-t-il. L'effet sur l'opinion sera prodigieux!... » J'objecte que c'est un télégramme tout personnel, un télégramme adressé à la mère et non à la régente. Mais il insiste, avec un tel débordement d'éloquence, que je finis par céder... Ah! l'effet sur l'opinion!... Un immense éclat de rire!... Quelle indignité! Quelle vilénie! Que j'ai souffert alors!... Et qu'il a souffert, lui aussi, le pauvre enfant, plus tard, quand il a su comme on s'était moqué de lui! Jusqu'à son dernier jour, ces moqueries l'ont obsédé... En voulez-vous la preuve? Parmi les papiers qu'on a trouvés dans son portefeuille, sur sa poitrine, lorsqu'il est tombé là-bas, chez les Zoulous, il y avait un petit imprimé, roulé comme une cigarette. C'était

l'article d'un journal parisien, qui le ridiculisait en rappelant « la balle de Sarrebrück » !

Depuis quelques minutes, sa voix tremble. Soudain, les larmes inondent ses yeux. Je lui prends la main, silencieusement.

Le soleil est déjà très bas sur l'horizon ; je n'ai aucun autre indice de l'heure. Devant nous, la côte escarpée se voile de pourpre et d'or ; la mer immobile est irisée comme une opale. Dans ce noble décor, l'image de l'impératrice octogénaire, courbée sous le poids de ses afflictions, m'apparaît d'une grandeur symbolique. Je songe aux princesses fatales de la tragédie grecque, les Hécube, les Atossa ; je me figure le chœur, dissimulé derrière notre hémicycle, sous les cyprès et les pins, déclamant quelque aphorisme eschylien, tel que celui-ci : « Toute faveur humaine provoque la jalousie et la vengeance des dieux. »

Quand elle a repris son calme, je lui propose, à nouveau, de regagner la maison, tout en m'excusant de violer ainsi les règles sacrosaintes de l'étiquette.

— Non, me dit-elle. Accordez-moi quelques minutes encore. Je ne veux pas qu'on me voie rentrer avec des yeux rouges.

Mais nous entendons un pas sur le gravier. Piétri s'approche respectueusement :

— L'impératrice sait-elle que le thé est servi?

— Comment, le thé est servi? Mais quelle heure est-il donc?

— Six heures moins le quart.

Ainsi notre conversation a duré quatre heures !

Pendant que Piétri s'éloigne, l'impératrice, appuyée sur mon bras, me ramène avec lenteur vers la maison. Par instants, nous nous arrêtons pour admirer le paysage qui se décolore et s'évanouit mélancoliquement.

Au pied d'un talus, elle abandonne mon bras et se penche, non sans peine, sur une bordure de myosotis. Ayant cueilli quelques brindilles, elle me les offre :

— Acceptez ces fleurs en souvenir de moi, en souvenir aussi du bien que vous m'avez fait et de tout ce que vous m'avez promis... Ne m'oubliez pas !

Quand je quitte le Cap Martin pour rentrer à Nice, la nuit est venue. Ça et là, des voiles de brume traînent sur la mer, comme de

grandes écharpes dénouées. Lentement, l'une après l'autre, les constellations s'allument. Et, dans un ciel d'améthyste, la Voie lactée dessine ses méandres pâles.

Seul, en automobile, je réfléchis à la courageuse et navrante confession que je viens d'entendre. « Ce ne sera pas un plaidoyer, m'avait dit l'impératrice au début de l'entretien ; je n'essaierai pas de vous dissimuler nos erreurs et nos fautes, surtout les miennes ; ce sera l'entière vérité, la vérité que j'attesterais devant Dieu... » Elle s'est tenu parole, avec une franchise intrépide, sans la moindre équivoque, sans le moindre subterfuge, sans récriminer contre personne. De tels aveux supposent, dans l'âme, une noblesse et une fierté peu communes. J'imagine que, même aux plus belles heures de l'Empire, même dans les cérémonies étincelantes où elle avait le diadème au front, l'impératrice n'apparaissait pas si majestueuse.

VIII

Visite à l'empereur François-Joseph ; un demi-siècle de souvenirs communs. Napoléon III et l'alliance autrichienne. — Malmaison. L'exécution du duc d'Enghien et la condamnation d'Orsini. -- Le drame de Mayerling ; les pensées de François-Joseph sur l'avenir de sa monarchie. — La réintégration de l'Alsace et de la Lorraine dans la patrie française.

Lundi, 16 juillet 1906.

L'impératrice, qui a quitté dernièrement le Cap Martin pour rentrer à Farnborough par Venise et l'Autriche, vient d'arriver à Paris ; elle m'a fait dire aussitôt qu'elle désirait me voir.

Ce voyage, qui fut très rapide, semble l'avoir rajeunie. Je lui trouve les yeux plus vifs, les traits moins contractés, les mouvements plus libres.

— Devinez, me dit-elle d'une voix claire, devinez pourquoi j'ai fait ce détour par l'Autriche... C'était pour me rendre à l'appel de l'empereur François-Joseph !... Oui, nous

n'avions pas eu l'occasion de nous rencontrer depuis dix ans, depuis une visite qu'il m'avait faite au Cap Martin, où il était venu passer quelques jours avec l'impératrice Élisabeth. Or, ce printemps dernier, il avait dit à la princesse de Metternich : « Ah çà ! l'impératrice Eugénie veut donc me laisser mourir sans m'avoir revu !... Puisqu'elle est si voyageuse, pourquoi ne vient-elle pas me voir à Ischl ? Le Salzkammergut n'est pas si loin !... » Cette invitation m'a touchée d'autant plus que j'ai toujours eu, pour François-Joseph, une très haute estime et beaucoup d'amitié. Je le considère comme le plus vénérable des souverains actuels, comme le plus majestueux et, sans doute, le dernier représentant des vieilles traditions monarchiques. Vous savez d'ailleurs que, sous notre règne, j'ai toujours ardemment préconisé l'alliance autrichienne... Mais en dehors de la politique, nous avons, François-Joseph et moi, bien des motifs de nous comprendre et de sympathiser. Il a perdu son fils et son épouse tragiquement : j'ai perdu mon époux et mon fils tragiquement. S'il est encore sur le trône, tandis que je ne suis plus, moi, qu'une pauvre souveraine

découronnée, il a connu, lui aussi, la douleur et l'humiliation des grands désastres. Enfin, il a reporté sur moi la profonde gratitude qu'il gardait à mon mari pour l'accueil chevaleresque et généreux qu'il avait trouvé près de lui, dans leur conférence de Villafranca. De mon côté, je n'oublierai jamais avec quelle noblesse, quel tact, quelle bonté, il nous a reçus à Salzbourg, l'empereur et moi, au lendemain de Quérétaro... Donc, mercredi dernier, vers huit heures du soir, je suis arrivée à Ischl. François-Joseph m'attendait à la gare ; il s'était fait accompagner par sa fille cadette, l'archiduchesse Marie-Valérie (1), son aide de camp général le comte Paar et une dame d'honneur. De la gare, il m'a conduite à mon hôtel, le *Kaiserin Elisabeth hof*, où j'ai trouvé mes appartements pleins de fleurs. Le lendemain, dans la matinée, il m'a fait sa visite officielle ; puis, l'après-midi, par un temps radieux, il est venu me chercher pour une longue promenade en voiture découverte. Durant près de trois heures, il m'a fait parcourir un merveilleux pays de montagnes

Née en 1868, mariée à l'archiduc François-Salvator.

et de forêts. A chaque instant, sur de belles routes sinueuses, nous passions devant une cascade, nous traversions un torrent, nous contournions un lac. Deux fois, nous avons mis pied à terre pour marcher... En avons-nous déroulé, des souvenirs ! Le plus ancien remontait à 1855. Un demi-siècle !... Nous nous parlions à cœur ouvert ; aussi, notre conversation n'était pas gaie. Je vous avouerai même que j'en éprouvais intérieurement quelque surprise ; car, jusqu'alors, j'avais toujours cru François-Joseph très peu sensible et je constatais maintenant que les procédés, bons ou mauvais, qui l'ont touché personnellement, laissent dans sa mémoire une empreinte ineffaçable.

De quoi se sont-ils parlé « à cœur ouvert » ? Sur quels chapitres de leur passé lointain se sont-ils attardés avec le plus de complaisance ou de mélancolie, d'amertume ou de regret ? Ont-ils évoqué Solférino, le Mexique, Sadowa, Sedan ? Elle ne me le dit pas et je n'ai certes pas l'indiscrétion de le lui demander. Mais je retiens la date de 1855, qu'elle a citée devant moi. Dans l'histoire du Second Empire, c'est une date critique : le rêveur des Tuileries

hésitait alors entre les réalités immédiates de l'alliance autrichienne et les perspectives nébuleuses du mirage italien ; tous ses conseillers, dont le perspicace Drouyn de Lhuys, le poussaient à l'alliance ; mais son âme chimérique ne sut jamais résister aux séductions d'un mirage. Cependant, l'impératrice continue :

— Le soir, j'ai dîné à la résidence impériale, dans la plus stricte intimité ; vous savez comme la cour d'Autriche est simple dans le train habituel de sa vie. François-Joseph a trouvé pourtant le moyen de rendre à ma défunte souveraineté l'hommage qui pouvait me toucher le plus : il ne portait, sur la poitrine, qu'une décoration, — la plaque de la Légion d'honneur, à l'effigie de Napoléon III. J'en ai été profondément remuée. Pour lui faire mieux sentir ma reconnaissance, je lui ai raconté cette anecdote.

« En 1876, je visitais l'Italie avec mon fils ; nous nous arrê tâmes, quelques jours, à Florence. Le roi Victor-Emmanuel y était de passage. Il vint correctement me faire visite à mon hôtel ; je lui rendis sa politesse au palais Pitti. Là, je fus introduite dans un salon, où notre conversation fut

d'abord très amicale. Mais je remarquai bientôt, sur tous les murs et toutes les tables, des portraits qui semblaient me regarder ironiquement : c'étaient l'empereur Guillaume, le prince royal de Prusse, le roi de Saxe, le roi de Bavière, le grand-duc de Bade, le prince Frédéric-Charles, le maréchal de Moltke et, bien en vue, Bismarck. Pas un ne manquait. Ils étaient même si nombreux qu'ils n'avaient plus laissé la moindre place pour le vainqueur de Magenta et de Solférino. Je ne me gênai pas de témoigner ma surprise à Victor-Emmanuel. Il devint très rouge, en bredouillant des excuses, de banales excuses, où je sentais si peu de conviction que je me suis levée brusquement : « Adieu, sire ! » Et je suis partie sans lui serrer la main... Après avoir écouté mon anecdote avec une tranquille hauteur, François-Joseph m'a fait une remarque assez fine : « Victor-Emmanuel a souvent oublié de se conduire en gentilhomme. Ce n'était pas, chez lui, manque de noblesse naturelle ; mais il était débraillé dans ses sentiments comme il l'était dans ses habits et dans ses manières. »

« Le lendemain, vendredi, je me suis

éveillée dans les nuages ; pluie torrentielle ; impossible de sortir. Alors l'empereur est venu causer longuement avec moi, dans mon salon. Et, le soir, j'ai encore dîné à la résidence impériale. Croiriez-vous que, malgré l'heure tardive, malgré qu'il se lève dès l'aube, enfin malgré son grand âge, François-Joseph s'est imposé, comme la veille, l'obligation courtoise de me reconduire à mon hôtel, et non pas jusqu'à la porte, mais jusqu'à mes appartements?... Samedi matin, j'ai quitté Ischl.

Un motif spécial appelle d'ailleurs l'impératrice à Paris. Elle vient de faire une importante donation au musée de Malmaison et l'on attendait son arrivée pour l'accomplissement des ultimes formalités. Le musée acquiert ainsi les portraits, les bustes, les gravures, les livres, les étoffes, les meubles et toutes les reliques napoléoniennes que la reine Hortense avait groupés dans son triste manoir d'Arenenberg.

A ce propos, elle s'étend, avec complaisance, sur le charme évocateur et poétique de Malmaison. Et cela me frappe d'autant plus que, jusqu'à ce jour, elle ne m'a presque

jamais parlé de Napoléon I^{er}. L'image du Héros ne me semblait donc pas tenir beaucoup de place dans son esprit, soit à cause de son culte avoué pour Marie-Antoinette et de son attachement secret aux principes légitimistes ; soit encore parce que, entre elle et le fondateur de la dynastie, les contrastes de tempérament et de caractère ne sont que trop visibles ; soit peut-être enfin parce qu'elle a vu de très près celui qui, sous le masque napoléonien, se proclamait l'héritier, le continuateur, le second exemplaire de *Cæsar Imperator*.

— J'aime, dit-elle, Malmaison ; car c'est là que l'image de Napoléon m'apparaît le mieux, dans sa réalité la plus familière et la plus intelligible. Là, du moins, il garde les proportions humaines ; il ne m'écrase pas. Tandis que Austerlitz, Iéna, Friedland, Wagram, Moscou, Sainte-Hélène, c'est trop grandiose, trop éblouissant ou trop affreux.

— Oui, avec le recul des ans, cette aventure extraordinaire de notre vie nationale prend un aspect fabuleux ; ce n'est plus de l'histoire ; cela tient déjà du mythe et de l'épopée.

Dans l'énumération des souvenirs qui se rattachent à Malmaison, nous voyons nécessairement se dresser devant nous le spectre du duc d'Enghien ; puisque c'est à Malmaison que fut prise la décision fatale ; c'est de Malmaison que partirent les ordres suprêmes.

Je m'aperçois vite que l'impératrice connaît à merveille, jusque dans ses moindres détails, l'attentat du 21 mars 1804 ; elle s'exprime, sur ce problème historique, avec une aisance et une exactitude parfaites. Dans tout ce drame, ce qui l'indigne le plus, c'est le rôle hypocrite et provocateur de Talleyrand :

— Ce jour-là, me dit-elle, M. de Talleyrand a touché le fond de la bassesse humaine !

Par contre, elle s'apitoie sur le pauvre Cambacérès qui essaie de faire entendre quelques paroles de modération, ce qui lui attire de Bonaparte la riposte foudroyante : « Vous êtes devenu bien avare du sang des Bourbons ! »

Elle s'arrête ensuite à la scène de Joséphine implorant la clémence de son époux :

— Cette scène-là, dit-elle, je l'ai jouée, moi aussi.

— Vous, madame ! Et quand donc ?

— Après la condamnation d'Orsini... Vous pensez bien que je n'établis aucun parallèle entre l'affaire du duc d'Enghien et celle d'Orsini. L'un n'avait conspiré la mort de personne ; il n'était coupable que de s'être battu dans les rangs des émigrés. L'autre se vantait d'avoir machiné un complot qui n'avait pas fait moins de cent cinquante victimes. En outre, le duc d'Enghien a été jugé secrètement, la nuit, par une commission militaire, sans aucune des garanties édictées par la loi, sans même l'assistance d'un avocat. Pour Orsini, au contraire, non seulement toutes les formes légales ont été observées, mais encore on a permis à l'avocat de prononcer le plus audacieux plaidoyer qui ait peut-être jamais retenti dans un prétoire. Eh bien ! malgré toutes ces différences ; malgré qu'Orsini, loin de se défendre, se glorifiât de son crime, je fus profondément émue par la noblesse de son langage, l'héroïsme de son attitude, la suprême dignité de ses manières devant la cour d'assises. Croiriez-vous que j'en ai versé des larmes !... Aussi, après la condamnation, j'ai supplié l'empereur de faire grâce immédiatement. Je lui répétais : « Non, tu ne peux pas

envoyer cet homme à la guillotine ! Tu ne le peux pas, toi surtout... Jamais tu ne retrouveras une aussi belle occasion d'être magnanime !... » Je voulais même aller voir Orsini dans sa prison, afin de lui arracher quelque parole de repentir qui nous eût permis de le sauver. C'était fou, de ma part, et l'empereur a bien fait de s'y opposer. Pourtant, je sentais que, dans son âme généreuse, mes raisons de sentiment commençaient à l'emporter sur la raison d'État. Je suis sûre que j'aurais fini par triompher, si je n'avais eu contre moi tous les ministres, Fould, Walewski, Rouher, Delangle, Magne, etc. Ils faisaient valoir que l'opinion publique était déchaînée contre les bandits italiens ; qu'une mesure de clémence, à l'égard d'Orsini, apparaîtrait comme un acte impardonnable de faiblesse ; qu'on verrait aussitôt les révolutionnaires de France relever la tête ; que l'avenir même de notre dynastie était en jeu. Comme l'empereur semblait néanmoins se rallier à ma thèse, les ministres obtinrent qu'il appelât en consultation ses plus hauts dignitaires, les présidents du Sénat et du Corps législatif, les membres du Conseil privé, Troplong, Morny, Baroche,

Billault, etc. Devant leurs adjurations opiniâtres, l'empereur dut céder. Mais je crois pouvoir dire que, dans le fond de sa conscience, la guerre d'Italie fut résolue ce jour-là.

Après ce détour vers Malmaison, l'impératrice me ramène à François-Joseph :

— Qu'advient-il, me dit-elle, au lendemain de sa mort?... Croyez-vous à la durée de l'Autriche-Hongrie?

— Cela dépendra des conjonctures dans lesquelles s'ouvrira la succession de François-Joseph. Malgré l'antagonisme croissant des races, l'Autriche-Hongrie semble pouvoir durer encore longtemps ; car il y a, chez tous ces peuples qui se dévorent entre eux, une réserve énorme de loyalisme et d'attachement pour la dynastie. Par contre, il est facile de prévoir telle crise européenne où l'édifice archaïque des Habsbourg s'effondrerait d'un seul coup.

L'impératrice reprend avec gravité :

— Vous ne répéterez pas ce que je vais vous dire... François-Joseph est persuadé que sa monarchie ne lui survivra pas. L'an dernier, il a été fortement impressionné par

l'étonnante facilité avec laquelle la Norvège s'est détachée de la Suède (1) ; il y a vu comme un présage de ce qui se passera pour la Hongrie, aussitôt qu'il aura fermé les yeux... Une fois le signal donné par Buda-Pesth, on verra successivement les Tchèques de Bohême, les Slaves du Sud, les Polonais de Galicie, les Roumains de Transylvanie rompre les derniers liens qui les unissent encore au germanisme : ainsi, tout le domaine impérial et royal des Habsbourg sera mis en pièces. Et la dislocation se fera d'autant plus vite que le mariage morganatique de l'héritier, François-Ferdinand, avec la Chotek, pose dès maintenant un problème insoluble, puisque, légalement, sa femme et ses enfants seront accessibles au trône de Hongrie, mais ne pourront régner ni en Bohême ni en Autriche (2).

— François-Joseph vous a paru très découragé?

(1) L'union de la Norvège et de la Suède a été rompue le 7 juin 1905.

(2) Le 1^{er} juillet 1900, l'archiduc-héritier, François-Ferdinand, avait épousé morganatiquement la comtesse Sophie Chotek, créée plus tard duchesse de Hohenberg. Ils furent assassinés ensemble à Serajévo, le 28 juin 1914.

— Découragé, non ; mais triste et résigné... Il n'accomplit pas moins sa lourde tâche de souverain avec la même ponctualité qu'autrefois ; il est admirable de conscience professionnelle. Voilà maintenant soixante années qu'il monte sa faction, et il attend patiemment que Dieu l'en relève.

— Oserais-je vous demander si, par vos relations avec la cour d'Autriche, vous avez réussi à pénétrer le mystère de Mayerling ? L'archiduc Rodolphe a-t-il été assassiné par sa maîtresse, ou l'a-t-il tuée, au cours d'une orgie ? Se sont-ils suicidés ensemble ? Que s'est-il passé ?... Le grand voile d'ombre et de silence, qu'on a jeté comme un drap funèbre sur cette tragédie sentimentale, n'a jamais été soulevé.

Elle hésite une seconde, les sourcils froncés ; puis, résolument :

— Oui, je sais la vérité sur le drame de Mayerling ; je peux même dire que personne ne la sait mieux que moi, car je la tiens directement de l'impératrice Élisabeth, qui me l'a confiée pendant son dernier séjour au Cap Martin... Mais cela non plus, vous ne le répéterez pas, tant que François-Joseph et moi

nous serons de ce monde... Voici les faits :

Alors, sous la dictée de son infailible mémoire, elle me raconte que, le 29 janvier 1889, vers cinq heures du soir, l'empereur François-Joseph eut, avec son fils, une explication très vive au sujet de Mlle Vetsera ; il le menaça même de le déshériter s'il ne rompait aussitôt cette scandaleuse liaison. L'empereur s'exprimait sur un ton si violent que l'archiduc, effrayé, finit par consentir à congédier sa maîtresse ; il demanda cependant à son père l'autorisation de la revoir une dernière fois pour lui dire adieu : il devait précisément dîner avec elle, ce soir-là, aux environs de Vienne, à Mayerling. L'empereur acquiesça : « Va, pour ce soir encore ! Mais, ensuite, tu ne la reverras plus. N'oublie pas que j'ai ta parole d'honneur, ta parole de gentilhomme. » En sortant de la Hofburg, Rodolphe prit un fiacre, conduit par le cocher Bratfisch, et se fit mener à Mayerling, qui est à cinq ou six lieues de Vienne. Là, dans un pavillon de chasse, Marie Vetsera l'attendait pour dîner, avec le prince Philippe de Cobourg, frère de Ferdinand de Bulgarie, et le comte Hoyos, frère de l'ancien ambassadeur d'Autriche à

Paris. Le dîner se passa de la façon la plus tranquille : aucune orgie. Le seul amusement des convives fut d'entendre le cocher Bratfisch, qui était renommé pour chanter et siffler des airs tyroliens... Le repas terminé, chacun se retira dans son appartement, car on devait se mettre en chasse de bonne heure le lendemain. L'archiduc et Marie Vetsera logeaient à une extrémité du pavillon ; Philippe de Cobourg et Hoyos à l'autre extrémité. Aussitôt que Rodolphe se trouva seul avec sa maîtresse, il lui raconta la discussion terrible qu'il avait eue avec son père et l'engagement d'honneur qu'il avait dû consentir, sous la menace d'être déshérité. Elle répondit froidement : « Moi aussi, j'ai quelque chose à t'apprendre ; je suis enceinte. » Alors, entre les deux amants qui s'adoraient, ce fut une scène affreuse de désespoir et de tendresse. Ils se répétaient : « Nous ne pouvons plus vivre !... Mourons dans les bras l'un de l'autre !... Finissons-en ce soir même !... Dieu aura pitié de nous ! » Dans le paroxysme de leur exaltation, Rodolphe saisit son revolver et tua Marie d'une balle dans le sein. Puis, l'ayant dévêtue, il la disposa pieusement sur

son lit. Quelques touffes de roses ornaient la chambre : l'archiduc prit les fleurs et en couvrit la morte. Après quoi, il écrivit à sa mère une longue lettre qui débutait ainsi : « Ma mère, je n'ai plus le droit de vivre : j'ai tué... » C'est par cette lettre que l'empereur et l'impératrice ont pu connaître les péripéties du drame. Vers six heures du matin, Rodolphe se tua d'une balle dans la tête. Deux heures plus tard, le valet de chambre de l'archiduc, qui venait éveiller son maître, essaya vainement d'ouvrir la porte. N'obtenant aucune réponse à ses appels, il courut chercher Philippe de Cobourg et Hoyos. Tous les trois dressèrent une échelle contre le mur extérieur et pénétrèrent dans la chambre en brisant la fenêtre... Lorsque Philippe de Cobourg et Hoyos eurent annoncé l'événement à l'empereur François-Joseph, il leur fit jurer de ne jamais raconter à personne le drame de Mayerling : ni l'un ni l'autre n'a failli à son serment.

Après avoir cordialement remercié l'impératrice de sa révélation, je dis :

— Somme toute, si l'on oublie un instant que le « premier rôle » de ce mélodrame était

l'héritier d'un vaste empire, on n'a plus devant soi qu'un banal fait divers, un « suicide à deux », comme il s'en produit périodiquement au Quartier latin, quand l'étudiant annonce à sa petite amie qu'il a dû promettre à son père de rompre avec elle... Mais le fait divers s'élève au rang d'une tragédie, pour peu que l'on réfléchisse aux conséquences. Tout l'avenir de l'Autriche-Hongrie et, par suite, l'avenir de l'Europe, seront certainement influencés par le roman-feuilleton de Mayerling. C'est le cas de répéter avec Pascal : « Les effets de l'amour sont effroyables. La cause est un *je ne sais quoi*, si peu de chose ! Mais ce *je ne sais quoi* remue toute la terre, les princes, le monde entier. Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court, toute la face de la terre aurait changé... » Le nez de Marie Vetsera, s'il eût été plus long...

— Vous pourriez même remonter au delà de Cléopâtre, me dit en riant l'impératrice. Ainsi, Hélène des Troyens...

— Horace remontait plus haut encore. Il prétendait que, « bien avant Hélène », la beauté des femmes a régi la destinée des peuples : *Nam fuit ante Helenam...* Malheu-

reusement, Horace, qui ne ressemblait guère à Pascal, usait parfois de mots très vilains ; aussi, je n'achève pas la citation.

— Soit !... J'abandonne Hélène et je m'en tiens à Cléopâtre.

Ayant glissé un regard vers la pendule, elle ajoute affectueusement :

— Il faut que je vous rende votre liberté. Mais, avant de vous laisser partir, je voudrais... je voudrais me faire payer mes confidences de tout à l'heure, en vous posant une question très indiscrete... une question que je brûle de vous poser depuis longtemps.

— Je répondrai, si je le peux, à toutes les questions que Votre Majesté voudra bien me poser.

Alors, d'une voix pressante et brève :

— Dans votre for intérieur, dans le secret de votre pensée, croyez-vous que l'Alsace et la Lorraine feront jamais retour à la France ?

Penchée vers moi, le regard tendu, les coudes sur les genoux, elle guette ma réponse.

— Oui, je le crois sincèrement... Et ma croyance n'a rien de mystique : elle n'invoque ni les revanches inévitables du Droit, ni les sanctions infaillibles de la Justice immanente :

elle ne se fonde que sur des considérations positives. La principale de ces considérations, nous l'avons effleurée, il y a quelques minutes, quand vous me disiez que François-Joseph lui-même ne croit plus à la durée de sa monarchie. D'ailleurs, il faudrait être aveugle pour ne pas voir que l'Europe danubienne et balkanique est en gestation d'une crise redoutable. Chaque jour, le problème des Yougo-Slaves devient plus inquiétant ; la trêve de Mürzsteg (1) est déjà finie ; la rivalité austro-russe reprend de plus belle. En même temps, voici que l'Allemagne accélère son expansion vers Constantinople, son *Drang nach Osten*. Il est donc vraisemblable que, dans un avenir plus ou moins proche, la paix générale sera mise en péril et que, par conséquent, toutes sortes d'éventualités nouvelles apparaîtront sur l'échiquier diplomatique. Ce jour-là, ne pouvons-nous pas espérer que, sans même recourir à la guerre, par le seul dynamisme de nos alliances, nous récupérerons nos provinces

(1) Le 2 octobre 1903, pendant une rencontre de l'empereur Nicolas et de l'empereur François-Joseph à Mürzsteg, en Styrie, leurs ministres des Affaires étrangères, le comte Goluchowski et le comte Lamsdorf, se mirent d'accord sur la politique austro-russe dans les Balkans.

perdues? Il n'est pas douteux en effet que la solution de la crise nécessitera des remaniements de territoires, des rectifications de frontières, peut-être aussi des échanges coloniaux. Est-il déraisonnable d'admettre qu'en de pareilles conjonctures, l'Allemagne, ayant besoin de notre aide ou de notre neutralité, ne croira pas les payer trop cher par une révision du traité de Francfort? C'est tout le calcul de M. Delcassé... A l'appui de ce calcul, je pourrais citer le témoignage de notre ancien ambassadeur à Berlin et à Londres, qui fut jadis mon premier chef à la direction des Affaires politiques, le baron de Courcel; je vous ai quelquefois parlé de lui; vous savez combien j'apprécie la sûreté de son jugement et la pénétration de ses vues. Or, l'an dernier, par une claire soirée de juin, nous descendions ensemble l'avenue des Champs-Élysées, après avoir dîné chez un ami commun. Nous parlions de l'empereur Guillaume et des aventures où sa fatuité, son cabotinage, sa perpétuelle agitation risquent de l'entraîner. M. de Courcel me disait : « Lorsqu'on a connu comme moi l'Allemagne bismarckienne et que l'on y compare l'Allemagne d'aujourd'hui,

la diminution de sa puissance et de son prestige est manifeste. Si haut que soit encore le *Reich* des Hohenzollern, il évolue visiblement vers son déclin... » Puis il me décrivait l'état de l'Europe, tel que je viens de vous le décrire, en insistant sur le fait que, par son étroite union avec l'Autriche, l'Allemagne est impliquée désormais dans l'imbroglio balkanique : « Donc, ce n'est plus le sort de l'Autriche qui est lié à celui de l'Allemagne ; c'est le sort de l'Allemagne qui est lié à celui de l'Autriche... Cette conséquence eût fait rugir Bismarck. Vous vous rappelez que, dès 1884, il flairait le danger balkanique, ce qu'il appelait le coupe-gorge bulgare-serbe. Immédiatement, il estima que le pacte Berlin-Vienne devait avoir, pour contre-partie, un pacte Berlin-Pétersbourg. C'est alors que, tout en maintenant avec le plus d'éclat possible l'alliance austro-allemande, il eut l'idée machiavélique de se couvrir secrètement, du côté russe, par un traité de contre-assurance. Lui seul, d'ailleurs, pouvait trouver ce mot de *contre-assurance* comme synonyme de *félonie*... Quant à l'alliance franco-russe et à l'entente franco-anglaise, il y pensait constam-

ment ; elles étaient son cauchemar ; il ne nous eût jamais laissé le temps de les négocier ; au premier soupçon, il nous eût fait la guerre : il me l'a dit, un jour... » Au coin de l'avenue Marigny, comme nous allions nous séparer, M. de Courcel conclut en ces termes : « Si Dieu vous accorde une longévité normale, par exemple une vingtaine d'années encore, vous verrez sans doute la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France. »

Dans un sursaut de tout le corps, l'impératrice relève la tête. Et, le visage illuminé :

— Que je suis heureuse de vous entendre ! Quel viatique vous me donnez là !... Je mourrai du moins avec une lueur d'espoir devant les yeux !...

IX

La régence de 1870. Arrivée de l'empereur à Metz ; son désarroi moral, ses tortures physiques. — Les défaites de Wissembourg, Fröschwiller et Forbach. Belle contenance de l'impératrice : « La dynastie est condamnée ; nous ne devons plus penser qu'à la France. » — Les hécatombes de Borny, Rezonville et Gravelotte ; l'armée du Rhin bloquée dans Metz. — La marche vers Sedan ; responsabilité de l'impératrice. — Les journées des 3 et 4 septembre. Le départ des Tuileries. — Les conséquences militaires et politiques de la marche vers Sedan.

Mardi, 9 juin 1908.

L'hiver dernier, l'impératrice Eugénie, réalisant un projet qu'elle méditait depuis longtemps, est allée passer trois mois à Ceylan. Sur la recommandation personnelle d'Édouard VII, les autorités britanniques n'ont rien négligé pour lui rendre le séjour aussi attrayant et confortable que possible. Le gouverneur lui a même offert l'hospitalité dans sa merveilleuse résidence de Kandy, au centre de l'île.

Elle est, depuis quelques jours, à Paris, où

je viens moi-même d'arriver pour un bref congé (1). A son appel, je vais la voir cet après-midi.

Et d'abord j'ai grand plaisir à la questionner sur son voyage, tant elle met d'animation à me le raconter. La lumière, les montagnes, les cultures, les pêcheries, les arbres gigantesques, les fleurs précieuses, les types humains, les castes, les rites, les mœurs, les problèmes sociaux, le mystère impénétrable de l'âme hindoue, l'apaisante influence des sanctuaires bouddhiques et des étangs sacrés, tous ces aspects, toute cette fantasmagorie d'un monde, qui est si loin de nous, lui ont laissé la plus vive impression. J'admire qu'une femme de son âge, quatre-vingt-deux ans ! ait conservé une curiosité aussi alerte et variée.

Brusquement cette curiosité se tourne vers la Bulgarie. Par les correspondances du *Times*, l'impératrice connaît assez bien l'échiquier des Balkans, le jeu complexe des rivalités qui s'entre-croisent du Bosphore au Danube, de la mer Noire à l'Adriatique, et

(1) Depuis le 29 janvier 1907, j'étais ministre de France à Sophia.

derrière lesquelles on perçoit le duel séculaire des Germains et des Slaves, l'inconciliable antagonisme de l'Autriche et de la Russie. Mais surtout elle s'intéresse à la personne du prince Ferdinand (1) :

— J'ai parlé de lui souvent, me dit-elle, avec sa tante, ma grande amie, la reine Victoria. Et, chaque fois, elle s'est exprimée sur lui dans les termes les plus méprisants : « Il est lâche, perfide, vaniteux, corrompu... D'ailleurs, l'Église catholique l'a excommunié. » Quant au roi Édouard, un jour que je lui demandais ce qu'il pensait de son cousin, il me répondit : « Ferdinand?... Je le crois capable de tous les crimes. Pour satisfaire ses ambitions ou ses rancunes, il mettrait le feu aux quatre coins de l'Europe, si cela ne dépendait que de lui... »

— Oh ! madame, comme il serait heureux de vous entendre ! Il connaît sa réputation de machiavélisme satanique et il en tire des jouissances profondes, car il est effectivement très corrompu, très faisandé. Mais, sur

(1) Ferdinand de Cobourg, né le 26 février 1861, élu prince de Bulgarie le 7 juillet 1887 ; proclamé tsar des Bulgares le 5 octobre 1908 ; forcé d'abdiquer le 3 octobre 1918,

le romantisme de son personnage, sur les raffinements bizarres de ses goûts, sur les complications tortueuses de son esprit, sur tout ce qu'il y a d'instable et d'équivoque, d'impulsif et d'artificieux dans son caractère, j'en aurais trop à vous dire.

— Il vous amuse beaucoup?

— Il ne m'amuse pas; il m'inquiète... Comme il a des ambitions folles, qu'il est le maître absolu de son peuple et qu'il dispose d'une armée superbe, il est un danger continu pour la paix de l'Europe... Le but immédiat de ses ambitions, et qu'il touchera bientôt, est de rompre les derniers liens de vassalité, liens fictifs et purement nominaux, qui unissent encore la Bulgarie à la Turquie. Mais ce n'est là, pour lui, qu'un prélude, un hors-d'œuvre. L'objet principal de ses convoitises, le rêve hallucinant de sa vie, c'est la couronne de Byzance.

— Vous l'a-t-il avoué?

— Il n'avoue jamais ! Il laisse tout au plus deviner.

— Comment s'y est-il pris, cette fois?

— Par un détour assez habile... M'ayant appelé pour m'entretenir d'un minime inci-

dent, qui soi-disant le préoccupait, il m'a fait introduire, sous un vague prétexte, dans un petit salon de son appartement privé. Là, tandis qu'il m'exposait le motif de sa préoccupation, je voyais devant moi, sur le mur, un tableau représentant le Bosphore, Constantinople, Sainte-Sophie, la Grande Muraille, la Corne d'or, la rive d'Asie et, par-dessus tout ce panorama, dans les fulgurations d'un ciel apocalyptique, la galopade victorieuse d'un cavalier splendide, — le tsar Ferdinand ! Je n'ai pas eu de peine à comprendre... Une autre fois, il s'est répandu en d'intarissables éloges sur Abdul-Hamid, « le Sultan des Sultans, seigneur de la Mecque et Stamboul... mon impérial suzerain, mon impérial maître... un potentat délicieux !... Nous nous accordons si bien !... » Après ce dithyrambe, il m'a conté que, lors de sa dernière visite au palais d'Ylditz-Kiosk, il avait demandé l'autorisation de pénétrer seul dans Sainte-Sophie et d'y rester une demi-heure afin de pouvoir admirer tout à son aise l'incomparable monument. Le potentat délicieux avait consenti, sous la réserve que, pour ne pas déroger aux prescriptions coraniques, un officier de sa

garde personnelle, donc un musulman, se tiendrait à l'intérieur de la mosquée, mais contre la porte, de façon à ne pas gêner les mouvements et les méditations de l'auguste visiteur. Puis Ferdinand a continué : « Vous devinez ma joie de me trouver seul avec moi-même sous la merveilleuse coupole où, le 29 mai 1453, l'entrée des Turcs interrompit brusquement la messe, à l'instant sublime de l'Élévation... Mais voici pourquoi j'avais sollicité d'Abdul-Hamid la faveur de me promener seul dans Sainte-Sophie. Je voulais, d'après quelques indices, repérer une certaine dalle de porphyre qui marquait la place des autocrates byzantins pendant les services religieux. Alors, tandis que l'officier du sultan, collé contre sa porte, m'observait d'un regard ébahi, j'ai repoussé avec le bout de ma canne une des nattes qui recouvraient le sol. Ainsi, j'ai découvert la dalle de porphyre où le *Basileus* Justinien mettait ses pieds chaussés de pourpre. Et moi aussi, j'ai mis les pieds sur la dalle de porphyre !... » Telles sont les chimères dont il nourrit son imagination turbulente et rusée.

— Je m'explique maintenant le propos

du roi Édouard... Mais par quels moyens peut-on agir sur Ferdinand pour qu'il se tienne tranquille?

— Je n'en vois qu'un : faire vibrer une de ses cordes les plus sensibles, — la conscience, très juste, qu'il a de son habileté politique. C'est le procédé que j'emploie d'habitude avec lui. Je ne manque jamais une occasion de lui dire : « Depuis vingt et un ans que vous êtes sur le trône, vous avez fait une œuvre admirable. Si l'on se représente l'état de misère et d'anarchie où se consumait la Bulgarie quand vous y êtes venu, on a peine à comprendre sa prospérité d'aujourd'hui. Mais cela ne vous suffit pas. Il vous faut encore le prestige des agrandissements territoriaux, la gloire de réunir sous votre sceptre toutes les fractions dispersées du peuple bulgare. Eh bien ! soit. Mais, pour accomplir cette noble tâche, vous n'avez pas besoin de vous lancer dans les aventures belliqueuses ; vous l'accomplirez, avec beaucoup moins de risques, par l'action de la diplomatie ; car, sur ce terrain, vous êtes passé maître et virtuose. Grâce à vous, la Bulgarie est désormais dans une de ces situations qui, selon le mot de Talleyrand, « se

développent d'elles-mêmes ». Ne précipitez donc pas les événements... D'ailleurs, il vous serait matériellement impossible de faire la guerre aux Turcs, sans vous être inféodé à l'Autriche ou à la Russie. Or, soyez sûr qu'à l'heure du règlement final, Vienne et Pétersbourg se réconcilieraient sur votre dos. Il y a quelque chose de plus redoutable pour un pot de terre que lutter contre un pot de fer ; c'est d'être coincé entre deux pots de fer. »

— Vos conseils me semblent très judicieux. Comment sont-ils accueillis ?

— En apparence, Ferdinand me donne raison ; mais je n'ai pas grand espoir de le convertir. L'obsession du rêve byzantin est déjà trop ancrée dans son cerveau. La mégalomanie est une psychose incurable.

Du souverain, nous passons au peuple bulgare, peuple rude et vigoureux, tenace et concentré, farouche et vindicatif. « Je règne sur des loups, » me disait naguère le prince Ferdinand.

Mais nous en avons bientôt fini du thème bulgare. L'impératrice, qui ne trahit aucune

fatigue de notre conversation déjà si longue, me demande alors :

— Puisque vous avez du loisir à Sophia, en avez-vous profité pour lire les volumes d'Émile Ollivier sur le Second Empire?

— Oui, je les ai lus avec attention, mais sans pouvoir dominer l'antipathie que l'auteur m'inspire. Bien entendu, ce n'est pas l'homme privé, parfaitement respectable, c'est l'homme d'État, que je mets en cause. Je ne lui reconnais aucune des qualités que requiert la gestion des grands intérêts publics et qui désignent les chefs de gouvernement ; il n'a jamais rien appris à l'école de l'expérience et de l'observation ; je ne vois en lui qu'un utopiste et un maladroit, un rhéteur et un présomptueux.

— Vous le traitez bien.

— Je crains d'avoir à le juger encore plus sévèrement, lorsqu'il s'expliquera sur ses responsabilités dans la guerre de 1870, ce qui ne saurait tarder beaucoup : son dernier chapitre, que vient de publier la *Revue des Deux Mondes*, s'arrête au lendemain du plébiscite... Et Votre Majesté, que pense-t-Elle de lui?

Elle sourit malicieusement :

— Je préfère ne pas vous répondre.

— Alors, je vais me permettre, madame, de vous poser une autre question... Vous avez eu, il y a deux ans, au Cap Martin, la bonté de me confier quelques-uns de vos souvenirs sur les événements de 1870 : nous en sommes restés au début de la guerre, au combat de Sarrebrück. J'attacherais bien du prix à vous entendre parler de votre régence !

— Oh ! là-dessus, je suis toute prête à vous répondre... Interrogez-moi.

Je réfléchis rapidement, puis :

— Quand avez-vous eu, pour la première fois, l'impression que nous étions engagés dans un duel terrible, dont peut-être nous ne sortirions pas vainqueurs ?

— Très tôt !... Dès l'arrivée de l'empereur à Metz !... Sa prise de commandement lui avait révélé une situation lamentable ; tout n'était que désordre, incohérence, retard, dispute et confusion. Les lettres que je recevais de lui me bouleversaient, me cassaient bras et jambes... Ce qui m'inquiétait le plus, c'est que notre offensive stratégique, sur laquelle nous fondions de si grands espoirs, devenait chaque jour plus difficile. Bientôt je compris

que l'empereur n'y pensait même plus. Je savais, d'autre part, qu'il souffrait cruellement de ses misères physiques et je devinais comme son activité morale, son énergie, sa confiance devaient s'en ressentir. Mais, à force de tergiverser, n'allions-nous pas laisser aux Allemands l'avantage énorme de franchir les premiers la frontière? Quel affront ce serait, pour nous, vis-à-vis de l'étranger, qui, d'après nos propres déclarations, s'attendait à nous voir bondir sur l'ennemi et peut-être même, terminer la guerre en quelques jours par un coup de foudre!... Précisément, deux graves soucis nous advenaient sur le terrain diplomatique. Nous apprenions d'abord que l'Autriche et l'Italie se dérobaient à notre alliance. Ainsi, leur concours militaire, sur lequel reposait tout notre plan d'opérations, nous manquait à la dernière minute. En même temps, Bismarck publiait le traité secret, que nous avions commis la faute de lui proposer, après Sadowa, quand il nous avait si perfidement laissé croire qu'il était prêt à nous abandonner la Belgique. Et cette publication soulevait contre nous l'indignation de toute l'Europe, comme si nous avions médité un

acte de brigandage... Enfin, le 4 août, une de nos divisions, trop aventurée sur la frontière, se faisait détruire à Wissembourg. Du point de vue stratégique, l'affaire n'avait aucune importance et notre état-major n'y voyait qu'une simple escarmouche d'avant-garde. Je n'en fus pas moins bouleversée, pour des raisons intimes, des coïncidences bizarres ; vous savez que je suis très superstitieuse.

— Est-il vrai, madame, comme on l'a raconté, qu'un jour, à Saint-Cloud, pendant un déjeuner auquel assistaient vos ministres, on vit soudain des larmes couler sur vos joues ?

— Oui, je m'en souviens. Ce jour-là, j'étais si abattue ! J'avais des pressentiments affreux ; je voyais comme un signe de mort sur tout ce qui m'entourait ; j'attendais, avec une angoisse horrible, le message fatal que je sentais en route... Le 6 août, vers minuit, je venais de rentrer dans mon appartement et j'allais me mettre au lit, quand ma femme de chambre m'annonce que le marquis de Piennes, chambellan de service, insiste pour me communiquer un télégramme très important. Je me rhabille vite, vite, et je fais entrer M. de Piennes. Avant même qu'il n'ait parlé,

je lui arrache le télégramme des mains et je lis : c'était la nouvelle de Frœschwiller et de Forbach ! La dépêche se terminait par cette phrase : *Il faut mettre immédiatement Paris en état de défense*. Ainsi, dans l'espace d'un seul jour, deux grandes défaites, l'Alsace perdue, la Lorraine envahie, la route de Châlons ouverte, la capitale menacée !... Au premier instant, j'ai vu l'abîme et j'ai cru m'évanouir. Mais, subitement, je me suis sentie comme soulevée au-dessus de moi-même et j'ai dit à Piennes : « La dynastie est condamnée, monsieur, nous ne devons plus penser qu'à la France ! » Puis, j'ai décidé que je rentrerais d'urgence aux Tuileries, où j'ai fait convoquer les ministres pour deux heures du matin.

Après trente-huit ans, le souvenir de cette nuit dramatique éveille encore, dans son âme, de tels sursauts, qu'elle en a les mains vibrantes et les yeux pleins d'effroi. Tandis qu'elle souffle un peu, je reprends :

— Tout ce que Votre Majesté vient de me dire, je l'ai entendu raconter naguère, chez Mme de Pourtalès, par la princesse de Metternich à qui, dès le lendemain, Piennes avait

rapporté vos belles paroles : « La dynastie est condamnée, monsieur ; nous ne devons plus penser qu'à la France. »

Dédaignant cet irrécusable témoignage d'un mot qui lui fait tant d'honneur, elle poursuit :

— Quand, vers une heure du matin, je suis arrivée aux Tuileries, j'étais une autre femme : je n'avais plus d'angoisse, plus d'excitation, plus de faiblesse : je me sentais aussi calme et forte que lucide et résolue...

Elle insiste sur le soudain redressement, sur l'étonnante illumination, qui se produisirent alors dans tout son être et qu'elle assimile aux coups mystérieux de la Grâce.

— Comment expliquez-vous, me dit-elle, un revirement aussi brusque ?

— Le phénomène est bien connu des psychologues. Il suffit parfois du moindre choc émotif pour libérer subitement toutes les énergies, inconscientes ou subconscientes, que l'atavisme accumule dans un être. C'est votre hérédité castillane qui a parlé si haut... J'ajoute que, pour les natures fières comme la vôtre, il n'y a de pire supplice que l'attente et l'incertitude. L'anxiété les épuise. Mais, sitôt que leur devoir se formule, sitôt qu'elles

aperçoivent l'occasion d'agir, elles se déploient magnifiquement.

— Votre allusion à mon hérédité castillane me rappelle que, pendant cette nuit tragique, alors que je m'évertuais à ranimer la confiance et relever les cœurs autour de moi, le cher et noble amiral Jurien de la Gravière, mon premier aide de camp, s'est écrié : « Madame, en ce moment, vous êtes cornélienne ! »

— Il se trompait, l'amiral !

— Oh !... J'étais si fière de son exclamation !... Et pourquoi se trompait-il ?

— Les héroïnes de Corneille sont sublimes ; je n'en disconviens pas. Mais ce sont des ergoteuses ; elles dissertent et subtilisent indéfiniment sur leur devoir. Jusque dans les instants les plus pathétiques, elles argumentent. Ce ne sont pas des femmes, ce sont des abstractions :

Impitoyable sort, dont la rigueur sépare

Ma gloire d'avec mes désirs !

Est-il dit que le choix d'une vertu si rare

Coûte à ma passion de si grands déplaisirs ?

Et c'est l'infante de Castille, la rivale de Chimène, qui raisonne ainsi ! Que dirais-je de Camille et de Pauline ?... Or, dans votre cas,

le raisonnement n'a joué aucun rôle. Vos énergies profondes se sont réveillées spontanément et c'est là ce qui est beau !

Elle rit :

— Eh bien, je ne me vanterai plus d'avoir été comparée aux héroïnes cornéliennes !... Mais revenons à l'époque sinistre.

Sans le moindre effort, avec une mémoire qui ne trébuche pas une seule fois, elle me raconte la crise obscure et mouvementée qui s'est terminée, le 9 août, par le renvoi du ministère Émile Ollivier. Entre autres détails, je note ceux-ci : — Dès son retour aux Tuileries, l'impératrice a voulu convoquer les Chambres, afin de prendre immédiatement son appui sur la représentation nationale. Avait-elle, comme régente, le droit d'ordonner cette convocation ? Ne devait-elle pas en référer à l'empereur ? C'était discutable. Émile Ollivier soutenait, avec de grands gestes, que la réunion du Parlement demeurerait la prérogative absolue de l'empereur ; il déclarait, en outre, que ce serait une faute énorme, une absurdité, de rouvrir la tribune dans une heure de péril national où il fallait avant tout éviter les discordes et calmer les esprits : là-

dessus, il ne doutait pas que l'empereur serait de son avis.

— Mais sa véritable objection, me dit l'impératrice, et qu'il se gardait bien de nous avouer, c'est qu'il était sûr d'être renversé dès la première séance, tant il était devenu impopulaire, tant les sénateurs et les députés étaient humiliés d'avoir cru en lui... Devant la perspective de sa chute certaine, il parlait et s'agitait comme un insensé. Pour garder le pouvoir, il était prêt à n'importe quel reniement de son credo politique. Savez-vous ce qu'il a eu l'audace de me proposer, lui, le champion du gouvernement représentatif, l'instaurateur de l'Empire libéral? Devinez! Un coup d'État contre le Parlement! Il n'avait conçu rien moins que de faire enlever, la nuit, tous les députés de l'opposition, Jules Favre, Gambetta, Jules Simon, Kératry, Arago, Jules Ferry, etc., puis de les faire conduire à la Rochelle, d'où un navire de guerre les eût transportés à l'île de Ré! Ne croyez pas que ce fût là une simple idée qui lui traversait la tête. Il avait donné ses ordres à la préfecture de police et préparé tout le détail des arrestations. Lorsqu'il est venu

m'en parler, — car il a bien dû finir par m'en parler, — je lui ai dit : « Et vous vous imaginez que l'opposition va se laisser faire, que les faubourgs de Paris ne vont pas se soulever, que Lyon, Marseille, Bordeaux, Saint-Étienne, Limoges resteront calmes ? Vous ne voyez pas que vous allez déchaîner la guerre civile sur tout le territoire... la guerre civile sous le feu de l'ennemi ?... Non, monsieur, non, moi régente, cela ne se fera pas !... » Il m'a quittée, fort pénaud.

Quand il s'est agi de nommer le nouveau cabinet, l'impératrice a rencontré le même obstacle constitutionnel que pour la réunion des Chambres : la désignation des ministres excédait incontestablement ses pouvoirs de régente :

— N'importe ! me dit-elle, j'ai passé outre... On m'a reproché de n'avoir pas consulté l'empereur. Je n'en avais pas le temps. Et puis l'empereur, accablé par les soucis du commandement, déprimé par les douleurs physiques, n'aurait pas pu envisager la situation avec la liberté d'esprit et les renseignements exacts dont je disposais, moi... Je me rappelle que, à l'instant où j'allais signer les

décrets de nomination, un de mes plus dévoués collaborateurs m'a suppliée de n'en rien faire : « De grâce, ne signez pas cela ! C'est illégal, c'est révolutionnaire ! » J'ai répondu : « Tant pis ! Ma conscience m'ordonne de signer : je signe... Je m'en expliquerai plus tard avec l'empereur ! »

Le ton sec et décisif dont elle articule ces derniers mots, en redressant la tête, me fait sentir que notre conversation touche à l'un des problèmes les plus troublants que pose l'histoire de cette période et qui se formule ainsi : « Du jour où l'impératrice Eugénie a constaté que l'usure physique et morale de Napoléon III ne lui permettait plus aucun effort de volonté, qu'il était devenu aussi incapable de gouverner son empire que de commander ses troupes, n'en a-t-elle pas conclu qu'elle devait progressivement l'éliminer du pouvoir, se substituer à lui, concentrer dans ses mains toutes les prérogatives de l'autorité souveraine, avec l'idée obsédante et secrète de sauvegarder le patrimoine de son fils ? »

C'est à quoi je réfléchis, pendant qu'elle me raconte les débuts, très actifs, du minis-

tère présidé par le général de Palikao. Tout d'abord, les nouveaux ministres imposent à l'empereur la destitution de son major-général, l'infortuné Le Bœuf, et le mettent en demeure de résigner le commandement suprême de l'armée pour le transférer à Bazaine. Comme le nom de Bazaine me fait sursauter, l'impératrice me dit :

— Je vous assure que Bazaine inspirait alors une confiance absolue.

— Malgré le Mexique !

— Oui, malgré le Mexique. Et la preuve, c'est que l'empereur lui avait donné le commandement de la garde impériale... Du reste, je n'ai jamais cru qu'il ait trahi. Mais nous reparlerons de Bazaine.

Elle énumère ensuite, rapidement, les mesures d'ordre politique, militaire, financier, que le cabinet du 10 août a su prendre, avec un zèle infatigable, pour l'organisation de la défense nationale et le raffermissement de l'esprit public.

Mais, dans la coulisse, je vois se démener les véritables maîtres de l'heure, les membres du Conseil privé, mis au rancart depuis l'avènement de l'Empire libéral, les anciens servi-

teurs du pouvoir absolu, Baroche, La Valette, Persigny, le maréchal Vaillant et surtout leur chef, l'habile et vigoureux avocat de l'autocratie napoléonien, le président du Sénat, Rouher. La régente ne s'inspire que d'eux, n'a foi qu'en eux.

Cependant, autour de Metz, la situation s'aggrave soudain. Le 18 août, après les terribles hécatombes de Borny, Rezonville et Saint-Privat, l'armée du Rhin est bloquée. Deux jours avant la fermeture de la tenaille allemande, Napoléon III a pu s'échapper lamentablement par la route de Verdun et gagner Châlons, où le vaincu de Fröeschwiller, Mac-Mahon, achève de rallier ses troupes.

— C'est alors, continue l'impératrice, que, sous l'influence toujours néfaste du prince Napoléon, l'empereur a décidé de rentrer à Paris avec l'armée de Mac-Mahon, pour se remettre à la tête du gouvernement ; le télégramme, qui m'informait de cette décision, m'apprenait en outre que le général Trochu était nommé gouverneur de la capitale... La nomination de Trochu me semblait une lourde erreur. Il fallait vraiment tout le mauvais

esprit du prince Napoléon pour avoir l'idée de confier la sécurité des souverains, et la défense de nos institutions à un général ambitieux, intrigant, jaloux, perfide, théâtral, qui ne se cachait pas de me haïr et qui avait déjà lié partie avec nos pires ennemis. Je me serais accommodée pourtant de ce dangereux Tartufe. Mais ce que je ne pouvais admettre, ce qui m'apparaissait impossible, d'une impossibilité matérielle autant que morale, c'était le retour de l'empereur à Paris. On l'aurait accusé de n'avoir pas voulu marcher au secours de Bazaine, pour ne songer qu'au salut de son trône et de sa dynastie. On aurait crié à la trahison. Toute la population parisienne se serait ameutée contre lui. Aucune escorte n'aurait pu le défendre. Sa voiture ne serait pas arrivée jusqu'au Louvre. Il ne serait pas rentré vivant aux Tuileries !...

Tandis qu'elle parle ainsi, blême, la voix haletante, je sens passer en elle toute l'horreur des grands drames révolutionnaires.

Après un court silence, elle reprend, d'un ton plus calme :

— Voilà pourquoi j'ai voulu que l'empereur conduisît l'armée, non plus vers Paris

mais vers le nord, au secours de Bazaine. Et ce fut aussi l'opinion de tous les ministres.

Puis elle me regarde bien en face, comme si elle me provoquait à lui répondre.

— Je comprends, madame, que l'empereur ne pouvait pas revenir à Paris, avant de s'être réhabilité par une victoire. Mais ce que je trouve infiniment regrettable, — excusez-moi de vous le dire, — c'est l'envoi de l'armée vers le nord. Tous les stratèges condamnent cette manœuvre.

Elle fait un geste d'agacement :

— Je viens de vous dire que l'empereur ne pouvait pas rentrer à Paris !

— L'empereur, soit !... Mais l'armée ?

— Il ne pouvait pas quitter l'armée !

J'insinue que, dans l'état misérable de sa santé, il aurait pu légitimement aller prendre quelque repos à Compiègne, à Blois, à Biarritz.

Une flamme courte lui traverse les yeux :

— Abandonner ses troupes, la veille d'une bataille, lui, un Napoléon ! Il se serait couvert de honte pour jamais devant l'histoire !... J'aurais mieux aimé qu'il se fît tuer !

— Il y a songé, n'est-ce pas ?

— Oui, mais plus tard, à la dernière étape de son calvaire, à Sedan.

Voici maintenant l'épilogue tragique du règne. Je demande à l'impératrice quel jour et comment elle a reçu la nouvelle de la catastrophe ; on a prétendu en effet qu'elle l'a dissimulée durant vingt-quatre heures, même à ses ministres, afin de ne pas contrecarrer une tentative suprême qu'elle faisait auprès de Thiers par l'entremise de Mérimée pour sauver le régime impérial. Elle me déclare péremptoirement :

— C'est le samedi 3 septembre, vers la fin de l'après-midi, que le ministre de l'Intérieur, Chevreau, est venu m'annoncer la capitulation de Sedan. Sur la foi de M. Thiers, on a publié que je connaissais la sinistre nouvelle depuis vingt-quatre heures et que je l'avais gardée secrète, pour moi seule ; car je négociais avec les députés de la gauche, dont M. Thiers lui-même, une combinaison parlementaire où je mettais mon dernier espoir de sauver la dynastie. Eh bien ! toute cette histoire est fausse ; elle ne contient pas un mot de vérité ! C'est un mensonge de M. Thiers. D'ailleurs, je n'ai jamais pensé

que M. Thiers eût l'esprit assez large, le cœur assez noble, pour oublier ses rancunes et venir à mon aide ; je ne me serais donc pas diminuée jusqu'à lui demander secours.

— Comment ! Ce n'est pas vrai que, le 3 septembre, Mérimée s'est présenté, de votre part, chez M. Thiers, pour le conjurer de se rallier à vous, et que M. Thiers lui a répondu : « Après Sedan, rien à faire !... Qu'ils s'en aillent ! »

— C'est faux, archifaux. Je n'ai donné aucune mission quelconque à Mérimée, qui, du reste, connaissait trop bien mes sentiments pour entreprendre une pareille démarche sans un ordre de moi.

Voulant tirer au clair tout le détail de ces journées historiques, je lui pose encore une question.

— Dans cet après-midi du 3 septembre, à quand remontaient vos plus récentes nouvelles de l'armée ?

— Là-dessus, je serai moins précise. Je me rappelle pourtant que, depuis trois ou quatre jours, je n'avais reçu de l'empereur aucun télégramme, aucune lettre. Et ce long silence, inexplicable, m'entretenait dans une affreuse

angoisse ; je ne mangeais plus, je ne dormais plus ; j'avais sans cesse la gorge pleine de sanglots... Je crois me rappeler aussi que, la veille, donc le 2 septembre, le jour même de la capitulation, le général de Palikao m'a dit : « Nos communications avec Sedan sont coupées ; je crains que l'armée ne soit bloquée dans la place. » Enfin, je venais d'apprendre que mon fils, qui ne pouvait rester sans péril au quartier général et qu'on avait installé à Mézières, avait dû partir brusquement pour Landrecies ; j'en conclusais que l'ennemi n'était plus loin de Mézières... Voilà tout ce que je savais, le 3 septembre, à la fin de l'après-midi, quand Chevreau est venu m'apporter le télégramme de l'empereur : *L'armée est prisonnière ; j'ai dû rendre mon épée ; je viens de voir le roi Guillaume ; je pars pour Wilhelmshöhe.* Chevreau m'a quittée immédiatement pour aller communiquer la nouvelle à ses collègues. Aussitôt, j'ai appelé mes secrétaires, Conti et Filon ; je les ai appelés en criant, comme on appelle au secours ; je leur ai montré le télégramme. Et puis... et puis, tout ce que j'avais sur le cœur a débordé... Je ne vous en dirai pas plus.

Ce qu'elle ne veut pas me dire, je le sais par une autre confidence qui a, pour moi, toute la valeur et tout l'accent d'une confession directe. Donc, sous le coup de la nouvelle foudroyante, après l'ahurissement et la suffocation des premières minutes, l'impératrice a donné libre cours au torrent des colères, des révoltes, des humiliations, qui s'accumulaient depuis des semaines dans son âme orageuse. Les traits convulsés, les yeux hagards, telle qu'une Érynnie, elle vociférait des propos éperdus : « Non, l'empereur n'a pas capitulé ! Un Napoléon ne capitule pas. Il est mort !... Vous m'entendez : je vous dis qu'il est mort et qu'on veut me le cacher !... » Puis, se contredisant elle-même : « Pourquoi ne s'est-il pas fait tuer ? Pourquoi ne s'est-il pas enseveli sous les murs de Sedan ?... Il n'a donc pas senti qu'il se déshonorait ? Quel nom il va laisser à son fils !... » Après cette explosion, elle a fondu en larmes, invoquant à genoux son mari, le suppliant de lui pardonner les aberrations que l'excès de la douleur venait de lui arracher... Et la scène a fini par un évanouissement.

Sur la journée du 4 septembre, elle ne me

dit rien qui ne soit connu. Je remarque toutefois que, dès le matin, après avoir entendu la messe avec quelques intimes, elle s'est complètement ressaisie, comme au lendemain de Fröeschwiller et de Forbach.

Cependant, la tourmente révolutionnaire se prépare dans les faubourgs. De quart d'heure en quart d'heure, les nouvelles sinistres arrivent aux Tuileries. Sous l'œil complaisant du général Trochu, l'émeute se propage et s'organise. Bousculant la police, des bandes forcenées parcourent les boulevards. Au Corps législatif, on délibère sur la vacance du trône et l'on évoque les précédents de 1814, comme si l'on y cherchait la meilleure formule de parjure.

La régente ne garde pas moins tout son calme et toute sa dignité. Quand les délégués de la Chambre, conduits par Buffet, le comte Daru, le comte d'Ayguevives et le marquis de Talhouët, viennent la supplier de remettre le pouvoir exécutif à une Commission de gouvernement, qui serait élue par l'Assemblée, elle s'y refuse impassiblement, par les raisons les plus hautes : « L'avenir de notre dynastie ne compte plus pour moi ; je ne pense qu'à

l'avenir de la France. Mon unique souci personnel est de remplir, dans toute leur étendue, les devoirs que mon rang et ma fonction m'imposent ; or, le plus clair de ces devoirs est de ne pas désertier mon poste... Quant aux représentants du pays, leur devoir me paraît aussi évident que le mien : ils doivent ajourner leurs querelles de parti et se serrer autour de moi pour faire masse contre l'invasion. Ils tiennent le sort de la guerre entre leurs mains... »

C'est avec une parfaite simplicité qu'elle me raconte cette grave discussion. Quand elle s'arrête, je reprends :

— Un jour, il y a quelque dix ans, j'ai eu l'occasion d'entendre l'austère Buffet lui-même déclarer que dans cette conférence du 4 septembre, vous fûtes admirable d'énergie, de patriotisme et de sang-froid.

— J'ai fait ce que j'ai pu... D'ailleurs, quel résultat !

Puis, avec la visible impatience d'en finir, elle esquisse rapidement tout ce qui a suivi : — la proclamation de la déchéance et de la république ; le Corps législatif envahi ; les troupes levant la crosse en l'air ; le général

Trochu haranguant la foule et passant à l'émeute ; le flot des insurgés se ruant vers les Tuileries, etc... Elle accélère encore son débit pour évoquer son départ précipité du palais, avec sa lectrice Mme Lebreton, sous la protection de Nigra, Metternich et deux ou trois fidèles ; son interminable course en fiacre, dans Paris, à la recherche d'un abri sûr ; l'humiliante obligation d'aller, en dernier lieu, demander asile au dentiste américain, le docteur Evans ; la randonnée piteuse du voyage à Deauville, dans le landau fermé, le dentiste sur le siège ; la traversée de la Manche sur un yacht à voiles de quarante tonneaux, par une mer furieuse ; enfin, l'horrible détresse de l'atterrissage nocturne à l'île de Wight.

Ayant achevé son récit, elle demeure quelques instants silencieuse et recueillie. Soudain, son visage prend l'air étonné, comme si elle sortait d'une réflexion étrange :

— Pourquoi cela me fait-il du bien de vous raconter ce cauchemar ?

— C'est peut-être parce que vous y pensez toujours.

— En effet, j'y pense toujours !

Elle réfléchit de nouveau, puis :

— J'ai une telle foi dans la justice de Dieu que je devrais n'attacher aucune importance à la justice des hommes, d'autant plus que je ne tarderai pas beaucoup à comparaître devant la première. Mais non ! j'ai l'illogisme et la faiblesse de penser constamment au verdict que rendra le tribunal de l'histoire. Alors, quand l'occasion s'offre à moi, — ce qui est rare, très rare, — j'apporte mon témoignage, après m'être juré à moi-même que je dirai « la vérité, toute la vérité, rien que la vérité... » Aujourd'hui, c'est vous le greffier.

Je la remercie de la confiance dont elle m'honore. Elle répond à mes remerciements par quelques mots affectueux. Et c'est la fin de ma visite.

Quand je sors de l'Hôtel Continental, il est six heures.

L'après-midi s'achève radieuse. Les Tuileries baignent dans une lumière charmante. Rajeunie par les pluies continues de ces derniers jours, la verdure des tilleuls et des marronniers est d'une fraîcheur tendre. Les cris joyeux des enfants et les toilettes claires des

femmes animent le jardin. Sans m'y arrêter, je gagne la Terrasse du Bord de l'eau, qui s'allonge, tranquille, dans la solitude et le silence.

Napoléon III venait souvent se promener ici, le matin, en fumant son éternelle cigarette. On fermait alors les grilles, aux deux extrémités de la terrasse, pour que personne ne vînt déranger l'auguste rêveur.

Après ce que je viens d'entendre, le décor est singulièrement propice à l'évocation de son image. Pourtant, ce n'est pas dans ce lieu, ce n'est pas sur les berges plates de la Seine qu'il m'apparaît : c'est sur les rives sinueuses et vallonnées de la Meuse, pendant qu'il marche ou plutôt qu'on l'entraîne vers Sedan. Ne gouvernant plus son empire, ne commandant plus ses troupes, relégué dans les bagages et les convois, il n'est plus, physiquement, qu'une pauvre loque humaine. Ses cheveux sont devenus tout blancs. L'œdème de ses paupières lui ferme les yeux. Il a le teint blafard, le dos voûté. Les moindres cahots de sa voiture lui arrachent un gémissement. Il ne se tient à cheval qu'au prix de lancements atroces. On le voit, un jour, descendre préci-

pitamment de sa berline pour aller s'appuyer la tête contre un arbre, tant les spasmes de sa vessie et les déchirements de ses reins le torturent. Un autre jour, à table, ses aides de camp le voient soudain secoué par de grands frissons, tandis que des larmes coulent sur ses joues creuses et violacées. Enfin, chaque matin dès qu'il se lève, chaque soir dès qu'il arrive à l'étape, son chirurgien, qui ne le quitte pas, lui inflige le supplice de le sonder.

Moralement, l'épreuve est pire encore. Il garde sa pleine intelligence, une parfaite lucidité de l'esprit. Mais il n'est plus capable d'aucune résolution ; il subit n'importe quoi : c'est une paralysie totale de la volonté. Depuis le début, il sait que la marche de l'armée vers le nord est une aberration stratégique, et il s'y résigne. Pourtant, il n'aurait qu'à dire à Mac-Mahon : « Ramenez immédiatement l'armée vers Paris. » Et l'armée ferait immédiatement volte-face. De même, il n'aurait qu'à télégraphier à l'impératrice : « Je rentrerai ce soir à Paris. » Et personne au monde ne pourrait lui défendre d'y rentrer. Car enfin il est toujours l'empereur ! Le soir

de la capitulation, il écrira ces lignes stupéfiantes, qui ne laissent plus rien à deviner de son drame intime : « La catastrophe devait avoir lieu. Notre marche était le comble de l'imprudence et, de plus, elle a été très mal dirigée... » Quelques jours plus tard, il écrira encore : « Certes, la lutte était inégale, mais elle aurait pu être beaucoup moins désastreuse pour nos armes, si les opérations n'avaient pas été constamment subordonnées à des considérations politiques... » Je ne connais pas, dans l'histoire des infortunes souveraines, une déchéance plus lamentable. Et si, maintenant, je voulais conclure, je ne trouverais qu'un mot, — le grand mot de pitié que Sophocle a laissé tomber sur Œdipe : « Malheureux, malheureux ! C'est le seul nom que je puisse te donner ! »

Mais aussi je me rappelle un entretien que j'eus, il y a deux ou trois ans, avec notre chef d'état-major, le général Brun, à propos de la marche vers Sedan. Il me la citait, à titre d'exemple, un jour qu'il examinait devant moi certaines éventualités de guerre : « Il fallait être insensé, me disait-il, pour envoyer l'armée de Châlons vers l'Ar-

gonne et la Meuse. L'opération était inexécutable, surtout avec un chef aussi lent, aussi craintif, aussi perplexe que Mac-Mahon. Pour la réussir, il n'aurait pas fallu moins que l'audace impétueuse, la promptitude foudroyante d'un Frédéric le Grand ou d'un Napoléon I^{er}. L'idée primitive de Mac-Mahon, et qu'il a été obligé d'abandonner sur l'injonction de Palikao, était la seule vraie, la seule qui pouvait encore nous arrêter dans notre course à l'abîme. L'armée aurait dû rétrograder, par échelons, jusque sous les murs de Paris. Là, solidement appuyée aux ouvrages défensifs mais gardant toute sa liberté de manœuvre, elle aurait offert la bataille. En cas d'insuccès, elle aurait de nouveau rétrogradé, toujours par échelons, vers la Loire ou vers l'Yonne, au besoin jusqu'en Touraine ou jusqu'au Morvan. Dès lors le siège de Paris devenait impossible ; la résistance nationale avait le temps de s'organiser ; l'esprit public se relevait. Ainsi la physionomie de la guerre eût changé complètement. Et, quand serait venue l'heure de la paix, nous n'aurions pas été livrés à l'Allemagne, pieds et poings liés ! »

X

Magenta et Solférino. — La blessure brûlante. Le 24 février 1848 et le 4 septembre 1870 : le départ en fiacre.

Dimanche, 27 juin 1909.

Appelé il y a quelques jours à Paris pour conférer avec mon ministre, Pichon, sur les événements de la Péninsule balkanique (1), j'apprends que l'impératrice Eugénie est à l'Hôtel Continental et désire me voir.

C'est tout juste si elle me laisse le temps de lui baiser la main et de prendre le siège qu'elle me désigne. Instantanément, les questions brèves, rapides, martelées :

(1) Le 13 avril 1909, une contre-révolution, fanatique et militaire, avait chassé de Constantinople les politiciens « jeunes turcs », qui avaient usurpé le pouvoir, en juillet 1908. Dix jours plus tard, l'armée de Salonique, entraînée par le généralissime Chevket-Pacha, s'emparaît de la capitale, détrônait le sultan Abdul-Hamid et proclamait, à sa place, Mehmed V. On craignait que la Bulgarie ne profitât de ces événements pour envahir la Macédoine et provoquer ainsi un conflit général.

— Ah çà ! Que se passe-t-il dans les Balkans?... Ce brusque réveil du fanatisme turc ne vous effraie-t-il pas?... Et votre mystérieux tsar Ferdinand, que devinez-vous de ses projets ? Rêve-t-il toujours de se faire couronner dans Sainte-Sophie ? Va-t-il se jeter sur Byzance ?

Je lui explique sommairement la situation :

— Le point grave, le seul point grave est la rivalité croissante de l'Autriche et de la Russie dans la Péninsule balkanique... Au début de la crise turque, j'ai eu la preuve que le gouvernement russe excitait sous main la voracité bulgare. M. Iswolsky (1) a fait plusieurs fois retentir aux oreilles de Ferdinand les paroles tentatrices : « Le jour est venu pour la Bulgarie d'accomplir son devoir historique dans les Balkans. Si elle ne l'accomplit pas, c'en est fait de son avenir national... » Mais le comte d'Aerenthal (2) me semble très supérieur à M. Iswolsky dans le rôle des sorcières de Macbeth et j'ai l'impression que l'Autriche tient désormais le roi Ferdinand ;

(1) M. Iswolsky était alors ministre des Affaires étrangères de Russie.

(2) Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie.

que, tôt ou tard, de gré ou de force, elle le fera entrer dans le jeu de sa politique orientale. C'est ce que je viens de dire à M. Pichon.

— Croyez-vous à une grande guerre dans un avenir prochain?

— Non, pas avant quelques années... Le scénario de la tragédie n'est qu'à l'état d'ébauche. Ce à quoi nous assistons n'est que la plantation du décor, tout au plus un lever de rideau.

Mais soudain, après un silence, le visage de l'impératrice devient dur, sombre, je dirai presque farouche. Puis, d'un ton aigre :

— Je suis particulièrement triste, ces jours-ci ; je suis même ulcérée. La France est trop oublieuse, trop injuste !

— Et pourquoi, madame?

— Pourquoi?... Parce que personne, pas plus dans le gouvernement que dans l'opinion publique, personne, vous dis-je, n'a eu l'idée de célébrer le cinquantenaire de Magenta et de Solférino !... Pourtant, ce furent deux belles victoires et qui s'ajoutent avec honneur à Fontenoy, Jemmapes, Fleurus, Arcole, Rivoli, Marengo, Wagram !... Mais

non : puisque le Second Empire est définitivement rayé de l'histoire de France, les dates des 4 et 24 juin 1859 n'éveillent plus aucun souvenir dans les âmes françaises !... Quelle honte ! Quelle ingratitude ! Est-ce donc pour voir cela que Dieu me fait vivre aussi longtemps !

Ayant soufflé une seconde, elle repart, d'un ton plus acerbe encore et les doigts frémis-sants :

— Que, sous le coup de la défaite, au lendemain de Sedan, le peuple français nous ait accablés, mon mari et moi, de toute sa colère ; que, sans même vouloir nous entendre, il nous ait tenus pour seuls responsables de tous ses malheurs, je ne lui en veux pas. Il a été si brusquement surpris par la catastrophe ; nous lui avons inspiré une telle foi dans la grandeur et les ressources de la France ; il est tombé de si haut !... Mais voilà trente-neuf ans de cela !... Trente-neuf ans, plus d'un tiers de siècle ! Et l'iniquité continue ! L'œuvre brillante et glorieuse de notre règne est systématiquement oubliée, comme si, dans toute l'histoire du Second Empire, il n'y avait eu que le Mexique, Sadowa, Sedan !...

N'est-ce pas abominable? L'œuvre de la justice et de la réhabilitation ne sonnera donc jamais pour nous !...

Elle s'épanche ainsi, passionnément, le front haut, la voix trépidante, le souffle exténué, tandis que, sur le masque blême, deux grosses larmes coulent dans le sillon des rides. Au spectacle de cette douleur sans remède, une grande vision d'art me traverse l'esprit — l'incurable détresse d'Amfortas, au premier acte de *Parsifal* : « La blessure brûlante se rouvre encore ; la blessure brûlante saignera toujours !... »

Cependant, peu à peu, son calme et sa dignité la ressaisissent. Même, pour achever de se détendre, elle se lève de son fauteuil et me conduit à la fenêtre, grande ouverte sur la rue de Rivoli :

— Allons prendre l'air un instant, me dit-elle. Cela me fera du bien ; je me suis trop abandonnée tout à l'heure... Après, je vous rendrai votre liberté.

Je l'accompagne sur le balcon. La journée se termine resplendissante. Sous les rayons fauves du soleil qui s'encadre déjà dans l'Arc de Triomphe, les allées symétriques des Tui-

leries se déroulent comme des ruisseaux d'or.

Est-ce l'éloquence du lieu? Mais, subitement, l'impératrice revient aux pensées amères. Le doigt tendu vers la place de la Concorde, elle me désigne, entre les deux groupes équestres de Coysevox, la grille de l'ancien Pont-Tournant :

— Vous voyez cette rampe... là-bas, derrière ce bouquet d'arbres?

— Oui, madame.

— Eh bien ! C'est là que, le 24 février 1848, le roi Louis-Philippe et la reine Amélie sont montés en fiacre.

Puis, me désignant, à l'opposé, la partie du Louvre que surmonte la tour de Saint-Germain-l'Auxerrois, elle poursuit :

— Moi, c'est là que, le 4 septembre 1870, je suis montée en fiacre... Pourtant, que de fois nous nous étions dit avec l'empereur : « Ah ! Ce n'est pas nous qu'on verra partir en fiacre ; c'est trop ridicule et trop humiliant ! Nous nous ferons plutôt massacrer sur les marches du trône !... » Je suis néanmoins partie en fiacre !

Et, dans un rire sarcastique, elle évoque tous les détails de sa fuite rapide, bousculée,

piteuse... Pour détourner un peu le cours de sa pensée, je reprends :

— Le grand dramaturge de l'histoire s'est toujours fait un malin plaisir de souligner ironiquement l'égalité des monarques devant les caprices et les disgrâces de la fortune. Philippe de Commynes, qui fut un observateur si pénétrant, l'avait déjà noté, en y ajoutant une leçon de haute morale humaine et politique. Un jour que Louis XI riait, à gorge déployée, d'une mésaventure qui venait d'arriver à son mortel ennemi, Charles le Téméraire, voici qu'on lui annonce une mésaventure toute semblable qui vient de lui arriver à lui-même. Et Philippe de Commynes conclut : « Ainsi Dieu lui fit-il sentir qu'il n'aime pas que les princes se moquent les uns des autres. »

XI

La rencontre de l'empereur Guillaume à Bergen. — L'amitié de la reine Victoria.

Mercredi, 12 juin 1912.

Au mois de janvier dernier l'impératrice Eugénie m'avait envoyé ses compliments affectueux pour ma nomination à la direction des Affaires politiques (1). Profitant de son passage à Paris, je vais la remercier.

D'abord, elle m'interroge minutieusement sur mes nouvelles fonctions, sur leur mécanisme, sur les ressorts qu'elles commandent, sur les vastes horizons qu'elles découvrent, sur l'exercice de souplesse et de clairvoyance qu'elles imposent constamment à l'esprit, sur « l'intérêt passionnant qu'elles doivent offrir, pour peu qu'on ait le goût des grands pro-

(1) Le 25 janvier 1912, M. Poincaré, qui venait de s'installer au Quai d'Orsay comme président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, m'avait appelé de Sophia pour me confier la direction des Affaires politiques.

blèmes internationaux et qu'on ne craigne pas les responsabilités ».

Puis, soucieuse de ménager mon temps, elle passe vite aux questions actuelles :

— Il me semble, dit-elle, qu'il y a bien de l'électricité dans l'air. Ne croyez-vous pas qu'un orage se prépare?... Cette guerre italo-turque n'en finit pas ! L'autre jour, le bombardement des Dardanelles a failli rouvrir toute la question d'Orient... Et quelle effervescence dans la Péninsule balkanique ! Votre auguste ami, le tsar Ferdinand, qu'est-il en train de manigancer ? J'affirmerais qu'il médite un coup de théâtre... (1).

Elle achève ce tableau, malheureusement trop exact, par une observation très juste :

— Ce qui me paraît le plus grave dans l'état de l'Europe, c'est l'antagonisme de l'Allemagne et de l'Angleterre. Il n'est pas douteux pour moi que la mission de lord Haldane à Berlin a complètement échoué ; on me l'a d'ailleurs écrit de Londres (2)...

(1) A cette époque, le tsar Ferdinand s'ingéniait précisément à nouer, entre la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro, la coalition qui, le 16 octobre 1912, a déclaré la guerre à la Turquie.

(2) Le 9 février 1912, le ministre de la Guerre britannique,

Elle est amenée à me raconter un curieux entretien qu'elle eut, il y a cinq ans, avec l'empereur Guillaume :

— C'était le 27 juillet 1907, sur les côtes de Norvège, dans le fjord de Bergen, où j'étais venue faire escale, à bord de mon yacht, le *Thistle*. Quand j'arrivai, le fjord était plein de croiseurs allemands qui attendaient le kaiser. Vous pensez bien que la surprise ne me fut pas agréable. Je songeai d'abord à reprendre le large immédiatement. Mais je me dis que j'aurais l'air de fuir... ce qui n'est pas dans mes goûts. Et puis mon yacht avait absolument besoin de se réapprovisionner à Bergen. Donc, je restai sur rade. Quelques heures plus tard, aux approches de minuit, je suis brusquement éveillée par une violente canonnade : le *Hohenzollern* entrait dans le fjord. Vous savez qu'en règle générale, on ne rend pas les honneurs du canon après le coucher du soleil ; mais Guillaume II voulait sans doute frapper mon imagination par ces

lord Haldane, déférant à une invitation de Guillaume II, s'était rendu, en mission officieuse, à Berlin « pour éclairer la situation respective des deux pays ». Il en avait rapporté l'impression que l'Allemagne se préparait à la guerre.

éclats de tonnerre. Hélas ! Elle n'était déjà que trop péniblement frappée, mon imagination ! Je ne pus me rendormir, d'autant plus que, sitôt l'ancre jetée, le *Hohenzollern* expédiait une vedette pour annoncer au commandant du *Thistle* que l'empereur me ferait visite, le lendemain, à onze heures... Cette visite, qui a duré jusqu'au delà de midi, m'a laissé un odieux et troublant souvenir. Le kaiser m'a longuement parlé de la France : « Je vous assure, m'a-t-il dit, que je suis animé, envers elle, des meilleures intentions ; je voudrais m'entendre avec elle, m'allier avec elle, faire de la grande politique avec elle. Impossible ! Les Français ne me comprennent pas ; ils m'ont pris en grippe. Ainsi, tenez : plusieurs fois, je leur ai fait connaître mon désir d'aller à Paris. Eh bien ! non, ils ne veulent pas me voir !... » Je ne me suis pas gênée de lui répondre que, pour gagner la sympathie des Français, il devrait procéder autrement et que Tanger n'était certes pas sur le chemin qui le conduirait à Paris.

— Ce qui ne l'a pas empêché, quatre ans plus tard, de redoubler son erreur géogra-

phique, de l'aggraver même par l'injurieuse manifestation d'Agadir !

— Que voulez-vous ? Il est incorrigible. Il n'écoute personne ; il n'écoute que lui-même ; il se grise de ses paroles... Mais les propos qu'il m'a tenus au sujet de la France ne sont pas ce qui m'a le plus inquiétée dans notre conversation : c'est ce qu'il m'a dit au sujet de l'Angleterre... Oh ! comme il la hait ! Pendant plus de vingt minutes, il a déblatéré contre elle et, spécialement, contre le roi Édouard, qu'il chargeait de tous les crimes... En me quittant, il a remarqué, sur une des tables, un portrait de la reine Victoria, cette photographie que vous voyez là et dont je ne me sépare jamais. Alors, il s'est arrêté, le poing sur la hanche, le torse cambré, l'air furieux. Et, dans cette pose théâtrale, il s'est écrié : « Quand elle est morte, *ils* ne m'ont rien donné d'elle, pas le moindre souvenir ; *ils* m'ont exclu de la famille comme un réprouvé, comme un pestiféré ! »

— Je m'explique, madame, que cette visite vous ait inquiétée. La surexcitation permanente, l'hypertrophie du moi, le besoin de se donner en spectacle, la prédominance des

idées ambitieuses, la griserie du monologue, l'obsession d'être incompris et persécuté sont les symptômes d'un état cérébral que les psychiatres connaissent bien. D'habitude, par prudence, ils conseillent l'internement.

Un sourire pâle détend le visage de l'impératrice, qui me demande :

— A défaut de l'internement, quel remède? Car le danger de guerre n'est plus douteux.

— Le remède, je n'en vois qu'un : c'est de consolider autant que possible la Triple-Entente, laquelle d'ailleurs, étant uniquement défensive, peut vivre en excellents termes avec la Triple-Alliance. Toute la politique de M. Poincaré se résume dans cette formule d'équilibre et de paix.

— Et c'est bien ainsi qu'on la comprend, de l'autre côté de la Manche. Une lettre que j'ai reçue, l'autre jour, de la princesse Hélène, me l'affirme encore (1).

Cette princesse Hélène, qui est, paraît-il, d'une haute distinction morale et qui a suc-

(1) Seconde fille de la reine Victoria, la princesse Hélène, née en 1846, a épousé en 1866 le prince Christian de Slesvig-Holstein; ils résident à la cour d'Angleterre.

cédé à sa mère dans le cœur de l'impératrice, évoque entre nous la mémoire de la reine Victoria.

D'une voix émue, d'un ton religieux, l'impératrice me dit :

— Puisque vous m'avez promis de raconter nos entretiens — plus tard, quand je serai dans l'éternel repos — ne manquez pas de témoigner l'infinie reconnaissance que je garde à cette grande reine qui fut, pour l'empereur et pour moi, la plus dévouée, la plus généreuse, la plus secourable des amies... Vous ne sauriez croire toutes les attentions délicates dont elle nous a comblés, dans les débuts si cruels de notre exil. Elle continuait de nous traiter en souverains, comme au temps où nous étions les alliés de l'Angleterre ; elle me dit un jour : « Vous n'avez plus la souveraineté du pouvoir, mais vous avez une souveraineté plus haute encore, celle du malheur... » Ses visites à Chislehurst nous étaient si bienfaisantes ! Et, quand mon fils étudiait à Woolwich, que de bontés elle a eues pour lui ! Elle semblait chercher toutes les occasions de lui être agréables, de le distraire, de mettre un peu de joie dans sa triste

jeunesse. Enfin, quand il est mort sous l'uniforme anglais, elle a présidé personnellement aux obsèques. Elle ne s'est d'ailleurs pas tenue quitte par cette formalité de cérémonial ; elle a considéré que mon héroïque enfant méritait mieux et elle lui a fait élever une statue dans la chapelle de Windsor où dorment les princes de la famille royale. Depuis cette époque, la reine et moi, nous n'étions plus des amies, nous étions des sœurs.

— Ne vous étiez-vous pas rencontrées l'une et l'autre dans une pensée d'avenir..., au sujet du prince impérial ?

— Oui, nous avions rêvé qu'il épouserait la princesse Béatrice (1). Leurs goûts, leurs caractères, leurs sentiments s'accordaient à merveille ; tout leur promettait le bonheur... Et ce beau rêve aussi a pris fin, le 1^{er} juin 1879, sous la sagaie des Zoulous !

Après un long silence, où je vois briller une larme entre ses paupières, l'impératrice

(1) Dernière fille de la reine Victoria, la princesse Béatrice, née en 1857, a épousé en 1885 le prince Henri de Battenberg ; elle est la mère de la princesse Victoria-Eugénie, qui, par son mariage avec Alphonse XIII, est devenue reine d'Espagne, en 1906.

me rend ma liberté. Mais, tandis que je lui baise la main, elle me glisse à l'oreille, timidement :

— Je voudrais tant vous poser une question !... Vous avez remarqué : c'est toujours quand vous me quittez, que je deviens indiscrète.

— Votre Majesté n'est jamais indiscrète.

— Alors, voici ma question. Si, du jour au lendemain, la guerre apparaissait imminente, inévitable, comment réagirait l'opinion française ? La propagande socialiste n'a-t-elle pas fait déjà de terribles ravages dans les usines et les casernes ?

— Je n'éprouve, à cet égard, aucune appréhension. Depuis le coup d'Agadir, le sentiment national s'est beaucoup relevé. Quant à l'esprit de l'armée, les rapports que le général Lyautey nous envoie de Fez me permettent de vous garantir que les vertus militaires de la race n'ont rien perdu de leur vigueur ancienne. Je suis donc certain que, si la France est attaquée, le peuple français marchera comme un seul homme... Au surplus, j'ai dans mon bréviaire intime une pensée, qui a toujours été pour moi d'un sou-

tien puissant ; elle est de Richelieu, qui l'a consignée dans son *Testament politique* : « Si notre inconstance naturelle nous jette souvent en des précipices effroyables, notre légèreté même ne nous permet pas d'y rester et elle nous en tire avec une telle promptitude que nos ennemis, ne pouvant prendre une juste mesure de variétés si fréquentes, n'ont pas le loisir de les mettre à profit. »

L'impératrice me saisit les mains violemment :

— Oh ! Je vous en supplie, écrivez-moi tout de suite cette admirable pensée, pour que je ne l'oublie pas !

J'écris aussitôt devant elle et je me dérobe à ses remerciements.

XII

Le Second Empire et la Russie. — La guerre de Crimée. Par quels motifs Napoléon III s'y est-il résolu? La querelle des Lieux Saints. « Le Constantin de la France chrétienne. » — Le Congrès de Paris. Brusque revirement de la pensée impériale. Morny. L'alliance anglaise et l'alliance russe. — L'insurrection de la Pologne en 1863. Tension extrême des relations franco-russes. — Visite du tsar Alexandre II à l'Exposition de 1867. L'attentat de Bérézowski. Le « maléfice ». — Jeu machiavélique de Bismarck : l'accord secret de la Prusse et de la Russie en 1870.

Lundi, 19 janvier 1914.

Visite à l'impératrice Eugénie, qui se rend de Farnborough à la Côte d'Azur.

Après m'avoir félicité de ma nomination récente (1), elle poursuit d'un ton grave et contenu :

— Ce ne sont pas seulement les souhaits de mon amitié qui vous accompagneront là-

(1) Le 12 janvier 1914, j'avais été nommé ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, en remplacement de M. Delcassé.

bas : ce sont aussi les vœux de mon patriotisme... Je n'ai pas l'indiscrétion de vous demander quelle politique vous allez faire à Saint-Pétersbourg, et dans quel esprit le gouvernement français vous a confié la succession de M. Delcassé. Mais je crains que votre tâche ne soit lourde ; car je vois l'avenir, le proche avenir, très sombre... Que Dieu vous aide !

Et, comme pour affirmer sa discrétion, elle m'entraîne rapidement sur le terrain neutre de l'histoire, vers les origines lointaines de l'alliance franco-russe, vers la mission que le général de Castelbajac eut à remplir en 1852 auprès du tsar Nicolas, pour l'amener à reconnaître la restauration de la dynastie napoléonienne.

— Ce n'est pas à M. de Morny, ainsi qu'on le croit d'habitude, me dit-elle, c'est au général de Castelbajac que revient la première idée d'unir la France et la Russie dans une collaboration politique de longue haleine.. Mais, en 1854, la guerre de Crimée renversa toute sa combinaison. Il quitta Saint-Pétersbourg, désespéré, car ce gentilhomme gascon avait un grand cœur.

— Je comprends et je partage son désespoir.

Elle ne réprime pas un léger sursaut.

— Vous désapprouvez la guerre de Crimée?... Répondez-moi franchement.

— Je la désapprouve parce qu'elle n'était pas nécessaire et qu'elle n'a pas été lucrative... La querelle des Lieux Saints, même à la considérer avec l'optique particulière de 1854, ne valait pas un conflit. Ces chicanes de moines, ces controverses de préséance et de liturgie, ces disputes de coupes et de cryptes, de tabernacles et de reposoirs, de lampes et de clefs, duraient depuis des siècles : elles auraient pu, sans inconvénient, se prolonger encore.

L'impératrice dresse la tête. Et les sourcils froncés, la voix rude, elle riposte :

— Mais, derrière ces chicanes de moines, il y avait une grande question : l'antagonisme de la croix grecque et de la croix latine !

— L'ancienne monarchie française le connaissait fort bien, cet antagonisme ; elle ne s'en est jamais soucée. Je ne sache pas que la différence de religion ait empêché Louis XVIII et Charles X, leurs ambassadeurs et leurs

ministres, Montmorency et Richelieu, Mortemart et La Ferronnays, Polignac et Chateaubriand, de s'entendre à merveille avec l'autocrate schismatique de Saint-Pétersbourg, et précisément sur le problème oriental. Quant aux moines de Terre-Sainte, orthodoxes ou catholiques, on les priait de se tenir tranquilles... Que Votre Majesté me permette de le lui dire : en 1854, M. de Castelbajac soutenait un des axiomes traditionnels de notre diplomatie.

J'en aurais bien plus à dire sur la folie de 1854, mais puis-je oublier à qui je parle et que le front qui est devant moi porte encore l'ombre d'une couronne? Je perds donc l'occasion de savoir exactement quelle place les considérations de politique intérieure ont tenue dans la crise extérieure d'où est sortie la guerre d'Orient. Au début de son règne, en effet, Napoléon III sentait peser lourdement sur lui le patronage du parti clérical, sans lequel il n'aurait pu restaurer l'Empire et dont il avait encore besoin pour consolider les institutions nouvelles. C'est l'époque où les mandements épiscopaux saluaient en lui « le Constantin de la France chrétienne, le

Charlemagne des temps modernes » ; où il négociait avec la maison de Habsbourg une grande alliance conservatrice qui l'eût fait entrer de plain-pied dans la vieille Europe monarchique ; où il poursuivait enfin secrètement, auprès de Pie IX, l'étrange dessein de se faire sacrer par le Souverain Pontife en personne à Notre-Dame de Paris. Dans les perspectives nuageuses de son imagination romanesque, la guerre d'Orient prenait ainsi le caractère d'une croisade qui offrirait au monde l'édifiant spectacle d'une France pénitente et régénérée, la France de Clovis et de saint Louis, la Fille aînée de l'Église, assumant la protection du Saint-Sépulcre contre les empiétements intolérables de la Russie hérétique...

Mais nous voici maintenant au Congrès de Paris, à ce printemps de 1856 qui marque, dans les annales du Second Empire, une date si lumineuse. L'impératrice me dit, sans me regarder, avec un air de surprise et l'oreille tendue, comme si elle écoutait une voix intérieure :

— Ce qui justifierait peut-être votre opinion sur la guerre de Crimée, c'est le brusque

revirement que j'ai vu s'opérer chez l'empereur, aussitôt que la chute de Sébastopol lui a permis de faire la paix. Il a conçu, dès ce jour, le plan d'une politique nouvelle, fondée sur l'amitié de la Russie. Dans cette amitié, il voyait surtout le moyen de contenir l'Autriche, quand la question italienne viendrait à se poser ; il entrevoyait même la possibilité de s'en servir au profit de la Pologne. Aussi, vous vous rappelez que, durant le Congrès, il n'a cessé de témoigner au comte Orlow les attentions les plus délicates.

— Cette volte-face de la pensée impériale n'est-elle pas due, pour beaucoup, aux conseils de M. de Morny ?

— Moins qu'on ne croit. M. de Morny préconisait une alliance complète, positive, comme celle d'aujourd'hui. Mais l'empereur ne voulait qu'un rapprochement amical, sans obligations précises ; car il n'entendait nullement sacrifier l'alliance anglaise, qui restait la base de sa politique.

— N'aurait-il pu conjuguer les deux alliances, comme a fait M. Delcassé ?

— Non, c'était impossible. Entre les deux alliances il fallait choisir. La situation de 1856

n'avait rien de commun avec celle de 1904. Le traité de Paris avait mis fin à la guerre ; on ne se battait plus ; mais les hommes d'État britanniques, Palmerston, Russell, Clarendon, sans parler du prince Albert, gardaient à la Russie toute leur méfiance et toute leur antipathie. Aucun d'eux n'aurait accepté de nous suivre dans une coopération étroite avec notre ennemie de la veille... Non, je vous l'assure : le rétablissement de rapports amicaux entre Paris et Saint-Pétersbourg était le maximum de ce que les circonstances permettaient de faire alors. Et c'est ce que mon mari a fait. Il n'a eu d'ailleurs qu'à se louer de ses relations avec Alexandre II. Ainsi, je ne vous apprendrai pas qu'au lendemain de Solférino, la Russie nous a rendu un immense service en nous dénonçant le péril qui nous menaçait du côté de la Prusse. J'étais régente, à cette époque ; c'est moi qui ai reçu tout d'abord l'envoyé personnel du tsar, l'aide de camp Schouvalow : je peux vous certifier que si, dans ces jours critiques de juillet 1859, l'armée allemande ne nous a pas attaqués sur le Rhin pendant que toutes nos forces étaient retenues en Lombardie, c'est à l'empereur

Alexandre que nous le devons... Je suis donc persuadée que, par la force des choses, les rapports excellents de nos deux cours seraient devenus bientôt une alliance véritable si, un beau matin, la bombe de l'insurrection polonaise n'avait éclaté sur notre tête.

S'animant, s'exaltant, elle évoque, à larges traits, le drame de 1863, les émeutes de Varsovie, la répression terrible, toute la Pologne aveuglée de sang comme dans un abattoir :

— Vous n'imaginez pas le beau spectacle qu'offrait ce peuple, subitement soulevé pour la défense de sa religion et de sa nationalité. Depuis la révolte de l'Espagne contre la domination française, on n'avait rien vu d'aussi héroïque...

Elle insiste sur le rôle décisif, « le rôle sublime », que le clergé catholique a joué dans la lutte :

— Chaque église était un foyer de patriotisme, de colère et d'amour... Les sermons et l'Eucharistie enflammaient les courages... Dans les combats, le chant des hymnes étouffait le bruit des fusillades... Les condamnés marchaient au supplice avec un scapulaire sur la poitrine et l'image du Christ devant les

yeux... C'est alors seulement que j'ai compris la grande parole de Montalembert : « Depuis l'assassinat de la Pologne, l'Europe est en état de péché mortel... »

Après cette mélopée lyrique, elle reprend :

— Toute la France — et j'en suis fière — vibrait pour la Pologne. Des républicains aux légitimistes, des libres penseurs aux cléricaux, de Jules Favre à Mgr Dupanloup, du faubourg Saint-Germain au faubourg Saint-Antoine, c'était le même cri d'admiration pour les Polonais et d'horreur contre la Russie... J'étais, je l'avoue, parmi les plus enthousiastes. Pour la première et la seule fois de ma vie, je me suis trouvée pleinement d'accord avec mon farouche ennemi, le prince Napoléon... Je voulais même qu'on rétablît l'ancien royaume de Pologne, sous le sceptre d'un archiduc autrichien.

Elle me démontre ensuite comme il était difficile au gouvernement impérial de résister à cet emballement de l'opinion française. Napoléon III ne s'était-il pas institué le champion des indépendances nationales ? La libération de la Pologne n'était-elle pas, comme la libération de l'Italie, un des articles

essentiels de son *credo* politique? N'avait-il pas maintes fois reproché à Louis-Philippe d'avoir abaissé la France par son inertie et sa pusillanimité devant l'insurrection de 1831?...

Elle m'expose alors, avec une vive et sobre clarté, l'irritant débat qui s'est poursuivi, durant toute l'année 1863, entre Paris et Saint-Pétersbourg : — la France prenant officiellement le parti de la Pologne ; le cabinet des Tuileries s'obstinant à vouloir déférer, devant le tribunal de l'Europe, la cause de la nation martyre ; la résistance inflexible et l'irritation croissante de l'autocrate russe ; Napoléon III obligé de s'arrêter enfin, lorsqu'il s'attire d'Alexandre II cette réponse altière, qui fait apparaître au loin, comme dans un éclair, toute la pompe hiératique et flamboyante d'un sacre impérial au Kremlin moscovite : « C'est de Dieu seul que je tiens ma puissance. Je ne relève donc que de Lui dans l'accomplissement de mes devoirs envers mes peuples. Et je ne dois de compte à personne ! »

L'impératrice fait halte un instant. Puis, avec de l'amertume dans les coins de la bouche, elle continue :

— Pour effacer le souvenir de ces douloureux incidents, nous invitons le tsar à l'Exposition de 1867. Il accepte, de bonne grâce. Nous lui préparons une réception éclatante, une hospitalité fastueuse. Mon mari et moi, nous cherchons à lui plaire dans tous ses goûts. Mais la population parisienne lui fait un accueil glacial. Quand il traverse le Palais de Justice pour se rendre à la Sainte-Chapelle, un insolent avocat lui jette à la figure : « Vive la Pologne, monsieur ! »... Le lendemain, au retour de Longchamp, c'est par miracle qu'il échappe au revolver de Bérézowski. Et, quelques jours plus tard, quand le meurtrier comparaît devant la cour d'assises, les jurés lui accordent les circonstances atténuantes, après que le défenseur a copieusement fulminé contre le « bourreau de la Pologne !... » C'est à croire vraiment qu'un maléfice était jeté sur nos relations avec la Russie !

Au fur et à mesure qu'elle déroule cette chronique lamentable, j'en établis tacitement la contre-partie, du côté prussien. Le 23 septembre 1862, Bismarck est nommé ministre des Affaires étrangères, et c'est ce

jour-là qu'il fait son entrée en scène sur le théâtre de la grande politique. Instantanément, il aperçoit les atouts que la révolution polonaise lui met en main pour séparer la France et la Russie : dès le 8 février 1863, la convention Gortchakow-Alvensleben procure au tsar l'assistance militaire de la Prusse contre les rebelles. En 1864, le roi Guillaume et son impérial neveu célèbrent, dans l'allégresse, le cinquantenaire de 1814. En 1865, c'est l'aide de camp Schweinitz qui entretient les continuelles et cordiales relations du Hohenzollern avec le Romanow. En 1866, au lendemain de Sadowa, c'est la mission ostentatoire du maréchal de Manteuffel à Saint-Pétersbourg. Enfin, à l'entrevue d'Ems, le 4 juin 1870, Guillaume obtient secrètement d'Alexandre que, dans le cas d'une guerre franco-allemande, si l'Autriche fait mine de se prononcer pour la France, les armées russes marcheront sur Vienne ; Bismarck a désormais toute liberté de manœuvre dans la direction de l'ouest. Ainsi, à chacun de nos dissentiments avec la Russie, le Machiavel de Berlin a planté un jalon russe vers Sedan.

L'impératrice, dont le regard et la voix s'éteignent depuis quelques minutes, met fin à la conversation :

— Vous partez bientôt, sans doute, pour Saint-Pétersbourg?

— Je suis à la veille de mon départ.

— Quand vous serez présenté à la tsarine douairière, ne manquez pas de lui offrir mes compliments affectueux. Marie-Féodorowna est une de mes plus chères amies. Je vais lui écrire pour qu'elle vous réserve son meilleur accueil et qu'elle vous sache digne de sa confiance. Elle ne s'entend pas très bien avec son fils et pas du tout avec sa belle-fille ; mais, comme elle est très française de cœur, très anti-allemande, elle pourra vous donner, à l'occasion, un conseil utile. Elle vous mettra surtout en garde contre certaines influences mystiques et autres, qu'elle déplore et qui, je le crains, ne faciliteront pas votre tâche. D'après ce qu'elle m'a dit naguère, il se passe des choses étranges, à la cour des tsars. *Something is rotten in the State of Russia...* Et maintenant, adieu ! Lorsque vous serez là-bas, dans votre gloire, pensez quelquefois à votre vieille amie.

XIII

1870 et 1914. Parallèle des deux guerres. « Pourquoi l'Union sacrée ne s'est-elle pas faite en 1870? » — La Guerre mondiale justifie l'impératrice de n'avoir pas voulu signer la paix après Sedan et d'avoir soutenu le gouvernement de la Défense nationale. Sa courageuse résistance aux propositions de Bismarck : une lettre du roi Guillaume. — Le Talisman de Charlemagne.

Vendredi, 5 décembre 1919.

Voilà six années que je n'ai vu l'impératrice Eugénie. Et quelles années !...

S'arrêtant pour une semaine à Paris avant de se rendre au Cap Martin, elle m'a fait dire « qu'elle m'attendait impatiemment ».

Dès le seuil du salon, je suis frappé de sa ruine. Elle a quatre-vingt-treize ans et demi ; elle touche donc au stade ultime du cycle vital. Sous la chevelure de neige, un teint livide, une peau rugueuse et ravinée, des joues flasques, des lèvres blanches, des narines pincées, des orbites caves, des prunelles vitreuses et fixes, un cou décharné,

des mains squelettiques. Mais je m'aperçois vite que, dans ce corps misérable, continue de régner une âme énergique, tenace et fière.

— Oh ! monsieur l'ambassadeur, que je suis émue de vous revoir après de tels événements !

Elle articule ces mots d'une voix ferme, en s'arc-boutant aux bras de son fauteuil pour se redresser majestueusement comme autrefois. Puis, hochant la tête :

— Vous rappelez-vous notre conversation de 1906, la prophétie que vous a faite M. de Courcel : « Si Dieu vous accorde une longévité normale, vingt années encore, par exemple, vous verrez la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France ? » Je l'avais écrite aussitôt, cette prophétie et j'y pensais constamment. Je n'aurais jamais cru cependant que, moi, je la verrais s'accomplir !... Aujourd'hui, je comprends pourquoi Dieu m'a fait vivre aussi longtemps. Ma chère amie, la reine Victoria, qui avait une confiance absolue dans la justice et la bonté divines, me répétait souvent : « Ce que nous ne comprenons pas maintenant, nous le

comprendrons plus tard,... dans cette vie ou dans l'autre. Mais l'explication ne nous manquera certainement pas. » Dieu m'a fait la grâce de me donner l'explication alors que je peux encore m'en réjouir ici-bas. J'aurai donc eu la consolation suprême de voir la France rétablie dans son intégrité nationale ! Et j'ai aussi le soulagement de pouvoir me dire que nos morts de 1870, les héros de Wissembourg et de Forbach, de Frœschwiller et de Reichshoffen, de Rezonville et de Gravelotte, sont enfin payés de leur sacrifice.

Le tremblement de ses mains, l'oppression de sa poitrine, la fêlure de sa voix l'arrêtent une seconde. Mais, s'étant ressaisie, elle conclut avec une émouvante solennité :

— Dans la liturgie des agonisants, il y a une prière que j'ai méditée bien des fois, la prière qu'on récite au dernier instant : *Proficiscere de hoc mundo, anima christiana...* « Quittez ce monde, âme chrétienne, sortez de votre corps !... » Eh bien ! Quand le prêtre les prononcera sur moi, ces paroles sublimes, c'est en pleine gratitude, en pleine sérénité, que mon âme obéira.

Je la remercie de m'avoir pris pour témoin d'une si noble effusion. Tout ce qu'elle me dit ensuite sur les épisodes principaux de la guerre mondiale me prouve qu'elle les a vécus en intime communion avec l'âme française. J'observe d'ailleurs qu'elle y a mêlé continuellement, comme un *leit-motiv*, le souvenir de 1870. C'est ainsi que l'« Union sacrée » — ce miracle d'enthousiasme et de concorde qui a groupé tous les Français contre l'Allemagne, durant quatre années — lui arrache cette plainte :

— Pourquoi la même union ne s'est-elle pas réalisée autour de l'empereur et de moi, sous le coup de nos premiers désastres? Pourquoi les passions publiques se sont-elles déchaînées contre nous après Frœschwiller et Forbach, puisqu'elles se sont si bien contenues après Charleroi? Enfin, pourquoi ne m'a-t-on pas écoutée, le 4 septembre, quand je suppliais qu'on fît trêve aux querelles intérieures pour ne songer qu'à la France?...

Elle me dit encore :

— Je dois rendre justice à la République ; elle était mieux préparée aux événements de 1914 que nous ne l'étions à ceux de 1870 :

elle avait un bon outillage militaire et de fortes alliances... Je me rappelle qu'en 1871, dans les jours affreux qui suivirent la signature de la paix, mon pauvre mari, sanglotant, me répétait : « Puisse au moins cette cruelle leçon ne pas être perdue ! Puissent les Français tirer de cette catastrophe un durable enseignement pour l'avenir !... » Eh bien ! La leçon n'a pas été perdue ; l'enseignement a porté ses fruits.

Elle ferme un instant les yeux comme si elle plongeait dans le passé ; puis elle reprend avec chaleur :

— N'estimez-vous pas que la Guerre mondiale me justifie absolument d'avoir cru qu'après Sedan la France pouvait résister encore, d'avoir soutenu dans toute la mesure de mes faibles moyens l'héroïque effort de la Défense nationale, enfin de n'avoir jamais voulu pactiser avec la Prusse, au risque même de perdre ainsi notre dernière chance de remonter sur le trône?... Dieu sait si le parti impérialiste m'a reproché mon attitude et mes sentiments d'alors ! J'avais contre moi jusqu'à mon entourage intime, jusqu'à mes dévoués amis de Hastings et de Chislehurst !

...Vous vous rappelez, n'est-ce pas, l'intrigue de Régnier, les missions du général Bourbaki et du général Boyer, toutes les manigances de Bismarck pour hâter la reddition de Metz et la signature de la paix?

— Oui, je m'en souviens ; mais je voudrais savoir, de Votre Majesté elle-même, quel fut, dans cet imbroglio, son rôle exact?

— C'est très simple. Voici d'abord ce que Bismarck voulait obtenir de moi. Revendiquant mes pouvoirs de régente, j'aurais ordonné au maréchal Bazaine d'affirmer, par un manifeste, que l'armée du Rhin entendait rester fidèle à son serment, se faire le champion de la dynastie napoléonienne et se rallier autour de moi. Forte de ce *pronunciamiento*, j'aurais prescrit au maréchal de livrer Metz aux Allemands et de venir me joindre avec ses troupes à Calais ou à Rouen. Là, j'aurais convoqué les Chambres, reconstitué le gouvernement et négocié la paix... Je vous assure que je n'ai pas eu besoin de réfléchir pour repousser avec indignation un tel projet ; car enfin ce qu'on me demandait, ce n'était pas moins que céder Metz, paralyser l'œuvre de la Défense nationale, opposer l'armée du

Rhin à l'armée de la Loire, déchaîner la guerre civile ! Et tout cela pour quoi ? Pour faire la paix le plus vite possible... Mais quelle paix ? Oh ! me disait-on, une paix honorable, modérée, comme celle que l'Autriche a signée en 1866, et, en tout cas, une paix beaucoup moins rigoureuse que celle qui serait imposée de force à la République du Quatre-Septembre, car l'Empire seul pourrait garantir à l'Allemagne ce qui lui importe essentiellement — le maintien de l'ordre social et la stricte exécution du traité. N'allait-on pas jusqu'à me dire que, pour s'assurer l'avantage de négocier avec un gouvernement solide, l'Allemagne ne réclamerait aucune cession de territoire, qu'elle exigerait tout au plus le démantèlement de Strasbourg, qui serait proclamée « ville libre », et une forte indemnité de guerre !

— Qui vous tenait ce langage ?

— Qui?... Mais tous les chefs de notre parti, réfugiés à Londres ou à Bruxelles, et notamment Rouher, La Valette, Persigny, Chevreau... Je ne vous cacherai pas que leur argument principal, l'argument des conditions moins rigoureuses, m'impressionnait

beaucoup. J'ai voulu en avoir le cœur net, j'ai pris mon courage à deux mains et je me suis adressée directement au roi Guillaume... Alors, il a bien fallu que l'Allemagne découvrit son jeu, c'est-à-dire son implacable décision de nous arracher l'Alsace et la Lorraine. Voilà ce que Bismarck espérait obtenir de ma faiblesse ou de ma vanité, en faisant briller devant moi la perspective de notre restauration dynastique ! Et voilà dans quel piège honteux je serais tombée, si je n'avais résisté aux instances, aux objurgations de ceux qui m'entouraient... Le 27 octobre, la chute de Metz a coupé court à ces intrigues... S'il y en a eu d'autres, par la suite, je ne les ai pas connues !

Que veut-elle dire par ces derniers mots énigmatiques, par cette allusion à « d'autres intrigues » dont elle affirme n'avoir pas eu connaissance?... Peut-être me signifie-t-elle ainsi qu'elle repousse toute complicité dans l'humiliante et stérile négociation où, quelques semaines plus tard, le captif de Wilhelmshöhe eut la faiblesse de s'engager clandestinement avec le roi Guillaume, sous l'influence d'une ancienne amie, une

rouée de grande allure, la comtesse de X...

Mais je n'ai pas le courage de le lui demander, quand je la vois s'arrêter de nouveau, les mains tremblantes, le souffle épuisé. Je me borne donc à lui dire toute mon admiration pour sa ferme résistance aux offres captieuses de Bismarck. Elle me répond avec simplicité :

— Le devoir politique me commandait peut-être une autre conduite ; mais l'honneur ne me permettait pas d'agir autrement... Or, je l'ai remarqué plusieurs fois dans ma vie : les commandements du devoir ne sont pas toujours inconciliables avec notre égoïsme ou notre lâcheté : aucune transaction n'est possible avec l'honneur.

Elle me raconte, à ce propos, un détail curieux et d'une haute valeur historique : c'est la lettre que le roi Guillaume lui adressa, le 26 octobre 1870, pour lui confirmer les exigences draconiennes de son chancelier. Dans cette lettre, le monarque prussien, parlant au nom de toute l'Allemagne, déclare : *« J'aime mon pays comme vous aimez le vôtre et, par conséquent, je comprends les amertumes qui remplissent le cœur de Votre Majesté... »*

Mais, après avoir fait d'immenses sacrifices pour sa défense, l'Allemagne veut être assurée que la guerre prochaine la trouvera mieux préparée à repousser l'agression sur laquelle nous pouvons compter aussitôt que la France aura réparé ses forces ou gagné des alliés. C'est cette triste considération seule et non le désir d'agrandir ma patrie, qui me force à insister sur des cessions de territoire qui n'ont d'autre but que de reculer le point de départ des armées françaises dans l'avenir...

Ainsi, pour justifier l'annexion de nos provinces, le roi Guillaume ne les revendique pas comme des terres allemandes qui doivent rentrer dans le patrimoine allemand ; il les réclame comme une sauvegarde contre une agression future des armées françaises, comme un bastion avancé, un glacis extérieur de l'Empire germanique. Le principe des nationalités, « les droits imprescriptibles et primordiaux de l'ethnographie », pour employer le vocabulaire des Treitschke, des Sybel et des Mommsen, n'y sont même pas sous-entendus ; les intérêts de la stratégie et les convenances militaires sont le seul motif allégué : l'enlèvement de l'Alsace et de la

Lorraine y apparaît dans toute sa franchise brutale — une spoliation. Je suis donc heureux d'apprendre que l'impératrice a consenti récemment à se dessaisir du précieux autographe pour le donner à nos Archives nationales. Elle conclut par ces mots :

— Vous voyez ce qu'on trouve dans les fondations de l'unité allemande et les nobles titres dont elle peut se glorifier : d'abord un faux abominable — la dépêche d'Ems — puis l'aveu cynique d'un mensonge — la lettre de Guillaume !

L'impératrice me parle ensuite d'un autre don qu'elle vient de faire à la France et qui, pour n'avoir qu'une valeur symbolique, n'en est pas moins d'une qualité rarissime : le Talisman de Charlemagne. C'est une pendeloque de perles et de saphirs, dont la monture enchâsse un morceau de la Vraie Croix. Charlemagne la portait sur lui constamment. Elle lui venait du calife Haroun-al-Raschid, qui la lui avait envoyée de Bagdad, avec les clefs du Saint-Sépulcre, l'étendard de Jérusalem, un oliphant d'ivoire et des cimenterres damasquinés. Il l'avait encore sur la poitrine lorsqu'on l'inhuma dans la

cathédrale d'Aix-la-Chapelle. Mais, au douzième siècle, sa tombe fut ouverte et les chanoines en retirèrent la sainte relique pour l'exposer à la vénération des fidèles. Or, le 2 septembre 1804, Napoléon, visitant les provinces rhénanes avec Joséphine, voulut bien *permettre* que la prestigieuse pendeloque fût offerte à son épouse, afin qu'elle pût s'en parer prochainement à la cérémonie du sacre. Dix ans plus tard, la reine Hortense hérita du joyau, qu'elle transmit à son fils. Et c'est ainsi que, en 1853, Mlle de Montijo le trouva dans sa corbeille de noces. L'impératrice ajoute :

— Ce talisman, j'y tenais comme à la prunelle de mes yeux ; je l'avais auprès de mon lit, pendant que j'accouchais du prince impérial... Mais, depuis 1879, depuis que je n'ai plus d'héritier direct, une question s'est posée pour moi, une question qui me troublait beaucoup : après ma mort, que deviendrait la relique ? Maintes fois, sous un prétexte ou un autre, l'archevêque de Cologne et le chapitre d'Aix-la-Chapelle m'avaient suppliée de la restituer au trésor carlovingien : je m'y étais obstinément refusée. Puis, j'avais pensé

la donner, de mon vivant, au pape Léon XIII, en souvenir du pape Léon III, par qui Charles fut couronné empereur, dans la basilique de Saint-Pierre, devant le tombeau des Apôtres, la nuit de Noël 800... Mais j'ai réfléchi que, tôt ou tard, les gens de Cologne et d'Aix-la-Chapelle obtiendraient de quelque pape complaisant la restitution du joyau ; car, en droit strict, théologiquement, aucune prescription n'opère sur les reliques... Je demeurais donc fort perplexe, quand survint la guerre de 1914. L'horreur que me causa le bombardement de Reims m'illumina tout à coup. Un beau matin, je m'écriai : « C'est à Reims que je léguerais le Talisman de Charlemagne, et ce sera la punition des Barbares ! » J'avais justement, près de moi, la personne la plus capable de me conseiller à cet égard, le très savant abbé de Farnborough, dom Cabrol. Il étudia les moyens légaux de réaliser la donation et il sut trouver des formules telles que, dans aucune éventualité, ni le gouvernement français, ni l'archevêque de Reims, ni même le Saint-Siège ne pourraient enlever le Talisman au reliquaire de nos rois. Le cardinal Luçon ayant acquiescé à toutes les

clauses, dom Cabrol lui a remis, dimanche dernier, la célèbre pendeloque. Ainsi, elle reposera désormais entre la Sainte-Ampoule et le calice de Saint-Rémy. Je présume que vous approuvez mon geste.

— Et combien je l'approuve !... Le Talisman de Charlemagne ne pouvait avoir finalement une plus belle destination que de commémorer, dans les siècles futurs, la barbarie teutonique.

Cependant, j'observe que la pendule marque sept heures moins cinq. Malgré tous les efforts de mémoire et d'attention que représente, pour une femme de son âge, une conversation déjà si longue, où c'est elle qui a tenu la parole continuellement, l'impératrice ne trahit aucune fatigue. J'ai même la surprise de la voir, après un court silence, repartir à fond de train sur un thème nouveau : la Russie :

— Quelle mission intéressante, passionnante, vous avez remplie là-bas !... C'est une catastrophe comme il y en a peu d'exemples dans l'histoire !... Voyons : racontez-moi vite...

Et, durant une demi-heure encore, elle

me presse de questions sur le drame grandiose, où j'ai vu s'effondrer pour jamais, dans un abîme d'horreurs, la Sainte-Russie des tsars.

Quand elle a terminé son interrogatoire, elle me dit gracieusement :

— Si vous venez cet hiver sur la Côte d'Azur, n'oubliez pas la villa Cyrnos ; vous me feriez une grande joie de m'accorder quelques instants. Il faut que vous me parliez encore et longuement de la Russie... Au mois de mai, je compte aller en Espagne. Je ne suis plus, hélas ! qu'une très vieille chauve-souris ; mais, comme les papillons, j'ai toujours besoin d'aller vers la lumière ; et puis, avant de mourir, je veux revoir mon ciel de Castille !...

XIV

Proficiscere de hoc mundo...

Dimanche, 11 juillet 1920.

L'impératrice Eugénie, qui se trouvait depuis quelques semaines à Madrid, chez son neveu le duc d'Albe, s'est éteinte doucement ce matin, au palais de Liria, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Réfléchissant à sa longue vie, pleine de contrastes ; me rappelant nos entretiens nombreux et les confidences courageuses dont elle m'a tant de fois honoré, je souhaite que l'histoire lui tienne compte de tout ce qu'elle m'a dit, en termes toujours si nobles, pour l'acquit de sa conscience et le soulagement de son âme.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

I

PRÉAMBULE.....	I
----------------	---

Présentation à l'impératrice. Le spectacle des Tuileries. — Napoléon III ; sa noblesse dans l'infortune. Le verdict de l'histoire. — Grandeurs et mirages du Second Empire : le baptême du prince impérial ; le <i>Te Deum</i> de Solférino ; l'annexion de la Savoie et les fêtes d'Annecy ; l'inauguration du canal de Suez.....	5
---	---

II

Les « fautes » de Napoléon III ; le principe des nationalités. — « Que pensez-vous du Deux-Décembre ? » Théorie de la dictature : « la tunique de Nessus. » — Prestige du Second Empire en Europe. La guerre de 1870 était-elle fatale?	25
---	----

III

L'impératrice et le Vatican. Pie IX et Léon XIII. Confi- dence au gouvernement de la République. — La question des alliances en 1870. L'accusation du prince Napoléon : « Le maintien du pouvoir temporel nous a coûté l'Alsace et la Lorraine. »	39
---	----

IV

Le rôle politique de l'impératrice ; l'exemple de la reine Victoria. — Présence de la souveraine au Conseil des ministres. Attaques de Rochefort. Hostilité violente de Persigny. — Portrait de Morny. — L'Empire libéral. Le régime napoléonien était-il compatible avec la liberté?..... 69

V

La princesse Mathilde. Son portrait, son influence : Marguerite de Navarre. — L'expédition du Mexique ; la responsabilité de l'impératrice. — Psychologie de Napoléon III..... 95

VI

La crise de Sadowa. L'exacte version du Conseil qui s'est tenu, à Saint-Cloud, le 5 juillet 1866, sous la présidence de l'empereur. Initiative de l'impératrice. Dépression morale de Napoléon III dans les semaines qui ont suivi. — La politique des compensations : les provinces rhénanes, le Luxembourg et la Belgique. Vers l'abîme... 111

VII

La candidature Hohenzollern et la guerre de 1870. — « *C'est ma guerre!*... Jamais cette parole sacrilège n'est sortie de ma bouche. » — Les responsabilités du gouvernement impérial dans la catastrophe. — Défauts de notre organisation militaire ; l'empereur mieux renseigné que personne. — Méprise totale sur la situation diplomatique de l'Europe. — Le duc de Gramont devant le Corps législatif. Déclaration comminatoire. Le spectre de Sadowa. — Retrait de la candidature Hohenzollern. Le conciliabule du 12 juillet à Saint-Cloud ; la décision fatale. —

Malgré ses maux physiques, Napoléon III prend le commandement de l'armée. Courageuse intervention de la princesse Mathilde. Terrible accusation du prince Napoléon contre l'impératrice. — Le prince impérial à Sarrebrück. — Souvenir eschyléen..... 129

VIII

Visite à l'empereur François-Joseph ; un demi-siècle de souvenirs communs. Napoléon III et l'alliance autrichienne. — Malmaison. L'exécution du duc d'Enghien et la condamnation d'Orsini. — Le drame de Mayerling ; les pensées de François-Joseph sur l'avenir de sa monarchie. — La réintégration de l'Alsace et de la Lorraine dans la patrie française..... 163

IX

La régence de 1870. Arrivée de l'empereur à Metz ; son désarroi moral, ses tortures physiques. — Les défaites de Wissembourg, Froeschwiller et Forbach. Belle contenance de l'impératrice : « La dynastie est condamnée ; nous ne devons plus penser qu'à la France. » — Les hécatombes de Borny, Rezonville et Gravelotte ; l'armée du Rhin bloquée dans Metz. — La marche vers Sedan ; responsabilité de l'impératrice. — Les journées des 3 et 4 septembre. Le départ des Tuileries. — Les conséquences militaires et politiques de la marche vers Sedan..... 187

X

Magenta et Solferino. — La blessure brûlante. Le 24 février 1848 et le 4 septembre 1870 : le départ en fiacre. 223

XI

La rencontre de l'empereur Guillaume à Bergen. — L'amitié de la reine Victoria..... 231

XII

Le Second Empire et la Russie. — La guerre de Crimée. Par quels motifs Napoléon III s'y est-il résolu? La querelle des Lieux Saints. « Le Constantin de la France chrétienne. » — Le Congrès de Paris. Brusque revirement de la pensée impériale. Morny. L'alliance anglaise et l'alliance russe. — L'insurrection de la Pologne en 1863. Tension extrême des relations franco-russes. — Visite du tsar Alexandre II à l'Exposition de 1867. L'attentat de Bérézowski. Le « maléfice ». — Jeu machiavélique de Bismarck : l'accord secret de la Prusse et de la Russie en 1870..... 241

XIII

1870 et 1914. Parallèle des deux guerres. « Pourquoi l'Union sacrée ne s'est-elle pas faite en 1870? » — La Guerre mondiale justifie l'impératrice de n'avoir pas voulu signer la paix après Sedan et d'avoir soutenu le gouvernement de la Défense nationale. Sa courageuse résistance aux propositions de Bismarck. Une lettre du roi Guillaume. — Le Talisman de Charlemagne..... 255

XIV

Proficiscere de hoc mundo..... 271

EXTRAIT DU CATALOGUE DE LA LIBRAIRIE PLON ROMANS ET NOUVELLES

Bourget (Paul), de l'Acad. franç. —
Nos actes nous suivent. 2 vol. 24
La Géôle. 73^e mille. 12
Le Danseur mondain. 67^e m. 12
Conflits intimes. 30^e mille. 12
Cœur pensif ne sait où il va.
 81^e mille. 12
Un Drame dans le monde. 65^e m.
 Prix. 12
Lazarine. 130^e mille. 12
Anomalies. 25^e mille. 12
L'Ecuyère. 47^e mille. 12
Le Sens de la mort. 167^e mille. 12
** Laurence Albani.* 52^e mille. 12
Le Démon de midi. 96^e m. 2 vol.
 Prix. 24
L'Emigré. 81^e mille. 12
L'Étape. 96^e mille. 2 vol. 24
Un Divorce. 116^e mille. 12
Némésis. 69^e mille. 12
Le Fantôme. 41^e mille. 12
Le Justicier. 39^e mille. 12
L'Envers du décor. 21^e mille. 12
La Dame qui a perdu son peintre.
 27^e mille. 12
Les Détours du cœur. 35^e m. 12
Les Deux Sœurs. 36^e mille. 12
** Drames de famille.* 39^e mille. 12
L'Eau profonde. 36^e mille. 12
Un homme d'affaires. 22^e m. 12
** Monique.* 35^e mille. 12
André Cornélis. Edit. déf. 12
Complications sentimentales. 12
Pastels et Eaux-fortes. E. déf. 12
Voyageuses. Edit. déf. 12
L'Irréparable. Edit. déf. 12
Physiologie de l'amour moderne.
 Edit. déf. 12
Un cœur de femme. Ed. déf. 12
Le Disciple. Edit. déf. 12
Mensonges. Edit. déf. 2 vol. 24
Cosmopolis. Edit. déf. 2 vol. 24
Terre promise. Edit. déf. 15
La Duchesse bleue. Ed. déf. 12
Cruelle énigme. Edit. déf. 12
Une Idylle tragique. Ed. déf. 15
Un Crime d'amour. Ed. déf. 12
** Un Saint.* Ed. déf. 12
Recommencements. Ed. déf. 12

Bourget (P.), Houville (G. d'),
 Benoit (P.), Duvernois (H.). —
Le Roman des Quatre. 78^e m. 12
Micheline et l'Amour. 48^e m. 12

Barrès (Maurice), de l'Ac. franç. —
Amor et Dolori sacrum. E. déf. 12
Le Jardin de Bérénice. Ed. d. t. 12
Du sang, de la volupté et de la
mort. Edit. déf. 12
Sous l'œil des Barbares. Edit. déf.
 Prix. 12
Un Homme libre. Edit. déf. 12
Un Jardin sur l'Oronte. 94^e éd. 12
La Colline inspirée. Edit. déf. 12
Les Déracinés. 14^e édit. 2 v. 24
Colette Baudouche. Edit. déf. 12
Les Amitiés françaises. Edit. déf.
 Prix. 12
L'Appel au soldat. Ed. déf. 2 vol.
 Prix. 24
Le Mystère en pleine lumière.
 40^e édit. 12
L'Ennemi des lois. Edit. déf. 12
 Bordeaux (H.), de l'Acad. franç. —
Le Calvaire de Cimiez. 35^e m. 12
Rap et Vaga. 26^e mille. 12
Le Barrage. 44^e mille. 12
Les Jeux dangereux. 47^e mille 12
Le Cœur et le sang. 50^e mille. 12
L'Amour et le Bonheur. 36^e m. 12
La Chartreuse du Reposoir. 80^e m.
 Prix. 12
Yamilé sous les cèdres. 74^e m. 12
La Vie est un sport. 25^e mille. 12
La Vie recommence : I. La Résur-
rection de la chair. 68^e mille. 12
 II. *La Chair et l'esprit.* 41^e m. 12
La Maison morte. 44^e mille. 12
Ménages d'après guerre. 32^e m. 12
** La Nouvelle croisade des enfants.*
 41^e mille. 12
La Peur de vivre. 129^e mille. 12
Une Honnête Femme. 32^e m. 12
Le Lac noir. 20^e mille. 12
Les Yeux qui s'ouvrent. 152^e m. 12
La Maison. 85^e mille. 12
La Neige sur les pas. 100^e m. 12
La Robe de laine. 127^e mille. 12
La Croisée des chemins. 58^e m. 12
Les Roquevillard. 35^e mille. 12
** La Petite Mademoiselle.* 37^e m. 12
L'Amour en fuite. 26^e mille. 12
Jeanne Michelin. 8^e mille. 12
Le Pays natal. 16^e mille. 12
Le Fantôme de la rue Michel-Ange.
 36^e mille. 12
Amours du temps passé. 13^e m. 12
L'Ecran brisé. 20^e mille. 12

Bordeaux (H.), de l'Acad. franç. —
La Fée de Port-Cros. 35^e mille. 12
 Lavedan (Henri), de l'Académie
 française. — *Le Chemin du salut* :
 I. *Irène Olette.* 12^e mille. 15
 II. *Gaudias.* 2 vol. 10^e mille. 20
 III. *Panteau.* 2 vol. 8^e mille. 20
 IV. *Madame Lenoir.* 8^e m. 2 v. 24
Monsieur Gastère. 10^e mille. 12
 Vogué (V^e E.-M. de), de l'Ac. franç.
 — *Les Morts qui parlent.* 32^e éd.
 Prix. 15
Le Maître de la mer. 50^e éd. 15
Jean d'Agrève. 76^e éd. 12
 Acker (P.). — *La Protectrice.* 10^e éd.
 Prix. 12
 * *Les Études.* 32^e éd. 12
 Aeremant (G.). — * *Gai ! marions-
 nous !* 50^e éd. 12
 * *La Hutte d'acajou.* 25^e éd. 12
 * *Ces Dames aux chapeaux verts*
 60^e éd. 12
La Sarrasine. 20^e éd. 12
 Adam (J.). — *Chrétienne.* 36^e éd. 12
 Patenne. 36^e éd. 12
 André-Cuël. — *Barocco.* 10^e éd. 12
L'Homme fragile. 7^e mille. 12
La Jongue immobile. 12^e éd. 12
Le Meneur de joies. 6^e mille. 12
 Ardel (H.). — *L'Aube.* 80^e éd. 12
Le Chemin qui descend. 79^e éd. 12
La Nuit tombe. 92^e éd. 12
La Faute d'autrui. 59^e éd. 12
L'Absence. 57^e éd. 12
Le Feu sous la cendre. 87^e éd. 12
L'Étreinte du passé. 92^e éd. 12
L'Appel souverain. 74^e éd. 12
L'Imprudente aventure. 80^e éd. 12
Les Ames closes. 73^e éd. 12
 Aubarède (Gabriel d'). — *L'In-
 justice est en moi.* 10^e éd. 12
 Aubriat (J.-P.). — *Le Chatnon.*
 10^e éd. 12
 Avesnes. — *La Vocation.* Prix du
 Roman Ac. fr. 1916. 16^e éd. 12
L'Île heureuse. 12^e éd. 12
 Balde (Jean). — *La Vigne et la
 Maison.* 18^e éd. 12
La Survivante. 6^e mille. 12
Le Gôland. 15^e éd. 12
 Barclay (Florence). — * *La Châte-
 laine de Shenstone.* 68^e éd. 12
 * *En suivant l'étoile.* 58^e éd. 12
 * *Le Jardin clos de Christobel.*
 45^e éd. 12
 * *Le Poison de la Jungle.* 40^e éd. 12
 * *L'Auréole brisée.* 57^e éd. 12
 * *L'Amour au bout du fil.* 55^e éd. 12
 Beaunier (André). — *Le Sourire
 d'Athéna.* 6^e éd. 12
 Bernanos (Georges). — *Sous le
 soleil de Satan.* 65^e mille. 12
L'Imposture. 26^e mille. 12

Billy (A.) et Twersky (M.). — *Le
 Fléau du savoir.* 16^e éd. 12
Comme Dieu en France. 14^e éd. 12
Le Lion, l'Ours et le Serpent.
 14^e éd. 12
 Borden (Charles de). — *Un Cadet
 de Béarn.* 6^e mille. 12
 Boulenger (Jacques). — *Les romans
 de la Table ronde.* 27^e éd.
 I. *Histoire de Merlin l'enchanteur.*
 Prix. 12
 II. *Les Amours de Lancelot.* 12
 III. *Le Chevalier à la charrette.* 12
 IV. *Le Saint Graal.* 12
 Bouzinas-Cambon. — *Échec et mat.*
 7^e mille. 12
Notre amitié. 10^e éd. 12
 Carrère (Jean). — *La fin d'Atlantis.*
 19^e éd. 12
 Castagnou (A.). — *Diana.* 4^e m. 12
 Cazin (Paul). (Prix de littér. régio-
 naliste). — * *Décadi.* 18^e éd. 12
L'Alouette de Pâques. 12^e éd. 12
L'hôtellerie du Bacchus sans tête.
 20^e éd. 12
Lubies. 12^e éd. 12
 Chadourne (Marc). — *Vasco.* 16^e m.
 Prix. 12
 Chenu (Ch. M.). — *Thea ou le Chant
 de l'alouette.* 10^e éd. 12
 Chéreau (G.), de l'Ac. Goncourt. —
Valentine Pacquault. 12^e m. 2 v. 24
 * *La Despélouquero.* 10^e mille. 12
 * *La Maison de Patrice Perrier.*
 13^e mille. 12
Le vent du destin. 10^e mille. 12
 Chessin (Serge de). — *Les Epaves
 blanches.* 8^e éd. 12
 Christophe (Jacques). — *Rayons
 violets.* 4^e mille. 12
 Colpiet. — *Marcellin Mauchartier.*
 (Pr. Blumenthal 1924). 8^e éd. 12
La Onzième heure. 14^e éd. 12
 Davignon. — *Un Belge.* 6^e éd. 12
Aimés Collinet. 7^e éd. 12
Mon ami français. 8^e éd. 12
Les Deux Hommes. 10^e éd. 12
Un pénitent de Furnes. 18^e éd. 12
Le vieux Bon Dieu. 14^e éd. 12
 Denarié (Emmanuel). — *La Cha-
 pelle des morts.* 8^e éd. 12
 Dostoïevsky (Th.). — *L'Idiot.*
 33^e éd. 2 vol. 24
Souvenirs de la maison des morts.
 35^e éd. 15
Le Crime et le châtiment. 68^e éd.
 Prix. 15
Humiliés et offensés. 19^e éd. 15
Les Frères Karamazov. 42^e éd. 2 v.
 Prix. 24
Les Possédés. 2 vol. 9^e mille. 24
Les Pœuvres gens. 7^e mille. 12

Dostolavsky (Th.). — *La Confession de Stavroguine*. 12^e édit. 12
Dufourt (J.). — **Marielle*. 14^e éd. 12
Sur la route de lumière. 10^e éd. 12
Grâce ou la chatte sauvage. 8^e éd. 12
Désormais. 10^e édit. 12
Calixte ou l'Introduction à la vie lyonnaise. 31^e édit. 12
Maitresse Jacques. 15^e mille. 12
Dumas (André). — **Ma petite Pvette*. 16^e édit. 12
Dupont (M.). — *Gloire*. 12^e éd. 12
Fragilité. 20^e édit. 12
Dournier (P.-P.). — *Le Dernier amour du colonel Lee*. 10^e éd. 12
Fomentin (Eugène). — *Dominique*. 89^e édit. 12
Graud-Mangin. — *Secrétaire d'ambassade*. 4^e mille. 12
Jeux de jadis. 3^e édit. 12
Green (J.). — *Mont-Cinère*. 9^e m. 12
Marienne Mesurat. 25^e mille. 12
Henriot (Emile). — *Aricie Brun ou les vertus bourgeoises*. (Prix du Roman. Ac. fr. 1924) 31^e m. 12
L'Instant et le Souvenir. 9^e m. 12
Les Temps innocents. 5^e m. 12
Le Diable à l'hôtel. 5^e mille. 12
Les Aventures de Sylvain Dutour. 5^e mille. 12
L'Enfant perdu. 7^e mille. 12
Huysmans (J.-K.). — *En route*. 56^e mille. 20
La Bièvre et Saint-Séverin. 8^e m. 15
La Cathédrale. 59^e mille. 18
Ste Lydwine de Schiedam. 27^e m. 15
L'Oblat. 37^e mille. 20
Les Foulées de Lourdes. 48^e m. 15
La-bas. 50^e mille. 15
En route. 12^e mille. 15
Jaloux (Edmond). — *Le resie est silence*. 29^e édit. 12
Les Profondeurs de la mer. 22^e édit. Prix. 12
Les Amours perdues. 26^e édit. 12
L'Eventail de crêpe. 13^e mille. 12
Au-dessus de la ville. 7^e mille. 12
L'Escalier d'or... 10^e mille. 12
L'Alcyon. 24^e édit. 12
La fin d'un beau jour. 17^e m. 12
Fumées dans la campagne. 9^e m. 12
O toi que j'eusse aimée! 23^e éd. 12
Solesse disparus... 20^e édit. 12
Le jeune homme au masque. 15^e éd. Prix. 12
Jammes (Francis). — **Le Livre de saint Joseph*. 7^e mille. 12
Jean-Javal (Lily). — *L'Inquiète*. 8^e édit. 12
Le Brasier. 12
Jouglot (René). — *Le Nouveau Corsaire*. 8^e mille. 12
Confessions amoureuses. 7^e m. 12

Jouglot (René). — *Le Bal des Ar dents*. 7^e mille. 12
Kennedy (Margaret). — *La Nymphé au cœur fidèle*. 8^e mille. 12
La Brète (J. de). — *Les Restes*. 30^e édit. 12
**La Source enchantée*. 15^e m. 12
Lahovary (Jean). — *Carnet d'un égoïste*. 4^e édit. 12
Le Glay (Maurice). — *Badda, fille berbère*. 12^e édit. 12
Le Chat aux oreilles percées. 10^e éd. Prix. 12
Itto. 12^e édit. 12
Le Goffle (Charles). — *L'Abbesse de Guérande*. 15^e édit. 12
L'Illustre Bobinet. 10^e édit. 12
Madame Ruguelou. 12^e édit. 12
Lhande (P.). — *Luis*. 14^e édit. 12
Mirentchu. 16^e édit. 12
Les Mouettes. 17^e édit. 12
**Les Mémoires d'un écureuil*. 12^e édit. 12
Les Lauriers coupés. 23^e édit. 12
Bilbilis. 19^e édit. 12
Lichtenberger (André). — *Petite Madame*. 60^e édit. 12
Le Petit Roi. 38^e édit. 12
Le Sang nouveau. 25^e édit. 12
Biche. 22^e édit. 12
Chez les Graffougnat. 28^e édit. 12
Les André Graffougnat. 22^e éd. 12
Le Cœur est le même. 18^e édit. 12
La Mort de Corinthe (A). 12^e éd. 12
Juste Lobel, Alsacien. 20^e édit. 12
Des enfants dans un jardin. 24^e éd. Prix. 12
Longnon. — *La Nouvelle Hélène*. 7^e mille. 12
Longworth Chambrun. — *Le roman d'un homme d'affaires*. 6^e édit. 12
La Nouvelle Desdémone. 6^e éd. 12
Louwyck (J.-H.). — *La Légende du gus*. 10^e édit. 12
Margueritte (Paul). — *La Maison brûlée*. 19^e édit. 12
L'Autre lumière. 30^e édit. 12
**Ma Grande*. 62^e édit. 12
Nous, les mères... 27^e édit. 12
La Tourmente. 25^e édit. 12
Margueritte (Paul et Victor). — *Les Braves gens*. 89^e édit. 15
La Commune. 71^e édit. 12
Le Désastre. 126^e édit. 15
Les Tronçons du glaive. 94^e édit. Prix. 15
**Poum*. 85^e édit. 12
**Zette*. 70^e édit. 12
Les Deux vies. 63^e édit. 12
Marital-Piéchaud. — *La romance à l'étoile*. 6^e mille. 12
Vallée heureuse. 20^e édit. 12

Martinson (S.). — Nous deux. 12
Le Cœur mal défendu. 10^e éd. 12
L'Orgueilleuse. 8^e éd. 12
Mauclère (J.). — L'Infernale. 12
Tiotis aux yeux de mer. 8^e éd. 12
Mayran (Camille). — Histoire de
Gotton Connizloo. Prix du Roman
 Ac. fr. 1918. 11^e éd. 12
L'Épreuve du fils. 10^e éd. ... 12
Milan (René) (Maurice Larrouy. —
L'Esclave triomphante. 5^e m. 12
Moselly (E.). — Terres lorraines.
 (Prix Goncourt 1907). 17^e éd. 12
Oudard (Georges) et Novik (Dmitri).
— Les Chevaliers mendiants. 7^e m.
 Prix. 12
Pérochon (Ernest). — Nêne (Prix
 Goncourt 1920). 91^e mille. ... 12
Le Chemin de plaine. 13^e m. ... 12
Les Creux-de-Maisons. 20^e m. 12
La Parcelle 32. 20^e mille. 12
Les Ombres. 25^e éd. 12
Les Gardiennes. 20^e mille. 12
Huit gouttes d'opium. 13^e m. ... 12
Les Hommes frénétiques. 14^e m. 12
Bernardours. 12^e mille. 12
**Rageot (G.). — Le Judé. 6^e éd. 12
Rameau (Jean). — L'Amour mer-
veilleux. 10^e éd. 12
L'Arrivée aux étoiles. 8^e éd. 12
L'Inoubliable. 8^e éd. 12
Renaudin (P.). — Le Maître de
Froidmont. 10^e éd. 12
Rhais (Elissa). — Sadda la Maro-
caine. 26^e éd. 12
Le Café-Chantant. 16^e éd. ... 12
Les Juifs ou la fille d'Eléazar.
 19^e éd. 12
La Fille des Pachas. 16^e éd. 12
La Fille du Douar. 17^e éd. ... 12
La Chemise qui porte bonheur.
 15^e éd. 12
Le Mariage de Hanifa. 18^e éd.
 Prix. 12
Par la voix de la musique. 18^e éd.
 Prix. 12
Rosny (J.-H.), del'Ac. Goncourt. —
La Force mystérieuse. 10^e éd. 12
L'Impérieuse bonté 11^e éd. 12
L'Indompté. 10^e éd. 12
La Vague rouge. 16^e éd. ... 12
Vamirch. 16^e éd. 12
Eyrimah. 6^e éd. 12
Le Félin géant. 18^e éd. 12
La Mort de la terre. 10^e éd. ... 12
Marthe Baraquin. 11^e éd. ... 12
**Rouppel (G.). — Nono. 16^e éd. 12
**Sandy (I.). — Chantal Daunoy. 12
La Descente de croix. 6^e éd. ... 12
L'Heure folle. 8^e éd. 12
Andorra. 8^e m. 12******

Sandy (I.). — L'Homme et la Sau-
vageonne. 7^e mille. 12
Livia. 14^e éd. 12
Sarment (Jean). — Jean Jacques de
Nantes. 16^e éd. 12
Schultz. (Yvonne). — Les Nuits de
Jer. 17^e éd. 12
La Flamme sur le rempart. 13^e éd.
 Prix. 12
** La Couronne d'étoiles.* 12^e éd. 12
Silvestre (Ch.). — L'Amour et la Mort
de Jean Fraudeau. 10^e éd. ... 12
** Aimée Villard.* 16^e éd. 12
** Belle Sylvie.* 20^e éd. 12
** Prodige du cœur.* 65^e éd. ... 12
** Amour sauvé.* 13^e éd. 12
Tharaud (J. et J.). — La Maitresse
servante. 67^e éd. 12
La Tragédie de Ravallac. 39^e éd. 12
L'Ombre de la croix. 107^e éd. 12
Un royaume de Dieu. 47^e éd. 12
Quand Israël est roi. 86^e éd. ... 12
La Randonnée de Samba Diouf. 12
 59^e éd. 12
Le Chemin de Damas. 69^e éd. 12
Dingley l'illustre écrivain. 65^e éd.
 Prix. 12
L'An prochain à Jérusalem. 70^e éd.
 Prix. 12
La Fête arabe. 54^e éd. 12
Marrakech ou les Seigneurs
de l'Atlas. 71^e éd. 12
Rabat ou les heures marocaines.
 59^e éd. 12
La Bataille à Scutari. 32^e éd. 12
La Rose de Saron. 65^e éd. ... 12
Thélen (M.) et Dr Bertheaume (M.).
— L'Interne. 8^e éd. 12
Le Docteur Odile. 10^e éd. ... 12
Théo Varlet. — Le Roc d'or. 12
Vaudoyer (J.-L.). — Peau d'ange. 12
La Reine évanouie. 10^e éd. ... 12
La Maitresse et l'Amie 11^e éd. 12
Raymonde Mangematin. 7^e m. 12
Premières amours. 6^e mille. ... 12
**Vignaud (Jean). — Niky. 20^e éd. 12
La Maison du Maltais. 12^e m. 12
Sarati le Terrible. 19^e éd. ... 12
Weck (René de). — Jeunesse de
quelques-uns. 8^e éd. 12
Le Roi Théodore. 5^e mille. ... 12
Wharton (Edith). — Au temps de
l'innocence. 10^e éd. 12
Un Fils au front. 6^e éd. 12
Zanta (Léontine). — La part du
jeu. 10^e éd. 12
La Science et l'Amour. 8^e éd. 12
Zifferer (Paul). — La Ville impé-
riale. 5^e mille. 12
Le Saut dans l'inconnu. 5^e m. 12**

Date

DC 280.2 .P2
Paleologue, Georges Mauri
Les entretiens de l'imperatric

010101 000



0 1163 0217783 1
TRENT UNIVERSITY

DC280.2 .P2
Paléologue, Georges Maurice
... Les entretiens de
l'impératrice Eugénie

DATE	ISSUED TO 212368

212368

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Germaine ACREMANT
 *Le Carnaval d'été, *roman*.
Henri ARDEL
 *Les Vacances de la famille Bryce, *roman*.
Jean BALDE
 Reine d'Arbieux, *roman*.
Florence L. BARCLAY
 Ma Vie pour la tienne, *roman*.
Maurice BARRÈS
 Les Maîtres
Georges BERNANOS
 L'Imposture, *roman*.
Louis BERTRAND
 L'Éducation sentimentale, *roman*.
Henry BORDEAUX
 Le Calvaire de Cimiez, *roman*.
G. A. BORGESE
 Rubé, *roman*.
Marcel BOULENGER
 C'est donc sérieux ?
Paul BOURGET
 Quelques témoignages.
 Nos actes nous suivent, *roman*. 2 vol.
Marc CHADOURNE
 Vasco, *roman*.
François CHARLES-ROUX
 Trois ambassades françaises à la veille
 de la guerre.
Gaston CHÉRAU
 L'Ombre du maître, *roman*.
G. K. CHESTERTON
 L'Homme éternel.
Henri DE CURZON
 Lettres de W. A. Mozart. 2 vol.
Jean DUFOURT
 *Maîtresse Jacques, *roman*.
Paul FAURE
 Vingt ans d'intimité avec Edmond
 Rostand.
Vicomte FLEURY
 Le prince de Lambesc.
Geoffroy DE GRANDMAISON
 L'Expédition française d'Espagne en 1832.
Julien GREEN
 Adrienne Mesurat, *roman*.

Aymé GUERRIN
 Jésus tel qu'on le vit.
André HARLAIRE
 En croix *roman*.
Edmond JALOUX
 La Branche morte, *roman*.
Jean DE LA BRÈTE
 *La Source enchantée, *roman*.
Louis LALOY
 La Musique retrouvée.
Pierre DE LA GORCE
 Charles X.
Henri LAVEDAN
 Monsieur Vincent, aumônier des galères.
Lucien et Désiré LEROUX
 Lavoisier.
Pierre LHANDÉ
 Le Christ dans la banlieue.
Prince DE LIGNE
 Fragments de l'histoire de ma vie 2 vol.
MARTIAL-PIÉCHAUD
 Renaître, *roman*.
Camille MAUCLAIR
 Puvis de Chavannes.
François MAURIAC
 La Vie de Jean Racine.
Adrien DE MEEÛS
 Histoire de Belg que
Gabriel NIGOND
 Marie Montraudoigt, *roman*.
G. OUDARD et D. NOVIK
 Les Chevaliers mendiants.
Pierre PARIS
 Goya.
Joseph DE PESQUIDOUX
 Le Livre de raison (deuxième série)
Robert SÉBASTIEN
 La Chapelle des Saints-Anges, *roman*.
MOURASAKI SHIKIBOU
 Le Roman de Genji.
J. et J. THARAUD
 Mes années chez Barrès.
Prince Félix YOUSSEUPOFF
 La Fin de Raspoutine.